

AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes





Agriculture durable à faibles apports externes
VOL. 24 N°3 - Nov. 2008
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n°0851-7932

Adresse AGRIDAPE
IED Afrique
24, Sacré Coeur III - Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
E-mail : agridape@orange.sn
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnatrice : Awa Faly Ba Mbow

Comité éditorial : Awa Faly Ba Mbow,
Safietou Sall Diop, Bara Guèye,
Mouhamadou Lamine Seck

Ont participé à ce numéro : Alioune
Ndiaye, Badara Diagne, Yathénara
Ndoye et Joachim Saizonou

Administration :
Maimouna Dieng Lagnane

Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique - Impression :
Imprimerie Graphi plus
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale
LEISA Magazine
ILEIA P.O. Box 2067, 3800 CB Amersfoort,
The Netherlands
Tél. : +31 33 467 38 70
Fax : +31 33 463 24 10
subscriptions@ileia.nl

Edition chinoise
CBIK, 3rd Floor, Building A
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Édition espagnole
La revista de agro-ecologia
Asociación ETC Andes, AP.18-0745,
Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Édition indienne
LEISA India
AME Foundation , PO Box 7836, Bangalore
560 085, Inde
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

S O M M A I R E

- 4 Editorial**
- 6 Mieux connaître la pauvreté pour en sortir**
Silvio Gomes de Almeida, Paulo Petersen, Adriana Galvão Freire et Luciano Silveira
- 8 Le droit des femmes à la terre : une simple question de droits humains** - Mariétou Dia
- 10 L'approche genre, une valeur ajoutée pour la souveraineté alimentaire? Le cas du village de Zeguesso, Mali.** - Marie Monimart, Rosaline Dacko-Maïga
- 13 Cibler les femmes en vue de promouvoir la sécurité alimentaire, ça paie !**
Alfred Lakwo
- 15 Les femmes brisent les barrières au Mali**
Jonas Wanvoeke, Rosaline Maïga Dacko, Kalifa Yattara et Paul Van Mele
- 17 Concilier droits des pygmées et gestion durable de la biodiversité**
Gilbert Ndzomo Abanda
- 20 ARED et les pasteurs, un contrat social, en faveur d'une inclusion sociale**
Mamadou LY, Seynabou WADE
- 23 Le maïs des élèves malvoyants est meilleur !**
Humphrey Nkonde
- 24 Les agriculteurs ougandais saisissent les opportunités commerciales post-conflit** - Anyanzo Thomas Abbey et Azu Albert
- 26 Soutenir les pourvoyeurs de soins au Mozambique**
Simon Mukwaya
- 27 L'agriculture bio : une thérapie pour les jeunes en difficulté en Indonésie** - Ngalim
- 28 Les champs-écoles dans les sociétés traditionnelles : technique au social** - Hans Feijen
- 31 Les jardins potagers sont à la portée des personnes marginalisées**
Rojee Suwal, Bimal Raj Regmi, Bhuwon Sthapit et Arjina Shrestha
- 32 Notes de terrain**
- 33 Sites web**
- 34 Bibliographie**
- 36-40 AGRIDAPE INFO**

6 Mieux comprendre la pauvreté pour en sortir

Silvio Gomes de Almeida, Paulo Petersen, Adriana Galvão Freire et Luciano Silveira

Comment les programmes de développement rural favorisent-ils la diversité dans les conditions sociales de travail ? En particulier, comment peut-on tenir compte de cette diversité lorsque l'on cherche à faire participer et à responsabiliser les familles les plus pauvres ? Comment l'agroécologie et l'approche genre peuvent-elles aider ces familles à vaincre la pauvreté ? Ces questions ont été au centre d'une étude entreprise dans la région semi-aride du Brésil, Agreste, en vue d'améliorer le programme de développement local exécuté par l'ONG AS-PTA.

DES INSTITUTIONS, UNE VISION !

ILEIA est le centre d'information sur l'agriculture durable à faibles apports externes. Ce centre encourage l'adoption des technologies à faibles apports externes par le biais de sa revue trimestrielle LEISA et ses autres publications. Le centre appuie, par ailleurs, la mise en place d'éditions régionales du magazine. ILEIA dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations sur le développement de l'agriculture durable dans le monde (www.leisa.info).

Innovations, Environnement et Développement en Afrique est l'organisation autonome qui capitalise l'expérience du programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement. Sa mission reste de promouvoir un développement durable par la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone. Dans ce cadre, IED Afrique propose aux partenaires différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

AGRIDAPE c'est l'agriculture durable à faibles apports externes. Cette notion est axée sur l'ensemble des choix technologiques et sociaux à la disposition des paysans soucieux d'articuler l'amélioration de leur productivité et la prise en compte des aspects environnementaux. AGRIDAPE est donc relative à l'utilisation optimale des ressources locales, des procédés naturels mais aussi du maniement mesuré et maîtrisé d'intrants en cas de besoin. Il s'agit en fait de développer les capacités des individus et des communautés qui s'efforcent de se construire un avenir sur la base de leurs propres aptitudes, valeurs, cultures et institutions.

Ainsi, AGRIDAPE tente de combiner les savoirs local et scientifique et d'influencer les formulations des politiques pour la création d'un cadre favorable à leur développement. AGRIDAPE, c'est aussi un éventail de méthodologies participatives pour une agriculture viable, prenant en compte les besoins différents et parfois divergents des divers acteurs dans un contexte fluctuant.

AGRIDAPE, un concept, une approche, mais aussi, un message politique, une vision !

Édition indonésienne SALAM

JL Letda Kajeng 22,
Den Pasar 80234
Bali Indonésie
E-mail : leisa@indo.net.id

Édition brésilienne *Agriculturas, experiencias em agroecologia*

AS-PTA, Rio de Janeiro, RJ Brésil 20091-020
E-mail : paulo@aspta.org.br

Sites Web

<http://www.leisa.info>
<http://www.iedafrique.org>
<http://agridape.leisa.info>

Abonnements

AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@orange.sn

Financement AGRIDAPE

Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI et de DGSi

Photo de couverture :

Franck Boyer, agence Kamikazz.

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



17 Concilier droits des pygmées et gestion durable de la biodiversité

Gilbert Ndzomo Abanda

Les communautés pygmées Baka du Cameroun subissent une discrimination grave de la part des sociétés dominantes qui les considèrent comme des êtres inférieurs. La vie des Pygmées Baka est intimement liée à l'écosystème forestier, paradoxalement les projets de conservation ne les prennent pas en compte. Ainsi, les Pygmées Baka se mettent à l'agriculture, soient en tant que manœuvres dans des plantations soient en tant que cultivateurs, même si, ce faisant, elles entrent en conflit avec les agriculteurs bantous. Pourtant, leur grande connaissance des vertus des plantes serait une bonne porte d'entrée pour une conservation de biodiversité.



11 L'approche genre, une valeur ajoutée pour la souveraineté alimentaire? Le cas du village de Zégoussou, Mali.

Marie Monimart, Rosaline Dacko-Maïga

Toujours problématique à cause de la discrimination entre les sexes, l'accès à la terre pour les femmes est au cœur des préoccupations du village de Zégoussou, au Mali. Grâce à l'appui d'Intercoopération (IC), les mentalités évoluent, lentement mais sûrement vers plus «d'ouverture». A travers leur implication dans une convention locale de gestion des ressources d'un bas-fond, elles ont pu négocier leur droit. Aujourd'hui, les femmes de Zégoussou ont amélioré leur accès à la terre et la sécurité alimentaire du village. En effet, elles parviennent aujourd'hui à augmenter le rendement des parcelles rizicoles et les revenus liés au maraîchage. De plus en plus présente dans les organisations paysannes et comité de gestion, elles ont vraiment affirmé en douceur leur leadership. Sans avoir résolu tous les problèmes d'équité, les femmes de Zégoussou sont sur la voie...

Chères lectrices, chers lecteurs,

En début d'année, nous vous avons inséré un questionnaire dans votre magazine afin de recueillir vos avis et suggestions sur AGRIDAPE. Nous avons reçu et analysé l'ensemble de vos réponses. Nous vous en faisons une synthèse à l'intérieur de ce numéro.

Nous pouvons déjà vous dire que nous avons compris vos attentes. Nous vous remercions également pour vos encouragements et ferons de notre mieux pour que le magazine continue d'être à la hauteur de vos espérances.

Ainsi, vous constatez déjà dans ce numéro quelques changements issus de vos suggestions. Nous vous proposons une nouvelle rubrique de 4 pages sur l'actualité agricole. Les pages de AGRIDAPE /Infos se veulent interactives et vous sont entièrement dédiées.

Vous pourrez y exprimer vos commentaires, opinions et positions sur une actualité agricole dans votre pays, région. Vous y trouverez également l'agenda des événements (rencontres, conférences et ateliers de formation) sur l'agriculture durable ; ou encore, le compte-rendu d'un événement auquel vous ou nous avons assisté etc.

Cette rubrique est vraiment votre espace d'expression libre dans AGRIDAPE. Alors n'hésitez pas à nous communiquer le calendrier de vos manifestations ou à nous envoyer une page pour réagir à l'actualité.

Vous pouvez nous contacter par mail aux adresses ci-dessous :

agridape@orange.sn ou
contact@iedafrique.org

Agriculture durable et inclusion sociale

Participation et inclusion sociale

La participation et l'inclusion sociale font aujourd'hui partie des termes les plus usités dans le vocabulaire du développement. Ils constituent les deux faces d'une même réalité. En effet, aussi bien les gouvernements que les agences de développement et les ONG sont convaincus que l'efficacité des actions de développement dépend en très grande partie de la participation des groupes les plus vulnérables. Ces groupes sont souvent exclus des sphères de décisions. Or c'est seulement là qu'ils peuvent s'assurer que leurs besoins sont pris en compte.

Pendant longtemps, les organisations d'appui au développement ont fait la promotion de la participation à partir d'une vision naïve. En effet, elles ont considéré la communauté locale comme une entité homogène qu'il faut cibler dans sa globalité. En conséquence, la diversité des besoins et des statuts, les rapports de pouvoirs entre les différents groupes de la société ont été occultés. De fait, les services offerts à la communauté ont souvent été accaparés par les membres des groupes dominants, détenteurs du pouvoir, au détriment des couches les plus vulnérables même si elles sont les principales cibles des organismes d'intervention.

Heureusement, aujourd'hui, il y a une prise de conscience de plus en plus forte de cette faiblesse des approches antérieures. La nouvelle génération de programmes de développement met l'accent sur l'inclusion des groupes les plus vulnérables, comme condition et critère de participation pour un meilleur ciblage des services offerts. Ainsi, les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté accordent la priorité aux programmes de protection sociale en faveur des groupes dont la majorité est économiquement et socialement exclue (les femmes, les handicapés, les personnes âgées, etc.).

Comprendre l'inclusion

Mais qu'est-ce que l'inclusion sociale ? Pour mieux répondre à cette question, il faut d'abord comprendre ce qu'est l'exclusion sociale. Celle-ci prend plusieurs formes. Elle renvoie à tout processus ou phénomène qui conduit certains groupes, du fait de leur appartenance, d'être tenus



Débat communautaire sur la participation des femmes

Photo: Kamikaz

à l'écart des processus de décisions, de l'accès à des services et à l'information, etc. L'exclusion peut découler des normes culturelles ou sociales qui déterminent la place et le rôle que chaque groupe doit occuper dans la société. Ces normes déterminent également les droits qui sont reconnus à chacun. C'est à ce titre que certains sont exclus du processus de décision ou de l'accès à certains types de ressources.

L'exclusion peut également résulter d'une mauvaise formulation ou « empaquetage » des services rendus aux populations. C'est dans ce cadre qu'il faut, par exemple, placer l'exclusion des jeunes handicapés visuels dans plusieurs zones où l'offre éducative ne prend pas en compte leur besoin. Cette forme d'exclusion traduit une défaillance de l'Etat et non de la communauté.

Une autre forme d'exclusion est celle qui a trait à l'intolérance qui se manifeste par la stigmatisation de certaines personnes ou groupes du fait de leur croyance religieuse, leur race ou leur état de santé, etc.

Les catégories sociales comme les femmes, les jeunes, les personnes vivant avec un handicap, les éleveurs ou les migrants sont ceux qui souffrent plus de l'exclusion, surtout en milieu rural. Concernant les femmes, le processus d'exclusion découle de rapports sociaux très inégaux et de considérations culturelles qui les confinent

dans une position de subordination et de dépendance vis-à-vis des hommes. Ainsi elles sont exclues des sphères de décisions et ne peuvent accéder aux services économiques que par le biais de leurs époux et pères. Concernant les éleveurs, l'exclusion est plus insidieuse car elle se fait à travers les institutions locales. Elle porte sur l'accès à des ressources clés comme les pâturages ou l'eau, en particulier dans les zones où l'agriculture est l'activité dominante (Ly et Wade, page 20). Les migrants font également souvent face à une exclusion à la fois sociale et économique dans les zones d'accueil, car ils ne participent pas à la prise de décisions et se voient souvent refuser l'accès à certaines ressources clés comme la terre. L'exclusion économique est souvent exacerbée par la rareté des ressources et par la compétition qu'elle entraîne. Mais, en général, exclusions sociale et économique vont de pair car les groupes qui sont socialement marginalisés sont ceux qui souffrent le plus de l'exclusion économique.

Sur cette base, on peut dire que l'inclusion sociale renvoie au processus qui permet aux groupes vulnérables, exposés à la pauvreté et à l'exclusion sociale d'avoir les opportunités et les ressources nécessaires pour participer pleinement à la vie économique, sociale et culturelle de la société dans laquelle ils vivent. Cela suppose la création d'espaces d'expression

qui permettent aux groupes vulnérables de faire entendre leur voix et d'avoir une prise sur les décisions qui les concernent. Le processus d'inclusion doit prendre en compte plusieurs dimensions.

Les multiples dimensions de l'inclusion

La première dimension est d'ordre éthique et renvoie au principe simple que dans une société ou un groupe donné, tous les individus doivent avoir les mêmes droits, être entendus et avoir accès égal aux informations et aux services destinés à la communauté. L'Etat et les organisations de développement doivent appuyer tout processus qui peut contribuer au respect de ce principe tout en veillant à sauvegarder l'équilibre social.

Ensuite, au plan opérationnel, l'effet combiné d'un meilleur ciblage des actions et de la participation des groupes bénéficiaires renforce l'inclusion sociale et contribue à l'amélioration de l'efficacité des politiques et programmes mis en œuvre par l'Etat ou les ONG. Il apparaît ainsi que l'inclusion sociale n'est pas une fin en soi. Elle constitue un mécanisme qui rend les politiques publiques et les projets locaux plus performants. Elle contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables.

La troisième dimension est méthodologique car, promouvoir l'inclusion des groupes vulnérables suppose l'adoption d'une démarche qui s'appuie sur des étapes et outils adaptés. En effet, ce processus nécessite une bonne connaissance des dynamiques locales, en particulier les rapports de pouvoirs entre les différents groupes sociaux, l'analyse de la nature et des facteurs d'exclusion ainsi que des stratégies mises en œuvre par les groupes exclus, l'identification des conditions et des modalités de renforcement de l'inclusion sociale, etc.

Mais quelles sont les stratégies individuelles et collectives à mettre en place pour renforcer l'inclusion sociale des groupes vulnérables ?

Des stratégies pour renforcer l'inclusion sociale

Renforcer les capacités des groupes exclus à élargir leur espace d'expression et de négociation avec les groupes détenteurs du pouvoir de décision. C'est la stratégie adoptée par le groupement des femmes de Zéguesso, au Mali, qui est parvenu après quelques années à réduire considérablement l'exclusion des femmes de l'accès à la terre (Monimart et Maiga, page 10). La stratégie des femmes a consisté à éviter de bousculer l'ordre social établi ainsi que le pouvoir des hommes. Elles ont plutôt essayé de gagner petit à petit de nouveaux espaces

pour renforcer le pouvoir économique du groupe. Pour consolider ce processus, il est important d'adopter une démarche qui mette en confiance le groupe détenteur du pouvoir à travers par exemple une attribution d'une partie de la récolte mais également sa représentation, ne serait-ce qu'honorifique, dans les organisations mises en place par les femmes. Le rôle des ONG s'avère indispensable dans ce processus de renforcement des capacités.

Renforcer la confiance en soi des exclus à travers la valorisation et la mutualisation de leurs savoirs et savoir faire dans la recherche de solutions à leurs problèmes. La prise de conscience de ses propres capacités et forces est essentielle pour tout groupe social exclu qui revendique ou aspire à une plus grande participation dans le processus de décision. La valorisation des capacités réduit la dépendance du groupe et renforce ainsi son autonomie. Ce qui lui permet de réduire en même temps le sentiment d'exclusion. C'est avec cette conception que l'ONG AS-PTA a mis en place une approche d'incertion économique des populations de la région semi-aride du Brésil (Gomes et al. Page 6). Elles ont pu renforcer leur autonomie à travers la mise en place d'actions qui ont permis leur plus grande inclusion dans le circuit économique par la diversification des activités économiques comme le micro-crédit, le développement du maraîchage et l'accès aux marchés par les petits producteurs. C'est également la même approche adoptée par le programme NAADS à Moyo en Ouganda pour contribuer à l'insertion des petits producteurs dans les marchés (Abbey et Albert page. 26)

Améliorer l'accès à l'information et au savoir. Dans beaucoup de cas, l'exclusion est causée ou renforcée par un accès limité ou inexistant à l'information et au savoir. Avec l'approche des champs écoles (voir article page...), les femmes de l'oasis de Fayoun, en Egypte, ont réussi à mettre en place un vaste réseau regroupant plusieurs milliers de femmes. A travers les activités menées, elles ont acquis un statut plus élevé au sein de leurs familles et de la société. En effet ces activités leur ont permis d'accéder à de nouvelles connaissances et à une information technique utile et diversifiée à partir de supports simples qu'elles maîtrisent. Au Sénégal, l'ONG ARED inscrit son intervention dans la même optique en permettant aux membres des communautés pastorales de renforcer leurs capacités en planification et en recherche-action à travers la valorisation de leurs aptitudes en matière d'alphabétisation (Ly et Wade, page 20).

Réduire la dépendance économique des personnes handicapées en leur offrant des services adaptés. Comme mentionné plus haut, l'exclusion sociale dont souffrent les personnes

vivant avec des handicaps physiques est multidimensionnelle. Mais l'exemple de l'école de Ndola en Zambie montre qu'avec un peu d'imagination on peut lutter contre les préjugés qui justifient l'exclusion des non voyants ou mal voyants des activités agricoles (Nkonde, page 23). L'initiation de ces élèves à l'agriculture leur permet de subvenir à leurs besoins et, plus important encore, d'apprendre très tôt à se prendre en charge pour lutter contre l'exclusion sociale. C'est également dans cet esprit que s'inscrit le programme de soutien aux enfants orphelins du sida au Mozambique (Mukwaya, page 26). Cette initiative permet aux encadreurs et aux enfants de se prendre en charge économiquement à travers les activités génératrices de revenus.

Toutefois, pour être durables, les stratégies individuelles et communautaires doivent être renforcées par un cadre institutionnel et politique favorable et une stratégie nationale d'inclusion sociale claire. A titre d'illustration, les actions menées au niveau local pour lutter contre l'exclusion des femmes pour l'accès à la terre bénéficieraient d'un argumentaire de taille si une législation nationale garantissait le droit d'accès des femmes à la terre au même titre que les hommes comme c'est le cas dans certains pays. Cela ne suffit pas à régler définitivement ce problème et c'est pour cela que le rôle de l'Etat demeure crucial.

Conclusion

Comprendre les facteurs qui contribuent à l'exclusion de certains est un premier pas vers la définition de stratégies réussies d'inclusion. Etant donné le caractère multidimensionnel de l'exclusion, il ne peut exister de solutions standardisées pour y faire face. Mais dans tous les cas, il apparaît que les réponses qui ont plus de chance de réussir sont celles qui mettent l'accent avant tout sur le renforcement et la valorisation des capacités et des savoirs des groupes vulnérables. Cependant, affirmer cela ne signifie pas négliger le rôle de l'Etat. Celui-ci doit créer un cadre institutionnel propice afin d'appuyer et de renforcer les solutions locales en accompagnant également ces initiatives à travers des programmes bien ciblés comprenant entre autre un volet important portant sur l'information et la sensibilisation axée sur les droits des personnes exclues.



Mieux comprendre la pauvreté pour en sortir

Sílvio Gomes de Almeida, Paulo Petersen, Adriana Galvão Freire et Luciano Silveira

La région d'Agreste de l'Etat de Paraíba, au Nord-est du Brésil, est réputée pour son climat erratique, souvent marqué par de longues périodes de sécheresse et de faibles rendements. Les exploitations familiales constituent 95% des établissements ruraux (soit environ 14.000 unités) mais n'occupent que 52% du territoire. Avec le peu de terres disponibles, les familles sont obligées d'utiliser de manière intensive leurs terres, ce qui rend difficile la préservation ou la régénération de la fertilité de l'écosystème. Cette situation crée un cercle vicieux insoutenable du point de vue écologique, économique et social. Les statistiques brésiliennes montrent que 60% des foyers de la région d'Agreste «n'ont pratiquement pas de revenu».

6

Depuis 1993, Assessoria e Serviços a Projetos em Agricultura Alternativa (AS-PTA), ONG brésilienne, met en œuvre un programme de développement rural dans cette région, en vue de promouvoir l'innovation agricole et d'encourager ainsi la conversion agroécologique des systèmes de production actuels. Pour le programme, la pauvreté peut être vaincue en passant à des systèmes d'exploitation familiale agroécologiques.

Avec au départ quelques communautés dans trois municipalités, dès l'année 2002, le programme couvrait 16 municipalités et concernait environ 5.000 familles. Malgré cette évolution, l'AS-PTA s'est posée la question de savoir si son action auprès des familles les plus pauvres était efficace. Pour répondre à cette préoccupation, une étude a été menée dans trois communautés de la municipalité de Solânea où de nombreuses familles vivent dans une pauvreté absolue.

Etude sur la pauvreté

Le premier objectif visé était une définition commune de la notion de pauvreté. Les discussions tenues entre les dirigeants d'exploitations agricoles et les représentants de la communauté ont révélé que la pauvreté se manifeste sous plusieurs formes : accès précaire à la terre, à l'eau et à la biodiversité ; faim et insécurité alimentaire ; marginalisation du point de vue de l'accès aux marchés ; faible accès aux services de base et aux avantages sociaux des politiques gouvernementales ; dépendance politique dans les relations de travail et exclusion des processus de



Photo: AS-PTA

Si elles ont accès à l'eau et à la terre, les populations peuvent commencer à faire pousser de cultures sur surfaces réduites pour leur consommation domestique ou pour le petit commerce sur le marché local.

développement local. Manifestement, il s'est avéré que la pauvreté ne peut pas être considérée uniquement comme étant le manque de biens matériels. C'est une combinaison d'éléments complexes et interdépendants et elle doit être traitée comme telle. Elle a également une dimension politique et culturelle et change en fonction de l'espace et du temps. De plus, bien que nous prenions d'habitude les "familles pauvres" comme point de référence, nous devons tenir compte de l'existence de différents niveaux de pauvreté au sein de la famille – à savoir, entre le mari, la femme, leurs enfants et les autres membres de la famille.

Les informations reçues ont montré que le fait de ne pas posséder de terres ou de ne pas y avoir accès est un élément clé de la définition de la catégorie de familles "les plus pauvres". Ce sont celles qui font face aux obstacles qui empêchent le plus de participer aux activités liées au développement agricole. Cette catégorie se compose de paysans sans terre, de familles possédant très peu de terre et de ceux qui vivent sur la terre de leurs

parents. Et dans les familles, ce sont les femmes et les jeunes (particulièrement les jeunes femmes) qui rencontrent le plus de difficultés. Il est peu probable qu'elles obtiennent de leur travail en milieu familial les mêmes avantages que les adultes du sexe masculin.

Différentes manifestations de la pauvreté

La pauvreté absolue se manifeste dans quatre principaux domaines : accès aux ressources de base ; accès aux avantages des politiques gouvernementales ; accès aux marchés et accès aux organisations de la société civile. Au même titre que l'accès réduit à la terre, les principaux besoins matériels proviennent des difficultés d'accès à l'eau, à la nourriture et au revenu. Parmi les familles les plus pauvres, 64% ne possèdent pas de terre, ou doivent travailler dans des conditions très réglementées pour son utilisation. D'un point de vue historique, cette situation défavorable a entraîné des rapports de dépendance économique et politique. C'est ce qui a empêché la

mise en application des innovations pour améliorer l'infrastructure des systèmes agricoles locaux, par exemple, 70% des familles ne disposaient pas de moyens leur permettant de collecter ou de stocker l'eau. L'insécurité alimentaire représente aussi et en permanence une bonne partie de la vie de ces familles. Pratiquement tous les membres de la famille cherchent un travail quel qu'il soit, fût-il informel, incertain et incapable de fournir un revenu stable.

Le faible accès aux marchés est une autre voie dont les familles les plus pauvres sont exclues. Dans la mesure où elles manquent d'accès au transport, elles peuvent rarement participer aux marchés ou foires. Les familles les plus pauvres sont également pénalisées lorsqu'il s'agit de tirer profit des services publics. Bien que les programmes sociaux du gouvernement aient fourni une part importante du revenu du ménage pour un bon nombre de familles, la mise en œuvre de ces programmes est souvent irrégulière. En outre, ces fonds sont généralement mal utilisés par les autorités locales et n'atteignent donc pas leur public cible.

Enfin, la faible participation des familles les plus pauvres aux organisations locales a également été identifiée comme un facteur contributif à l'exclusion sociale. De nombreuses organisations sociales manquent de politiques ou programmes conçus pour s'attaquer aux conditions et questions spécifiques concernant ce secteur.

Responsabilisation des plus pauvres

Ayant passé en revue tous les aspects de la pauvreté, cette étude a permis de définir des stratégies spécifiques visant à faire face aux raisons de la persistance de l'exclusion socioculturelle et économique. La première et plus importante conclusion tirée a été que les familles les plus pauvres ont leurs propres stratégies de survie. Elle se focalisent sur l'atteinte des conditions minimales permettant à la famille de s'en sortir à court terme.

Parmi celles-ci, nous pouvons identifier différents mécanismes sociaux qui permettent d'atténuer les épreuves les plus difficiles. Par exemple, le prêt de semences, de nourriture et d'eau, permet de redistribuer les rares ressources excédentaires disponibles dans une communauté au bénéfice des plus pauvres. Des stratégies individuelles ont également été développées, bien qu'elles concernent le plus souvent des "partenariats inégaux". Dans la plupart des cas, ces stratégies permettent de maintenir la dépendance économique et politique des propriétaires fonciers, des commerçants ou hommes politiques locaux. L'étude a donc montré la nécessité de réorienter le programme vers le renforcement des capacités des

communautés les plus pauvres. L'analyse des impacts des initiatives antérieures du programme a révélé que bon nombre des innovations adoptées par les familles les moins pauvres n'ont pas été adaptées aux situations des plus démunis, même si elles répondaient souvent à leurs besoins. Parmi ces innovations, il faut citer le reboisement, l'amélioration du système d'exploitation du bétail, la construction d'infrastructures d'alimentation en eau ou l'utilisation d'engrais organique.

Cinq ans après l'étude et l'introduction de ses résultats dans la stratégie de l'AS-PTA, des changements importants sont intervenus dans les conditions de vie des familles les plus pauvres. Ces changements ont été facilités par la combinaison de deux facteurs. Premièrement, les activités ont été adaptées en vue d'encourager les familles les plus pauvres à participer aux processus locaux d'innovation agroécologique. Deuxièmement, une plus large participation de ces familles aux processus de la communauté leur a permis de tirer profit des politiques gouvernementales, particulièrement, de celles relatives à la garantie d'accès à la terre et à son utilisation.

Des changements spécifiques apportés au programme méritent d'être mis en relief :

1. Diversification des options financières et modification des fonds de crédits renouvelables (RLF). Jusqu'en 2002, les RLF ont été principalement destinés à la construction de citernes pour stocker l'eau à usage domestique. Depuis lors, la création d'un plan d'épargne communautaire a permis de générer collectivement des fonds en tenant compte des situations et besoins individuels. Les fonds peuvent à présent être également utilisés pour acheter d'autres produits comme le fumier, le petit bétail, des matériaux pour la clôture et l'infrastructure et du matériel d'emballage.

2. Diversification et amélioration de l'infrastructure de collecte et de stockage de l'eau. Cette initiative a été lancée à travers la revitalisation des groupes de travail communautaires. L'utilisation de pompes communautaires pour recueillir l'eau pour le bétail a été très réussie. Les familles les plus pauvres n'étaient donc plus obligées de vendre leurs animaux en période de sécheresse. L'accès universel à ces pompes est garanti par l'allocation de ressources financières par l'Articulação Brasileira no Semi-árido (ASA), appuyé par l'administration centrale. L'accès facilité à l'eau potable des citernes réduit considérablement les maladies d'origine hydrique. En outre, cela libère les familles, particulièrement les femmes et les jeunes, de la corvée de l'eau.

3. Amélioration des jardins potagers. Cette initiative qui est également appuyée par Catequese Familiar, visait à intensifier la production des jardins domestiques et

à impacter positivement sur la sécurité alimentaire au niveau des familles pauvres ; cette activité a permis de responsabiliser les femmes qui, à présent, voient leur travail dans les jardins reconnu par toute la communauté.

4. Création de marchés locaux. La foire agroécologique de *Solânea* a fourni aux familles les plus pauvres de meilleures conditions leur permettant d'apporter leurs produits au marché. Outre l'exposition de leurs produits, la foire est devenue un lieu indiqué où les familles qui ne produisent que de petites quantités peuvent vendre leurs produits.

D'autres avantages sont tirés de l'initiative prise par 30 familles sans terre qui se sont organisées pour tirer profit du programme foncier du gouvernement. Une zone d'installation garantie 17 hectares à chaque famille et cinq hectares à l'ensemble de la communauté. Habilitées à gérer leurs propres systèmes de production en vue de générer un revenu et de garantir ainsi la sécurité en ce qui concerne la nourriture et l'eau, ces familles sont à présent libérées de l'assujettissement à la politique et à l'économie. Parallèlement, elles ont commencé à participer aux séances de formation du programme en introduisant progressivement un nouveau savoir-faire technique et en participant aux programmes des exploitations familiales de la région.

Deux défis majeurs

Cette étude et ses résultats ont mis en relief deux défis majeurs récurrents pour les programmes de développement :

1. Il est important de reconnaître les stratégies de survie de la communauté qui sont fondées sur l'échange mutuel et les ressources locales. La perspective agroécologique sur laquelle s'est fondé le programme pouvait renforcer les processus sociaux et permettre ainsi de transformer et d'incorporer les stratégies de survie dans un projet de développement local collectif.

2. Les exploitants de fermes familiales ne pourront tirer profit des politiques sociales que lorsqu'ils seront en mesure d'élaborer leurs propres projets d'insertion sociale. A elles seules, les politiques sociales ne peuvent pas venir à bout de la pauvreté mais, elles demeurent nécessaires en tant que réponse aux urgences sociales. Les politiques de développement économique sont également incapables de briser le cercle de la pauvreté. Pour y parvenir elles doivent refléter les dimensions socioculturelles et économiques des populations marginalisées et exclues de la société.

Sílvio Gomes de Almeida, Paulo Petersen, Adriana Galvão Freire et Luciano Silveira.

Assessoria e Serviços a Projetos em Agricultura Alternativa, AS-PTA. Rua da Candelária 9, 6º andar, CEP: 20.091-020, Rio de Janeiro, RJ, Brazil.

E-mails: silvio@aspta.org.br ; paulo@aspta.org.br ; adriana@aspta.org.br ; luciano@aspta.org.br



Le droit des femmes à la terre : une simple question de droits humains

Mariétou Dia

8



PHOTO: SAHAS

Femmes rurales du Sénégal suivant les discussions sur leur position sociale

Un contexte juridique pourtant favorable...

Dans sa plateforme d'actions, la conférence de Beijing, en 1995, a interpellé les Etats pour la prise en compte des droits des femmes à tous les niveaux, renforcée en cela par la Convention pour l'Élimination de toute Discrimination envers les Femmes (CEDEF). Au niveau de l'Afrique, la Charte africaine, et son protocole relatif aux droits des femmes adoptés, à Maputo, en Juillet 2003, réaffirme dans son article 18 l'accès de tous les citoyens, sans discrimination à l'exercice du pouvoir à tous les niveaux, l'égal accès de tous les citoyens aux services publics, le rejet et l'élimination sous toutes les formes, de l'injustice, des inégalités et des discriminations. Au niveau

du Sénégal, il existe aussi tout un arsenal juridique sur le foncier. Plusieurs textes de lois en droit sénégalais comportent des dispositions relatives au foncier. La nouvelle Constitution de 2001 du Sénégal en son article 15 aussi dispose que : « l'homme et la femme ont de manière équitable, le droit d'accéder à la possession et à la propriété de la terre, dans les conditions qui sont déterminées par la loi. » Donc de manière générale : « tout le monde a un égal accès à la terre »

Mais le patriarcat et ses retombées persistent et signent...

Par conséquent, on peut s'accorder sur le fait que les lois promulguées par l'Etat du

Sénégal accordent un accès équitable des femmes et des hommes à la terre mais dans leur mise en œuvre, il existe encore des résistances au niveau des us et des coutumes qui minorent le statut de la femme. Et cela malgré les engagements pris par l'Etat. Le constat est donc que les femmes rurales n'ont pas vraiment amélioré leur statut économique et leur situation sociale. Elles continuent de manière significative à porter le poids du patriarcat qui les confine dans un statut inférieur et dans la gestion quotidienne de leur triple rôle (productif, reproductif et communautaire).

La terre, à cet effet, est gérée par les hommes. En cas de mariage, on attribue une parcelle à la femme et en cas de

divorce ou de décès de son conjoint, elle ne peut y avoir aucune prétention.

Aussi, la loi sur le domaine national (loi de 1964 régissant le système foncier du Sénégal) stipule que la terre appartient à la communauté, l'appropriation par les personnes en est l'exception. La terre appartient à ceux qui la mettent en valeur et ne peut être l'objet de transactions. Ceci montre que c'est l'Etat qui administre et affecte les terres. Mais le législateur se conjuguant au masculin, on peut comprendre aisément pourquoi la femme rurale est laissée pour compte. Avec le système libéral, qui « détient les capitaux, détient la terre », encore une fois les femmes pauvres et analphabètes qui n'ont accès ni au crédit, ni aux ressources sont les principales victimes de cette discrimination et sont laissées en marge des politiques, et cela malgré leur poids numérique.

En effet, les femmes constituent 52% de la population sénégalaise, ce qui représente 39% de la population active. Pourtant, les femmes supportent 90% des charges domestiques et effectuent 80% des travaux agricoles surtout dans les cultures vivrières. Le Sénégal étant un pays à majorité agricole, plus de la moitié de sa population vit concentrée dans les zones rurales avec une majorité de femmes. A ce titre ces dernières jouent un rôle important dans l'économie nationale en assurant une grande partie de la production agroalimentaire, participant ainsi à l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire. Même si le rôle des femmes dans l'agriculture au Sénégal et ailleurs n'est plus à démontrer, il reste que les efforts en faveur de la réforme agraire se heurtent encore à des considérations d'ordre institutionnel et culturel. De ce fait la particularité des femmes n'est pas encore réellement prise en compte.

...et accentuent la féminisation de la pauvreté !

Cette discrimination, renforcée par l'absence de droits et de sécurité concernant la terre est le facteur déterminant de la féminisation croissante de la pauvreté en milieu rural. Le travail des femmes peine à se retrouver dans la comptabilité nationale puisqu'elles ne sont pas reconnues comme agricultrices à part entière. Quand elles accèdent à la terre, le plus souvent elles n'en contrôlent pas les bénéfices, c'est en général pour un droit d'usage et c'est souvent par le biais de leur mari ou d'un membre de la famille. Au décès de celui-ci, elle perd tout droit. De plus les

terres dont elles disposent sont souvent de mauvaise qualité et leur permettent à peine de contribuer aux revenus du ménage. Or en milieu rural, qui détient la terre, détient le pouvoir !

Mais compte tenu de l'analphabétisme et de la sous représentation des femmes dans les instances de décisions (comme ici le Conseil Rural), elles n'ont pas accès à l'information relative aux textes et n'ont pas pouvoir pour peser sur les décisions relatives à l'octroi des terres. Pourtant la Plateforme d'Action de Beijing indique que les gouvernements doivent entreprendre des réformes administratives et législatives pour que les femmes aient plein accès aux ressources économiques y compris les droits à l'héritage et à la propriété de la terre, au crédit, aux ressources naturelles et aux technologies.

Une femme de Kédougou, à l'Est du Sénégal témoigne :

« N' imaginez pas que ce champ est à nous, nous sommes de simples ouvrières agricoles et faisons ce travail pour avoir de quoi nourrir nos enfants le soir ; nous sommes des Sans terre. En venant ce matin nous n'avons pas mangé, moi bien que malade je ne peux pas manquer de venir sinon nous ne mangerons pas. Mon mari est un cultivateur qui s'occupe de son champ et n'a pas le temps de s'occuper d'autre chose alors il faut que je travaille aussi pour faire bouillir la marmite. Des fois, il reçoit l'aide du gouvernement mais seulement en cas de calamités. Certaines femmes qui ne sont pas dans le besoin ont un quota plus élevé... donc nous en sommes réduites à n'être que des travailleuses de la terre »

La représentativité des femmes aux instances décisionnelles dans les conseils ruraux...un défi !

De ce fait pour améliorer la situation des femmes et favoriser leur accès aux ressources et aux moyens de production il faudrait faire en sorte qu'il y ait plus de femmes dans les instances de pouvoirs (partis politiques, Assemblée Nationale, Conseils ruraux). Dans le même temps il est indispensable de former les femmes sur les textes juridiques, notamment ceux liés à la décentralisation mais aussi d'accroître leurs capacités de mobilisation et de plaider pour qu'elles soient en mesure d'influencer l'Etat et la société civile.

A ces facteurs s'ajoutent la faible capacité d'investissement de l'Etat, la mauvaise politique agricole, la faible pluviométrie, la désaffection des cultures vivrières au profit des cultures commerciales, la diminution des surfaces cultivables mais surtout les rapports inégaux de pouvoir entre l'homme et la femme ancrés dans des justificatifs et pesanteurs socio culturelles. Souvent l'homme est seul à pouvoir obtenir un crédit et ainsi accéder aux intrants. C'est encore l'homme, chef de famille qui gère la terre, c'est encore lui qui redistribue les terres familiales. Il est par conséquent celui qui détient le pouvoir de décision dans les familles et dans les structures institutionnelles de la communauté.

Or la visibilité des productrices ne devient pas réalité que si elles accèdent aux ressources et les contrôlent tout en ayant leur mot à dire sur les questions relatives à leur propre vie. Pour cela, il faudrait une réelle volonté politique. Cette politique devra se mener en synergie avec toutes les organisations de la société civile, notamment les organisations de défense de droits des femmes, et des femmes elles-mêmes. Pour ce faire, il faut leur permettre d'accéder aux sphères de décisions et les doter des moyens adéquats pour développer leurs propres activités : on ne peut être nourricière du monde et être en marge des politiques de développement !

Mariétou DIA

ACTIONAID Sénégal ; BP 45 780 ;
Sacré Cœur 3 N° 9742
Dakar, Sénégal
marietoudia@actionaid.org



Photo: Kamikaz



L'approche genre, une valeur ajoutée pour la souveraineté alimentaire? Le cas du village de Zeguesso, Mali¹.

Marie Monimart, Rosaline Dacko-Maïga

10

Le lien entre la sécurisation foncière, l'équité hommes-femmes et la réussite de la décentralisation est une préoccupation (peut-être insolite) du programme Réussir la Décentralisation (RLD) de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). Des recherches conduites au Niger et au Mali en 2006 et 2007² ont fait ressortir des tendances lourdes quant à l'exclusion des femmes (et des jeunes) du système de production dominant. La pression foncière croissante, les sécheresses récurrentes, la monétarisation de la terre, la paupérisation des petites exploitations familiales, la crise du coton, conduisent à l'éviction des plus faibles, notamment dans le cas des périmètres irrigués. A Jiratawa, au sud Niger, on est à la seconde génération de femmes qui ne cultivent plus, qui ne savent même plus semer... En l'absence d'alternatives non agricoles fiables, les jeunes ruraux sahéliens (femmes et hommes) viennent inexorablement grossir les rangs des sans terre, des sans emploi, des sans espoir.

Mais à Zégouesso, petit village de la zone cotonnière du sud Mali, on entend un air différent : révolution tranquille, accompagnée avec intelligence et respect par une ONG suisse Intercooperation (IC). Le petit village a embarqué ses habitants sur la route pavée d'embûches de l'inclusion sociale. Curieux, nous avons essayé de savoir pourquoi et comment l'attention portée aux relations de pouvoir entre les hommes et les femmes a permis de mieux comprendre les mécanismes de décision pour la production agricole et à sécuriser la souveraineté alimentaire des ménages.

Un petit village en zone cotonnière

Situé à une vingtaine de kilomètres de Koutiala,



IC et chefferie Zeg

Marie Monimart

dans la région de Sikasso, en pleine zone cotonnière, Zégouesso est un petit village *minianka* de 600 habitants qui portent tous le patronyme de l'ancêtre fondateur Dembéle. Les trois grands clans qui le composent sont régentés chacun par un vieux chef, le *gwa ba*. Les femmes ont un accès très restreint à la terre: quasiment nul pour les jeunes filles et jeunes femmes.

Il est autorisé tardivement par le chef, au mariage du premier fils, l'arrivée de la belle fille permettant de libérer la

mère des travaux champêtres. Comme des centaines d'autres villages de la zone, la petite communauté de Zégouesso vit essentiellement d'agriculture pluviale : culture du coton (avec 47 Unités de production Agricole (UPA)), cultures vivrières, un peu de riziculture dans un bas-fonds traditionnel et élevage.

De forte tradition animiste, le modèle sociétal minianka avait jusqu'ici réussi à assurer la sécurité sociale et alimentaire de tous les membres de la famille, mais l'horizon s'est considérablement assombri ces dernières années :

- La crise du coton a vu s'effondrer les prix de vente, s'emballer les coûts des intrants, baisser les rendements
- Les sécheresses répétées ont affecté la production de riz dans le bas-fonds traditionnel tout comme celle des cultures vivrières
- La compétition pour l'eau du bas-fonds s'est accrue avec les éleveurs transhumants, et les conflits menacent
- Les arbres les plus appréciés (dont le néré et le karité) sont frappés par le vieillissement, la surexploitation ou la coupe, affectant tout particulièrement les femmes



1. D'après des recherches effectuées dans le cadre du programme Réussir la Décentralisation de IIED en partenariat avec Intercooperation, AOPP, Sahel Eco, SNV et Eveil au Mali (2007)

2. Cf. «Femmes sans terre, femmes sans repères ?» / «Landless women, hopeless women?» Haramata, I.P n° 143 et site web de iied : www.iied.org



Groupes de femmes

- L'espace est saturé : il n'y a plus de brousse, plus de jachère, plus de bois sacrés dans le village, les jeunes commencent à migrer.

L'IC conduit depuis plus d'une dizaine d'années un programme d'aménagements des bas-fonds dans la région et le village de Zégouso est retenu. L'IC est respectueuse des lois et traditions coutumières. Elle travaille avec des agents issus du milieu, et mène des études préalables approfondies et participatives, tant techniques que sociologiques. Deux activités principales ont été retenues pour Zégouso :

- Aménagement du bas-fonds pour la riziculture irriguée et le maraîchage, avec création d'une mare réservée à l'abreuvement du bétail.
- Appui à l'établissement d'une convention locale (*Oussiguignon*) en vue de protéger les ressources ligneuses (dont les nérés et les karités) impliquant 10 villages (dont Zégouso) 3 communes, et les principaux acteurs locaux.

Le choix d'IC d'être sensible au genre

Aveugle ou sensible au genre ? Deux attitudes étaient alors possibles pour l'ONG :

1. Aveugle au genre : plus facile, plus rapide, moins cher à court terme, ne touchant pas à la traditionnelle division des tâches et des rôles, « politiquement correct » par rapport aux attitudes des autres intervenants dans la zone.
2. Sensible au genre : volonté d'inclusion, d'assurer un partage équitable des bénéfices et des avancées pour l'ensemble de la communauté. Cependant, des difficultés à attendre dans un milieu où les femmes sont exclues de la gestion de la terre et des affaires communes.

Les femmes souhaitent un accès aux nouvelles parcelles rizicoles du bas-fonds : l'insécurité alimentaire devenait de plus en plus difficile à maîtriser avec la crise du coton. Aussi, le déboisement constituait une menace pour elles : en l'absence de lopins individuels, les arbres deviennent une importante source de revenus, de nourriture (*soumbala*, un condiment réputé, beurre de karité) de savoir-faire, de statut... Enfin, un grand groupement de femmes (*Oubé*) existait, représentatif des femmes de chaque famille, mais surtout orienté sur les événements sociaux.

En vue de faire accepter en douceur la démarche inclusive, IC a utilisé un point d'entrée incontestable où les femmes ont un rôle évident à jouer : la convention locale pour protéger les arbres. De ce fait, le groupement féminin participe à toutes les réunions, y compris celles qui concernent l'aménagement du bas-fonds. Les femmes bénéficient aussi des diverses formations techniques et organisationnelles, ainsi, leur groupement est renforcé. Une femme leader sera même alphabétisée, une première, et pour ce faire, IC accepte qu'elle soit accompagnée par un homme, condition *sine qua non* à sa participation.

La révolution tranquille se met en marche ...

Le premier barrage est construit, et la première attribution de parcelles a lieu. Les 47 hommes chefs d'UPA sont bénéficiaires d'une parcelle de 0.3 ha chacun. C'est alors que le groupement féminin *Oubé* soumet une première demande d'attribution de parcelles rizicoles. Du jamais vu ! Après négociations, *Oubé* décroche l'autorisation d'une attribution test de 3 parcelles à 3 femmes (une par *gwa ba*) : un interdit majeur est ébranlé ! Elles font taire ceux qui clament que les femmes ne sont pas capables de pratiquer la riziculture en offrant publiquement leur première

production au chef de village pour aider la communauté.

Deux ans plus tard, le second barrage est réalisé et la seconde allocation de parcelles se prépare. 74 femmes de *Oubé* obtiennent une parcelle de 0.3 ha et 47 hommes ont une seconde parcelle de 0.3 ha : c'est la parité en termes de surfaces ! Le contrôle du riz des femmes varie selon les ménages : certaines remettent la totalité de leur récolte à leur mari, d'autres une part variable et quelques-unes contrôlent totalement leur production. Sagement, IC se garde de s'immiscer dans les négociations menées au sein des ménages. Pour les femmes, l'important est d'avoir gagné, pour la première fois, l'accès à des parcelles très convoitées : le contrôle du riz produit est un enjeu secondaire. Il s'inscrit dans des stratégies individuelles de négociation.

Les changements s'enchaînent

Au vu des difficultés croissantes rencontrées par les femmes pour assurer leurs «petits besoins», les hommes décident de modifier le partage traditionnel des produits du néré en faveur des femmes : à elles les gousses, convoitées, pour la



Heureuse attributaire



Femme leader au comité de gestion de la convention locale

12

fabrication du *soumbala* ; eux se contenteront de la poudre jaune pour leurs animaux. De plus, les femmes sont à présent libres d'organiser la récolte du karité entre elles.

La création de nouvelles organisations paysannes mixtes hommes et femmes telles que le comité de gestion du bas-fonds, les équipes techniques rizicoles et maraîchères, la convention locale *Oussiguignon* changent la donne. Même si les femmes ne représentent que 25% dans le comité de gestion, elles ont un accès à l'arène publique : elles expriment respectueusement leur opinion et celle-ci est entendue. Et 25% est un bon score pour constituer une masse critique. Le groupement féminin continue à grandir, son poids augmente, sous la houlette des femmes âgées, très respectées de toute la communauté. Le chef de village soutient avec bienveillance les changements dans les relations de genre pour promouvoir la concorde sociale et les avancées de sa communauté.

De son côté, l'ONG a apporté un soutien discret et patient, dûment informé, durant sa décennie d'appui dans la zone. Surtout, elle a fait confiance aux stratégies des femmes analphabètes et n'a jamais avancé, a priori, des concepts étrangers d'égalité de genre.

L'objectif de souveraineté alimentaire était au cœur des préoccupations : la crise du coton a conduit à un endettement massif et à la vente des céréales, voire de matériel agricole pour assurer les remboursements. Ainsi, le riz produit et/ou contrôlé par les femmes vient renforcer le filet de sécurité alimentaire des familles cotonnières en difficulté.

Prise de risques

L'IC et les femmes ont su prendre des risques, et en premier lieu celui du

«faire semblant» : les hommes pouvaient prétendre adhérer à la démarche inclusive pour satisfaire l'ONG en vue d'assurer la réhabilitation du bas-fonds, mais le retour de bâton est toujours possible. L'accès des femmes aux parcelles a été concédé à contre-cœur : seulement à travers le groupement féminin, sans aucune garantie de droits individuels (comme celui de transmettre la parcelle à leurs filles) ; plus tard, lorsque les femmes ont formulé une autre demande de parcelles, les hommes leur ont opposé un refus brutal : *«Les terres n'appartiennent pas à la femme. Quand vous arrivez, vous venez avec des trousseaux, pas avec de la terre ! »*. Enfin, il peut y avoir des abus dans l'utilisation de la production rizicole des femmes. Par ailleurs, le leadership féminin a un coût souvent très élevé pour la femme promue : charge de travail accrue, maris jaloux et méfiants, attitude critique des autres femmes et perception méfiante des hommes. Mais, au final, le jeu en valait la chandelle !

Et si le choix avait été de ne pas se soucier des questions de genre ?

Ici, il faut être clair : il n'y a pas d'approche neutre ; les relations de genre auraient de toutes manières été affectées par l'intervention, mais négativement. D'abord, parce que le renforcement de capacités n'aurait concerné que les hommes : acquisition de savoirs techniques (riziculture), formations, voyages, organisation, revenus (contrôle du riz). Ceci aurait entraîné un creusement des écarts entre des femmes encore plus « ignorantes » et des hommes toujours plus « capables ». Enfin, il n'y aurait pas eu l'ouverture de nouveaux espaces de négociation pour les décisions en matière de

souveraineté alimentaire, dans la famille et dans la communauté. Les femmes de Zégouso ont maintenant une voix dans l'arène publique locale, dans le comité de gestion du bas-fond, dans la convention locale *Oussiguignon*, et dans les réunions villageoises. C'est un premier pas, déterminant, puisque la décentralisation n'a pas encore réussi à ouvrir aux femmes les espaces de décision locaux.

Et l'apport de la recherche conduite en partenariat entre IC et IIED ?

L'IC a trouvé intéressant de croiser les regards avec des expertises externes qui s'intéressent à la problématique genre et accès à la terre dans la sous-région. Le focus sur le processus, le recueil des perceptions et des analyses des divers acteurs hommes et femmes qui ont eu à expliquer leur expérience à des étrangères ont favorisé la production de savoir, y compris pour les agents locaux. La recherche externe accroît la crédibilité et ouvre à une audience plus large, au niveau national, dans la sous-région et à l'international (avec les publications, les sites web, les ateliers...). La ruée vers les terres irriguées, que l'on observe même dans les zones les plus humides des pays sahéliens, laisse peu de chances aux femmes. Et Zégouso nous a beaucoup appris.

Quelques leçons

Les études d'autres situations en Afrique de l'Ouest tendent à montrer que l'éviction des femmes de la production agricole conduit à une aggravation de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté, pour les femmes et pour la famille. Pour la majorité des femmes rurales, il n'y a pas d'alternatives fiables à la production agricole qui garantit nourriture, revenus, statut social, savoir... et la clef de la production est l'accès à la terre et aux ressources qu'elle porte. Mais cet accès est menacé, en quantité et en qualité : parcelles dérisoires et pauvres, prêts aléatoires, voire exclusion totale. Quel avenir pour l'agriculture familiale si les femmes et les jeunes en sont exclus ? Les sociétés rurales ne sont plus en mesure d'assurer équitablement, comme naguère, la sécurité alimentaire et sociale de tous les membres de la famille : il faut s'adapter, changer les règles d'un jeu qui ne peut plus fonctionner comme avant. Zégouso, ébranlé par la crise du coton, commence à comprendre que les enjeux vont bien au-delà de l'aménagement du bas-fond. Et passe aux actes.

Marie Monimart, associée internationale IIED
Rosaline Dacko-Maïga, Interooperation, Mali.

Cibler les femmes en vue de promouvoir la sécurité alimentaire, ça paie !

Alfred Lakwo

Dans le district de Nebbi, en Ouganda, les femmes et les jeunes filles mangent après que les hommes ont fini de se remplir le ventre. Une ONG locale cible les femmes pour discuter de valeurs nutritionnelles et de normes culturelles. Chose étonnante, lorsque l'on s'adresse à eux respectueusement, aussi bien les hommes que les femmes acceptent volontiers d'examiner les pratiques traditionnelles et de veiller à ce que tout le monde obtienne suffisamment de nourriture.

L'exclusion sociale est un fait concret qui concerne également les domaines politique, économique et religieux. Les populations les plus touchées sont souvent celles qui sont indexées comme étant "faibles" – dont les femmes. Il est notoire que les inégalités entre les sexes freinent le développement et ne peuvent pas être résolues par l'adoption du jargon correct relatif aux sexes. Le fait de se contenter "d'ajouter et de mélanger" la question genre aux programmes traditionnels de développement reste discutable. C'est pourquoi l'Agence pour le Développement régional accéléré (AFARD), une ONG locale qui travaille dans le district de Nebbi, dans la région West Nile de l'Ouganda a d'abord ciblé les femmes dans sa campagne de promotion de la sécurité alimentaire.

Les effets de l'exclusion

Le district de Nebbi était autrefois dénommé le grenier de la région. Cependant, au cours des six dernières années, l'insécurité alimentaire a gagné pratiquement tous les foyers. En 2004, l'AFARD a entrepris une analyse participative de la sécurité alimentaire, en examinant quatre dimensions de la question : a) la disponibilité des aliments pendant toute la saison culturale, b) la quantité de nourriture : à savoir que tous les membres de la famille ont suffisamment à manger et au moins trois repas par jour, c) le coût de la nourriture et d) l'acceptabilité alimentaire qui se focalise sur le fait de manger, non seulement de la nourriture traditionnelle, mais aussi toutes sortes de nourriture ainsi que le partage équitable de la nourriture dans la famille.

Cette étude a clairement démontré que la sécurité alimentaire est intimement liée aux rapports entre les sexes. Cela s'explique par le fait que les services de vulgarisation publics ont exclu les femmes. « L'agriculteur de liaison » favorise les hommes qui détiennent et contrôlent la terre, le bétail et les cultures commerciales. Le service de



La formation d'agricultrices à la production de cultures de rente peut avoir un impact plus important que celle de leurs homologues de sexe masculin.

commercialisation agricole du gouvernement considère que les femmes sont incapables de révolutionner l'agriculture. Il leur refuse l'accès aux nouvelles technologies. Les hommes qui se focalisent sur la production de cultures commerciales sont soutenus.

En outre, les femmes ont noté qu'elles en sont réduites à diversifier leurs activités de subsistance. Bien qu'il soit à présent acceptable que les femmes se livrent au petit commerce, ce commerce doit se limiter au cadre des frontières de leur village familial. Il est donc difficile d'appuyer efficacement le développement des compétences des femmes en matière d'entrepreneuriat, ce qui pourrait servir de tampon contre la baisse de la production alimentaire.

Enfin, il a été noté qu'en dépit de la faible production, le fait de consommer de la nourriture non traditionnelle et de partager de manière inéquitable les aliments au sein de la famille avait un préjudice défavorable pour les femmes et les jeunes filles. Les femmes sont uniquement chargées de préparer la nourriture, de la servir et de la conserver mais la culture traditionnelle exige que les hommes soient servis en premier et ils ont souvent les parts de choix. Viennent ensuite leurs fils, et les femmes et les filles se servent en dernier. En cas de pénurie alimentaire, les femmes se contentent toujours de petites quantités d'aliment ou souffrent carrément de la faim. Pire encore, il est interdit aux femmes et à leurs filles de consommer certains aliments riches en protéines comme le poulet, les œufs et certaines espèces de poisson qu'apprécient les hommes et leurs fils.

Cibler les femmes dans la sécurité alimentaire

Conscient du fait que la sécurité alimentaire concerne davantage les femmes, l'AFARD

a piloté une gestion communautaire des cultures et du bétail améliorée. L'AFARD a travaillé en collaboration avec plus de cinquante trois (53) Organisations communautaires de base (OCB), dont la plupart étaient des groupements de femmes, pour atteindre les familles membres.

Les stratégies impliquaient différents éléments notamment l'identification des aliments et des cultures de sécurité économiques et l'obtention d'un stock de démarrage. Ensuite la moitié du stock initial était semée dans les terres de l'OCB. L'autre moitié était distribuée aux autres membres de l'OCB, à condition qu'ils s'engagent à fournir au groupe une partie de leur récolte en vue rétrocession à d'autres membres. Cela sert de solution pour les pertes et à encourager une autre multiplication et adoption. Des variétés de plantes à forte valeur économique traditionnellement cultivées par les femmes, mais modifiées par des centres de recherche, sont promues. En conséquence, les denrées de consommation courante sont présentement très facilement négociables. Le manioc, la pomme de terre, le sésame, les légumes et le maïs sont cultivés par les femmes au niveau de leurs groupements. Les hommes continuent de se spécialiser dans la production de coton et de café. L'élevage des petits ruminants comme les chèvres et les poulets est également promue chez les femmes.

Ces facteurs de production sont accompagnés par des services de vulgarisation agricole. Ces services sont offerts au moment où les femmes peuvent immédiatement appliquer les techniques sur leur groupe et exploitations individuelles. Tous les membres doivent suivre cette formation. Leurs jardins sont visités pour vérifier le taux d'adoption et pour fournir un avis sur place. L'AFARD procède également

au développement de compétences en matière d'entrepreneuriat, de sélection et de préservation des semences par les groupements. L'information nutritionnelle est fournie aux femmes et à leurs conjoints. Ce processus inclut une analyse critique de l'insécurité alimentaire du ménage compte tenu des spécificités de genre. Dans la formation, les participants explorent les causes et effets de l'insécurité alimentaire, identifient le rôle de chacun des membres de leur famille et cherchent les voies et moyens d'aller de l'avant.

Les avantages

Une "étude d'impact stratégique sur le bénéficiaire" et un atelier sur les partenaires tenus en 2007 ont révélé qu'au cours des cinq dernières années, nous avons pu responsabiliser les femmes et les associer à une approche de sécurité alimentaire socialement correcte. Il y a eu des changements dans les pratiques par exemple :

- Le nombre de femmes qui adoptent des plantes à fort rentabilité économique, des pratiques améliorées et une technologie agroalimentaire, a augmenté. Ainsi, la production agricole a augmenté et les "pleurs fréquents des enfants ont cessé" a reconnu un bénéficiaire. Désormais, les femmes veillent non seulement à la production alimentaire, mais passent aux cultures sur pied à haut rendement, conscientes de l'importance du marché. En conséquence, le producteur et les offices commerciaux émergent avec des rendements collectifs plus élevés, le pouvoir de négociation et des revenus supérieurs pour les femmes.
- Les hommes ont fini par avouer leur honte d'avoir été des chefs de famille incapables d'empêcher des inégalités alimentaires au niveau de leur famille. Ils se rendent compte à présent que le fait de respecter les valeurs traditionnelles a fait d'eux des gloutons dans leur propre famille. Un vieil homme a fait remarquer "je ne me suis jamais demandé pourquoi ma femme était toujours maigre. Je ne savais pas que je ne lui donnais pas

assez à manger". De ce fait de nombreux conjoints prennent maintenant leur repas ensemble, dans la cellule familiale. Les parents autorisent maintenant les filles à consommer les aliments qui leur étaient traditionnellement "interdits" et qui sont favorables à la croissance.

- Grâce aux groupes et aux revenus générés par le groupe, les femmes ont commencé à acquérir et à posséder des terres et à se livrer à des opérations commerciales hors de leur village.

Enseignements et projets

Les enseignements tirés au cours des sept dernières années déterminent nos stratégies d'expansion. Nous travaillons en ce moment avec 30 autres OCB et des partenaires de l'église avec plus de 7.000 bénéficiaires (dont 80 pour cent de femmes) au cours des 3 à 7 prochaines années. Le fait de cibler les femmes dans nos projets constitue une orientation stratégique clé dans la mesure où cela permet une plus importante production alimentaire et la sécurité économique des familles.

Les activités auxquelles nous nous sommes livrés n'en posent pas moins des défis et certains de ces défis sont toujours présents. Par exemple, les liens avec le personnel de vulgarisation de l'administration locale sont faibles. Nous avons rencontré des difficultés quant à la fourniture d'intrants – les fanes de pomme de terre ont séché en cours de route et il s'est avéré difficile de se procurer des chèvres saines par exemple. Les faibles niveaux d'alphabétisation entravent la tenue correcte de dossier et il fallait se battre pour s'attaquer à la question du marketing. Nous avons réussi à cibler les femmes mais il y a peu de terres disponibles pour qu'elles puissent passer à une production extensive.

Pendant ce temps, des enseignements précieux ont été tirés :

- La sécurité alimentaire de la famille ne peut pas se réaliser uniquement à partir de la production familiale. Il convient de disposer de plusieurs sources de revenu;
- Les rapports entre les sexes au sein de la famille influent sur la sécurité alimentaire

– certains membres de la famille sont plus vulnérables. L'analyse comparative entre les sexes et la programmation sont nécessaires pour s'assurer d'atteindre les personnes vulnérables;

- Alors que les OCB fournissent un bon point d'entrée dans les communautés, leurs membres tendent à s'occuper davantage de leurs entreprises. Ainsi, les groupes constituent la meilleure voie pour une large assistance communautaire mais, ce sont les familles individuelles qui en tirent le plus de profit ;
- Lorsqu'elles sont exposées à des pratiques améliorées à travers les fournitures d'intrants, la formation et un suivi régulier, les populations changent volontiers leurs pratiques en matière de subsistance et de genre.

Pour éviter une exclusion stratégique en ne ciblant que les femmes victimes des normes sexospécifiques, il est important de promouvoir l'agriculture durable par le biais de groupes d'agriculteurs des deux sexes. Dans des groupes qui ne comptent que des femmes, il est important d'impliquer également leurs conjoints (si elles en ont). Ainsi, l'accroissement de l'accès aux pratiques améliorées et le fait de considérer l'agriculture comme une activité commerciale deviennent une affaire familiale. Cela réfute ainsi les mythes et normes de l'exclusion sociale. Cependant le plus important reste le fait que les initiatives de renforcement des capacités devraient être conçues pour lutter contre les préjugés sexistes au lieu de les renforcer.

Alfred Lakwo.

Directeur du Programme, AFARD, P.O. Box 80, Nebbi Town, Nebbi, Uganda.
E-mail: afard@afard.net ; http://www.afard.net

Références

- Klasen, S. 1999. **Gender inequality reduce growth and development? Evidence from cross-country regressions.** In Policy Research Report on Gender and Development. Working Paper Series, No. 7. The World Bank Development Research Group / Poverty Reduction and Economic Management Network.
- Kabeer, N. 1994. **Gender-aware policy and planning: A social-relations perspective.** In MacDonald, M. (ed.), Gender planning in development agencies. Oxfam, Oxford, U.K.

Mme Cwinyaai Joa, 49 ans, Groupement de Bedober Ogonjo :

"J'ai pratiqué l'agriculture avant et après avoir intégré notre groupement. J'étais cependant très peu informée et peu qualifiée en matière de meilleures pratiques et d'amélioration de la qualité des semences. J'avais donc invariablement des rendements faibles et un revenu faible qui n'était que de 10.000 US\$ (6,50 \$ EU environ). Toutefois, l'AFARD dispensait différentes sortes de formation, comme la formation en matière de négoce agricole par laquelle j'ai su que l'agriculture, si elle est bien planifiée, peut générer un bon revenu. J'ai donc essayé d'utiliser les connaissances et techniques acquises pour cultiver de la pomme de terre. Le rendement était très bon et en deux mois seulement j'ai pu gagner 50.000 US\$. Avec les 40.000 US\$ j'ai loué deux acres de terre et les 10.000 US\$ ont servi à aider mon mari à cultiver une acre de pommes de terre. Je n'ai jamais pensé pouvoir, d'une manière ou d'une autre, acquérir

deux acres de terre et à présent tout cela est possible grâce à l'AFARD. Notre revenu a augmenté et je suis très heureuse d'être membre d'un groupement. L'avenir semble à présent prometteur pour ma famille.»

Mme Florence Thona, 52 ans, Groupement de Dwong pa Mungu Nen :

"Bien qu'ayant participé au groupe pendant longtemps, je n'en savais pas beaucoup sur la préparation et la bonne hygiène alimentaire. Par exemple, je ne donnais jamais du thé à mes enfants le matin mais maintenant je leur en donne. Nous ne mangions pas de muziri (lépisme) parce que nous pensions qu'il n'est pas nutritif. Mais à présent c'est notre repas principal. Je partage avec mon mari le foie, le rognon et la rate, ce que je n'osais pas faire auparavant parce qu'ils étaient destinés aux hommes. L'éducation nutritionnelle a en fait été à l'origine de nombreux changements dans notre vie."

Les femmes brisent les barrières au Mali

Jonas Wanvoeke, Rosaline Maiga Dacko, Kalifa Yattara et Paul Van Mele

Entouré de collines ondulées, Zamblara ressemble à un grand nombre de villages de la région semi-aride du sud-ouest du Mali. La plupart des habitants vivent de l'agriculture. Pendant la brève saison des pluies, les hommes cultivent le maïs, le sorgho, l'arachide et d'autres spéculations sur la partie plus élevée de la terre, tandis que les femmes cultivent le riz dans les zones de faible altitude proches des villages. Pendant la longue saison sèche, hommes et femmes cultivent des légumes dans les basses terres après la moisson du riz.

Bien que tous les agriculteurs soient confrontés à de nombreuses difficultés (manque de semences, d'eau, de crédit ou d'assistance), les femmes font face à de nombreux obstacles. Dans cette partie du Mali, les femmes sont rarement considérées comme étant égales aux hommes sur les plans social et économique. La discrimination fondée sur le sexe sévit à tous les niveaux de la société et le secteur agricole ne fait pas exception. Les femmes, par exemple, n'ont pas droit à l'héritage, encore moins à la propriété foncière. En outre, Zamblara, comme la plupart des villages de cette région, est divisé en fonction des castes : certaines familles se voient attribuer un statut plus élevé (par exemple les « nobles »), tandis que d'autres sont regroupées dans la catégorie des descendants d'esclaves. La conséquence directe de cette division est la séparation sociale des tâches au sein du village.

Il y a plus de 10 ans, un groupe de femmes a décidé de constituer une organisation de productrices de riz et de s'entraider pour augmenter la production et les revenus. Connue sous le nom de « *Kotognogontala* » ou « respect mutuel », le groupement a été mis sur pied pour échanger des



Femmes de Zamblara chantant une de leurs compositions sur la nouvelle technologie rizicole.

Photo: Jeff Bentley

connaissances et de bonnes pratiques agricoles au sein de la communauté. En 2002, ses dirigeantes se sont rapprochées du Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO), qui s'intéresse aux activités de formation menées par le projet Adaptation et diffusion participatives de technologies pour les systèmes à base de riz (PADS). Ce projet a démarré ses activités en 2000 en Côte d'Ivoire, en Gambie, au Ghana et en Guinée et, depuis 2002, il s'est étendu au Mali. Son objectif global était de contribuer à une augmentation de la production rizicole, à la diversification des cultures et à la création de revenus en milieu rural. Pour ce faire, il s'est agi de développer et d'adapter des innovations appropriées pour une gestion améliorée des cultures. Pour tirer le meilleur parti des investissements relativement modestes, le PADS a mis l'accent sur les systèmes de culture de bas-fonds en raison de leur grand potentiel à devenir le grenier

de l'Afrique. L'on a également estimé que l'eau, l'irrigation et les activités de drainage peuvent unir les agriculteurs et les mener à des processus d'apprentissage.

Le PADS a adopté l'approche Apprentissage participatif et recherche action, APRA (voir encadré). L'APRA s'inspire de quelques-uns des concepts du champ-école (CE) tels que les séances hebdomadaires animées par un facilitateur, le travail de préparation de la terre, la récolte, tout en stimulant l'apprentissage par l'expérience. Il les associe aux différents outils de la Méthode Accélérée de Recherche Participative ou MARP, permettant de rendre visibles les processus et procédures.

Innovations locales (et autres résultats)

Bien avant le projet, les femmes de Zamblara utilisaient peu d'intrants chimiques

APRA

L'approche Apprentissage participatif et recherche action est une méthodologie andragogique qui fait appel aux expériences des membres d'un groupe. Avec des groupes de travail d'environ 25 personnes, les différentes sessions abordent toute la saison culturale. Les agriculteurs étudient leurs propres pratiques, identifient les problèmes et recherchent les moyens de les résoudre. Le programme enseigne de nouvelles pratiques comme le repiquage maïs, au lieu de procéder à un transfert de technologies, les animateurs encouragent les agriculteurs à partager et réfléchir sur leurs propres expériences.

L'APRA met davantage l'accent sur les innovations locales et les expérimentations des agriculteurs plutôt que sur le concept de CE ou les outils de la MARP. Contrairement au concept de CE, qui se concentre sur une parcelle d'apprentissage de groupe, l'APRA encourage chaque agriculteur à faire une expérience sur une petite parcelle de sa propre terre. L'APRA présente chaque semaine de nouvelles idées aux agriculteurs, et chacun est libre de faire le test (ou non) chez lui. L'équipe des animateurs de l'APRA comprend souvent un membre des services de vulgarisation, d'un institut de recherche ou d'une ONG et un agriculteur. Les sessions hebdomadaires de l'APRA utilisent de nombreux outils d'apprentissage tels que les calendriers de récolte, cartes, diagrammes, observations sur le terrain et formulaires de suivi. Ces outils assurent plus de visibilité, permettant ainsi au groupe et aux animateurs d'échanger et d'apprendre ensemble. En 28 sessions, les outils d'apprentissage abordent tous les aspects de la gestion intégrée des cultures (GIC) tels que la préparation de la terre, les pépinières et le repiquage, la gestion de l'eau, la commercialisation etc.

en raison de leur coût élevé et parfois de leur rareté. La plupart des gens sont tributaires des pratiques traditionnelles. Tout en les encourageant, les sessions de l'APRA se sont évertuées à développer ces alternatives, en s'attaquant au problème majeur des apports externes, à savoir leur accessibilité et leur disponibilité. Au cours de la formation par l'APRA, les femmes ont organisé leur propre essai pour comparer compost, engrais chimiques et mélange des deux. En conséquence, elles favorisent aujourd'hui le compost mélangé avec de petites quantités d'urée et de phosphate naturel. Elles ont également conçu leurs propres stratégies pour lutter contre les ravageurs. Il s'agit notamment de l'utilisation de la poudre de margousier (*Azadirachta indica*), d'un mélange de détergent à lessive et de pétrole lampant, ou tout simplement du désherbage des bords de la parcelle de riz avec des houes.

L'APRA a contribué à accroître la production de riz dans le village, et bon nombre de leurs voisins sont maintenant intéressés par les nouvelles techniques. Les quatre groupes APRA qui ont été formés à Zamblara comptent chacun un agriculteur-animateur. Les modules APRA rédigés en français ont été traduits (oralement) en bambara, la langue locale. Les femmes ont adapté le contenu en composant des chansons et des poèmes sur les modules relatifs à la culture du riz.

Et alors que les femmes de Zamblara disposent chacune de petites parcelles individuelles de riziculture, le groupement gère également un champ collectif d'un hectare et demi. Elles cultivent du riz pendant la saison des pluies et des légumes pendant la saison sèche. Lorsque les femmes récoltent le riz de cette parcelle, elles en vendent une partie et gardent le revenu comme fonds collectif. Elles se répartissent une partie du riz et conservent le reste pour les repas préparés lors des activités du groupement.

A l'assaut des barrières

D'un groupe initial de 27 personnes, l'association s'est développée et compte désormais quatre groupes de 115 femmes et deux hommes. Au Mali, la plupart des groupements de femmes comptent au moins quelques hommes dans leurs rangs. Dans celui-ci, le chef de village est le président d'honneur et un autre homme assure le suivi des activités des femmes. Elles ont toutes le sentiment que le groupement a contribué à améliorer les relations entre les hommes et les femmes. Les participants se rendent compte à quel point les femmes ont moins peur de prendre la parole dans les réunions de village, et s'impliquant chaque fois que l'on doit prendre une décision. En outre, l'association est maintenant acceptée par les hommes du village, un fait perceptible dans leur volonté de leur laisser une partie de la terre pour développer une culture.

L'APRA a contribué à réduire au maximum la différence entre les catégories sociales. Dans la formation, les gens font des expériences ensemble, mangent ensemble et chantent ensemble, sans tenir compte du sexe ou de la caste. L'écart entre les deux castes s'est effondré. Les femmes sont tellement unies qu'elles ont construit une petite maison où elles se rencontrent. Elle est faite en briques de banco (boue), mais dispose d'un toit en tôle ondulée, de fenêtres et d'une porte en bois. Ce sont elles-mêmes qui l'ont construite et ont acheté les matériaux grâce à l'argent que génère leur parcelle collective. Les femmes se sentent moins seules et isolées. Comme l'a déclaré l'une d'entre elles, « *les basses classes et les nobles sont pareilles depuis l'avènement de l'APRA* ».

En outre, cette nouvelle cohésion ne se limite pas aux pratiques agricoles. Le projet PADS a aidé les femmes à mener une « analyse du bien-être » (une sorte de « classement des richesses »). Lorsque les femmes ont compris que certains de leurs voisins étaient trop pauvres pour s'offrir trois repas par jour, elles ont commencé à s'entraider en nourriture et main d'œuvre. Les

groupements de femmes sont solides et les hommes les ont acceptés. Les femmes participent désormais davantage aux activités du village. Les partenariats solides que les femmes ont noués avec les ONG et les organismes publics renforcent leur pouvoir dans le processus décisionnel au niveau du village.

Le groupement contribue actuellement au développement des infrastructures et constitue de plus en plus un groupe de pression dans le village. Sa pérennité est garantie grâce à ses moyens financiers propres issus des cotisations des membres, de la vente de la récolte du champ collectif ou encore du paiement des services de main d'œuvre. Certaines figurent également sur la liste d'attente pour rejoindre le groupe.

Conclusion

La plupart des femmes sont heureuses de cultiver plus de riz et de trouver des mesures de lutte antiparasitaire à faibles apports externes. Mais le plus important, d'après elles, c'est qu'elles ont trouvé l'unité. « L'avenir appartient aux personnes organisées », déclare l'une d'elles. Les femmes de Zamblara affirment que l'approche APRA consolide les relations sociales et renforce le capital humain. Bien que l'initiative provienne de la communauté elle-même, c'est en ajoutant l'analyse du bien-être que la communauté a pu constater de visu leur bien-être individuel et collectif et que l'action en faveur de l'inclusion sociale a connu un nouvel élan. Le projet PADS a déjà pris fin, mais les groupements continuent de travailler ensemble.

Jonas Wanvoeke. Assistant chercheur, ADRAO 01 B.P. 2031, Cotonou, Bénin. E-mail : j.wanvoeke@cgiar.org

Rosaline Maiga Dacko. Coordinatrice du PADS au Mali. Interoopération au Sahel (IC Sahel). BP 94 A-IC San, Mali. E-mail : rosedacko@yahoo.fr

Kalifa Yattara. Chercheur au CRRA de Sikasso, BP 16, Sikasso, Mali. E-mail : k.yattara@yahoo.fr

Paul Van Mele. Responsable du Programme "Learning & Innovation Systems", ADRAO. 01 BP 2031, Cotonou, Bénin. E-mail : p.vanmele@cgiar.org

Remerciements

Nous remercions le Dr Bentley Jeff pour les photos, les discussions et les commentaires apportés à la version antérieure. Ce travail a bénéficié de l'appui du Fonds international de développement agricole (FIDA) et a été dirigé par le Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO).

Références

-Defoer, T., M.C.S. Wopereis, P. Iidinoba, T.K.L. Kadisha, S. Diack et M. Gaye, 2004. **Manuel du facilitateur : Curriculum d'apprentissage participatif et recherche action (APRA) pour la gestion intégrée de la culture de riz de bas-fonds (GIR) en Afrique sub-Saharienne.** WARDA, CTA, IFDC, CGRAI, Cotonou, Bénin.



Photo: Jeff Bentley

Les différences sociales ont été gommées suite au succès des activités du groupement. Ici, des femmes bavardent hors de la maison qu'elles ont toutes contribué à construire.



Concilier droits des pygmées et gestion durable de la biodiversité

Gilbert Ndzomo Abanda

Les communautés pygmées Baka du Cameroun subissent une discrimination grave de la part des sociétés dominantes qui les considèrent comme des êtres inférieurs. Elles sont exploitées par leurs voisins et sont les grands oubliés des projets de développement. Elles font partie des groupes les plus pauvres de la région et ne reçoivent aucun service de santé ni d'éducation et leurs droits ne sont pas protégés. La discrimination et la pauvreté affectent particulièrement les femmes dans la mesure où, principales actrices de l'économie des ménages, elles ont le moins accès à la terre et aux informations; et elles ne sont pas associées aux structures et processus de prise de décisions.

L'expulsion des pygmées de la forêt : une atteinte aux droits humains

La vie des Pygmées Baka est intimement liée à l'écosystème forestier. L'attachement des communautés pygmées aux ressources forestières comme base de leur alimentation et de leur culture ainsi que l'absence de reconnaissance formelle de leurs droits communautaires sur les terres, les ont rendues particulièrement vulnérables face aux projets qui continuent d'être engagés en vue de protéger la biodiversité de leurs terroirs. Pour un grand nombre des communautés pygmées, le fait de protéger une zone signifie, d'une part, une expulsion sans compensation des terres leur appartenant par tradition et, d'autre part, une destruction progressive de leur milieu de vie, une perte de leur identité et une marginalisation socio économique.

Au cours des quatre dernières années, certaines études ont montré comment, les projets de conservation ont provoqué une altération des droits des populations pygmées sur leurs terres, aggravant leur pauvreté, exerçant sur eux une pression



les Pygmées Baka entrain de préparer un champ de vivriers

Photo: Auteur

supplémentaire, les obligeant à se convertir au mode de vie de leurs voisins bantou dont la culture est différente de la leur. Ces restrictions (à leur insu ou sans leur consentement) pour limiter leur accès aux ressources forestières continuent de compromettre la conservation de leurs droits coutumiers sur la forêt dont a toujours dépendu leur vie. Ces obligations imposées aux communautés autochtones les rendent réfractaires aux mesures de conservation.

Les communautés Pygmées Baka dans la mouvance du développement agricole

Une enquête réalisée dans la zone de Lomié-Ngoyla (Est du Cameroun) entre 2004 et 2008 montre que :

Ménages sans terres : 62% des ménages Baka n'ont pas accès à la terre. Il ressort également que 80% des ménages sont locataires des champs qu'ils cultivent. Seuls 0.5% travaillent dans leurs propres champs.

Superficies réduites : l'enquête établit que 57% des ménages ont des champs d'une superficie inférieure à 0.5 ha, jugée minimale pour chaque ménage. Ces pourcentages signifient que la majorité des familles Baka

ne peut pas produire suffisamment pour se nourrir.

Compte tenu de l'emprise qu'ont les autres groupes sur eux, les Pygmées Baka représentent une force de travail dans les plantations des Bantous et en compensation ils reçoivent des rétributions en nature (vêtements, produits vivriers, etc.). Ils sont beaucoup plus portés vers la grande forêt où ils déploient leurs activités cynégétiques et de cueillette. Les inciter à devenir agriculteurs les placent aussi en situation de concurrence avec les populations bantoues qui habitent en lisière des forêts, et avec qui ils échangeaient auparavant leurs gibiers contre des produits vivriers. Résultat : des conflits parfois violents. Sur les centaines de projets qui ont été mis sur pied au Cameroun pour l'émancipation des Pygmées Baka, aucun ne prône le développement agricole. Les ONG travaillant au Cameroun doivent donc changer leurs habitudes et orienter une grande partie de leurs activités dans le développement de l'agriculture des pygmées.

Qui sont les pygmées?

L'appellation « Pygmée » vient du grec pugmaios qui veut dire «peuples hauts d'une coudée». Ce terme générique désigne de nombreux groupes humains qui ont longtemps vécu de chasse, de pêche, de cueillette et de ramassage, et qui sont disséminés de la côte atlantique d'Afrique centrale jusqu'en Ouganda. Serge Bahuchet (??) qui les a longtemps étudiés, les subdivise en 3 grands groupes: les **Bambuti** (Bambuti, Asua, Efe...) localisés à l'Est du Zaïre, les **Babinga** (Bagyéli-Bakola, Baka, Aka, Babongo...) situés au Sud-Ouest du Cameroun, au Nord du Gabon et du Congo, les Batwa au Rwanda, Burundi, Sud-est et centre-ouest du Zaïre. Les Pygmées sont disséminés à l'intérieur de 9 pays (Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, République Démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Rwanda et Ouganda).



L'habitat chez les Pygmées Baka

Photo: Auteur



une femme Pygmée entrain d'extraire de l'huile de Moabi (*Baillonella toxisperma*)

Valeurs socioculturelles et traditionnelles propres aux populations Pygmées dans la conservation de la biodiversité

Dans la tradition Pygmée fondée sur le partage, personne ne manque jamais de

rien car la nature, et plus particulièrement la forêt, offre généreusement ses ressources que l'on peut échanger et partager. Les Pygmées prélèvent dans la forêt uniquement de quoi se nourrir. Ce sont en quelque sorte les grands conservateurs de la biodiversité car ils pratiquent depuis des générations ce que le monde moderne appelle aujourd'hui « la Gestion Durable des Ressources ». Et tout le monde convient que la richesse de leurs savoirs est irremplaçable.

En effet, les Pygmées sont de grands connaisseurs des vertus de la biodiversité de leur milieu, notamment la valeur thérapeutique de ses espèces ce qui les permet d'améliorer leur revenus par la vente des produits dit « Produits Forestiers Non Ligneux » qu'ils prélèvent dans la forêt.

La viabilité environnementale, le développement économique et le progrès social sont interdépendants. Il est impossible

de songer à la conservation à long terme des écosystèmes des forêts tropicales sans penser aux besoins des sociétés qui en dépendent. Nos connaissances et technologies actuelles, peuvent aider à conserver une partie beaucoup plus grande des forêts tropicales et accomplir bien davantage en vue de répondre aux besoins fondamentaux des populations.

Il est nécessaire d'aider les communautés autochtones pygmées à répertorier les conséquences de la création des aires protégées sur leurs communautés et leurs modes de vie. Aussi, pensons nous qu'il est nécessaire de promouvoir :

- L'application de principes modernes de conservation pour les projets qui causent un préjudice aux communautés vivant de la chasse et de la cueillette ;
- Les droits des populations autochtones sur leurs terres, surtout lorsque celles-ci

Quelques exemples de produits et leurs usages par les pygmées

Lacosperma secundiflorum

Nom commun	: Rotin
Nom local	: Gao (Baka)
Parties utilisées	: Tiges et feuilles
Usage médical	: l'infusion des feuilles prise per-os soulage les céphalées. Les jeunes pousses en solution aqueuse combattent la fièvre et la diarrhée. La sève est un puissant vermifuge
Autre usage	: la tige est une matière première en vannerie, construction et habitat

Anonidium mannii

Nom commun	: Ebon
Nom local	: Ngbe (Baka)
Parties utilisées	: fruits et écorces
Usage médical	: la décoction aqueuse chaude des écorces est utilisée dans le traitement des abcès et le paludisme. La sève appliquée sur les abcès les soulage. L'infusion des écorces bues est utilisée comme remède dans le traitement des vers intestinaux
Usage alimentaire	: les fruits très sucrés sont comestibles

Alstonia boonei

Nom commun	: Emien
Nom local	: Gouga (Baka)
Parties utilisées	: Ecorces
Usage médical	: la décoction des écorces administrées sous forme de boisson est efficace dans la lutte contre les maladies vénériennes et le paludisme. La sève appliquée sur les abcès les soulage. L'infusion des écorces bues est utilisée comme remède dans le traitement des vers intestinaux

Canarium schweinflurtii

Nom commun	: Aiélé
Nom local	: Sene (Baka)
Parties utilisées	: Ecorces et exsudat
Usage medical	: la sève additionnée à de l'eau pris comme boisson soigne les maladies vénériennes. Administré par lavement, le <i>Canarium</i> calme les douleurs gastro intestinales et les hémorroïdes
Autre usage	: la sève permet de s'éclairer (remplace le pétrole lampant)

Guibourtia demeusei

Nom commun	: Bubinga
Nom local	: Mendjii (Baka)
Parties utilisées	: Ecorces
Usage médical	: arbre qualifié de mystique par certains, rentre dans le traitement des maladies donc la science ne trouve pas de solutions. Les écorces placées dans la maison jouent le rôle de protecteur contre les esprits maléfiques

Garcinia kola

Nom commun	: Bitter kola
Nom local	: Ngwel (Baka)
Parties utilisées	: Ecorces, fruits
Usage médical	: ses graines sont dotées de propriétés aphrodisiaques. L'écorce en plus d'être un purgatif est en décoction aqueux per-os employée dans le traitement de la toux et de la stérilité masculine.
Autre usage	: les graines comestibles sont partagées comme signe de paix et d'amitié; ils seraient aussi dotés des propriétés digestives. Les écorces servent dans la fermentation du vin de palme et de raphia

Tetracera alnifolia

Nom commun	: Liane à eau
Nom local	: Bwongo (Baka)
Parties utilisées	: Feuilles, tiges
Usage médical	: le macéré des feuilles par petits massages sur les tempes soulage des maux de tête
Autre usage	: la liane coupée en deux laisse couler une eau délicieuse à boire et qui dit-on aurait des propriétés thérapeutiques

Ricinodendron heudelotii

Nom commun	: Njansang
Nom local	: Nzol (Nzimé); Nzol (Njyem); Ngobo (Baka)
Parties utilisées	: Ecorces, amandes et feuilles
Usage médical	: la potion de l'infusion des écorces bues par la femme allaitante améliore la qualité du lait maternel. Le latex à des qualités purgatives. Le macéré des feuilles pris per-os soulage les maux de ventre et les états fébriles
Usage alimentaire	: les amandes sont utilisées comme épice ou condiment dans les sauces
Autre usage	: les graines sont utilisées comme pion dans le jeu de « Songo ». on note que cette espèce est très abondante dans la zone mais reste non valorisée

Irvingia gabonensis

Nom commun	: Andok
Nom local	: Onouah (Nzimé); Inouah (Njyem); Peke (Baka)
Parties utilisées	: Fruits et amandes
Usage médical	: le mélange de la décoction Irvingia + Baillonella + Anonidium per-os calme les névralgies intercostales. L'infusion soulage les diarrhées et les hernies rebelles
Usage alimentaire	: les amandes très fortement demandées permettent de faire des sauces et jouent le plus souvent de substitut à l'arachide
Autre usage	: le bain dans une eau additionnée d'écorces d'Irvingia permet de se purifier le corps avant la chasse

Zanthoxylum gilleti

Nom commun	: Olo vogo
Nom local	: Ndjouh sihe (Nzimé); Ndjo'o (Njyem); Bolongo (Baka)
Parties utilisées	: Ecorces et feuilles
Usage médical	: la poudre des écorces est un antivenimeux lorsqu'elle est appliquée sur une morsure de serpent. Le macéré des jeunes feuilles calme la toux et serait actif contre la blennorrhagie et la bilharziose

Baillonella toxisperma

Nom commun	: Moabi
Nom local	: Mabe (Baka)
Parties utilisées	: Fruits et écorces
Usage médical	: la décoction ou l'infusion des écorces pris per-os, par lavement ou par bain de bouche soulage des rhumatismes, des hémorroïdes et du mal de dent
Usage alimentaire	: la pulpe des fruits est sucrée et consommé comme tel. Les graines sont séchées, pilées et écrasées pour la confection d'une huile très appréciée et fortement demandée

se trouvent à proximité d'aires protégées ou à l'intérieur de ces dernières, ainsi que leurs propres organisations et méthodes;

- Le développement de l'agriculture chez les communautés autochtones pygmées;
- La reconnaissance formelle, par les ONG et les Etats, des droits des communautés autochtones sur leurs terres et les ressources qu'elles contiennent ;
- L'allocation des profits tirés de la conservation aux communautés autochtones.

Gilbert Ndzomo Abanda

Ingénieur Agronome - socioéconomiste
 Assistant de Recherche
 B.P. 30706 Yaoundé-Cameroun
 ngiby2000@yahoo.fr

Références

COMIFAC (2002). Plan de convergence, actions prioritaires 2003-2005. Déclaration des chefs d'Etats de l'Afrique Centrale sur la conservation et la gestion durable des forêts. COMIFAC-Yaoundé.

Colchester, M (1995 et 2003). Salvaging Nature. World Rainforest Movement et Forest Peoples Programme.



Une famille Pygmée Baka

Photo: Auteur

Cernea, M et K, Schmidt-Soltau (2003). National Parks and Poverty Risks: In Population Resettlement the solution? Development and Change 34 (3): 525-551. Oxford: Blackwell Publishing.

IUCN-World Conservation Union/WCPA-World Commission on Protected Areas/WWF-World Wide Fund for Nature (2000). Principles and guideline on protected areas and indigenous/traditional peoples.

Nelson, J et L, Hossack (2003) Indigenous Peoples and Protected Areas in Africa: from principles to practice. Forest Peoples Programme: Moreton-in-Marsh.

Sévérin Cécile Abega et Patrice Bigombe Logo (2006). La Marginalisation des Pygmées d'Afrique Centrale.



ARED et les pasteurs, un contrat social, en faveur d'une inclusion sociale

Seynabou WADE, Mamadou LY

Depuis sa création en 1995, au Sénégal, ARED (associated in research and education for development) s'est beaucoup attelé à développer les outils participatifs, même si, par ailleurs, sa mission principale, est de favoriser la recherche et l'éducation par le biais des langues africaines. La finalité, étant de permettre aux groupes exclus, marginalisés, de pouvoir s'insérer pleinement dans la société et y jouer leur rôle qui leur est dévolu. Au départ ARED avait pour mission de favoriser la recherche et l'éducation pour le développement par le biais des langues africaines mais la demande des populations a très tôt orienté son action.

Les pasteurs habitent les contrées les plus reculées, en plein Sahel. Leur mode de vie est fondé sur le nomadisme, c'est-à-dire une mobilité permanente. En effet, les pasteurs se déplacent d'un endroit à un autre, à la recherche effrénée de l'eau ou de pâturage pour leurs troupeaux. Ces deux ressources essentielles, sont généralement dispersées, l'abondance et leur localisation s'avèrent à priori aléatoires¹ justifiant ainsi, leurs pérégrinations. Du fait de cette mobilité, les pasteurs sont devenus ainsi, un peuple à clichés. Les manifestations d'hostilité envers eux, sont de plus en plus manifestes dans les zones d'accueil. Leur récurrence, constitue, cependant, une réelle entrave à leur insertion économique et sociale.

Ainsi, pour lutter contre cette stigmatisation, ARED, s'est engagé dans un partenariat avec IIED (Institut international pour l'environnement et le développement) à développer tout une démarche d'animation et de formation sur le Pastoralisme. Il a permis de « préparer les pasteurs à défendre leurs intérêts et à participer aux débats informels », mais, aussi, à faire une analyse des systèmes de production pastoraux et agro-pastoraux afin de mieux prendre en compte les enjeux futurs.

Les origines de contrat social

Le processus a débuté, en réalité, dès 1994. ARED, à l'occasion du 30^{ème} anniversaire de la Loi sur le Domaine national, va, dans la mise en œuvre de sa stratégie de publication, entreprendre un travail sur le foncier. Pour ce faire, ARED, va alors se lancer dans une collaboration avec

¹ (BrigitteThébault, Gestion de l'espace et Crise du pastoralisme au Sahel, Etude comparative du Niger et du Yagha Burkinabé)



ARED

20

l'université de Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal) et des partenaires sur le terrain. L'étude devait faire l'objet d'une publication sur les pratiques foncières principalement dans la zone nord du Sénégal.

A l'issue de ladite étude, les personnes ressources locales qui avaient accompagné les équipes ont apprécié les résultats. Toutefois, elles ont exprimé toute leur désolation quant à leur utilisation. Elles ont estimé avoir été traitées comme des « moutons de panurge ». Ainsi, elles ont interpellé directement ARED par des séries de questions en des termes virulents. « N'êtes vous pas une structure d'éducation qui élabore des manuels et forme en langues nationales ? Ne sommes nous pas en mesure de d'apprendre et de faire nous-mêmes ce que vous êtes venus faire avec nous ou au moins, d'y participer activement ? Devrions nous, nous contenter d'apprendre à lire et à écrire, à devenir alphabétiseur ? Sommes-nous condamnés à subir la loi des autres par ce que simplement nous ne maîtrisons pas que notre langue nationale ? ».

Les interpellations nombreuses laissent entrevoir un questionnement essentiel : Que faire pour donner un sens à notre apprentissage et faire entendre nos voix ? ARED, ne pouvait alors, rester insensible à ces différentes interpellations. Il décide de rendre la MARP (Méthode active de recherche et de planification participative) accessible aux communautés de base. Le premier jalon posé est la traduction en Puular des principaux outils de la MARP (cartes, calendriers saisonniers,

diagrammes de relations, matrices etc.). A la suite, des personnes ressources issues des différentes communautés de base sont formées pour leur utilisation. Cependant, très vite, l'expérience met à nu les la complexité de la transmission de la connaissance. En réalité, plus qu'une traduction, il fallait plutôt procéder à des adaptations. Lesquelles adaptations, devant tenir compte du niveau d'éducation des individus, leur connaissance de leur milieu, mais surtout, des contextes d'utilisation. La nécessité de travailler avec le programme Zones Arides de IIED s'est alors imposée. Les deux structures, en 1995, se lancent dans la conduite d'un processus dénommé LOHU. Le LOHU est une méthode d'exploitation des savoirs et expériences locales d'outils participatifs pour la conduite de réflexion et d'actions communautaires. Elle est en fait, une adaptation de la MARP en Puular.

Le processus de formation des populations sur les outils LOHU

Dans le souci d'avoir une formation qui allie la théorie à la pratique, l'IIED a conseillé que le transfert des outils aux animateurs locaux se déroule dans un processus réel sur une thématique qui intéresse les populations. C'est ainsi que le choix fut porté sur l'élaboration d'un Plan de Gestion des Ressources Naturelles. Il s'agissait de travailler dans un montage où ARED et IIED apportaient leur expertise sur les plans méthodologique et pédagogique, le Programme Intégré de Podor (PIP) et son projet « Gestion

Villageoise de l'Espace naturel de Podor (GVEP) assuraient l'encadrement et une partie du financement. Cinq Associations intervillageoises² de la Vallée du Sénégal étaient concernées et elles ont fourni les animateurs. Dans la première phase du processus, il fallait livrer aux animateurs des outils qui permettent de conduire un diagnostic avec les populations afin de faire meilleure connaissance avec leur milieu. Ensuite d'autres outils ont été introduits pour permettre d'analyser la situation afin d'identifier les contraintes, les opportunités et les actions à entreprendre. Une fois les actions identifiées, il fallait donner des outils permettant de réfléchir sur la forme d'organisation capable de mettre en œuvre ces actions, mais aussi d'autres outils qui permettent de planifier leur mise en œuvre. Ce processus a été long mais a suivi le rythme souhaité par les populations. C'était les animateurs communautaires qui étaient les chercheurs chez eux et qui n'avaient donc pas les mêmes contraintes que les intervenants extérieurs.

Les avantages de l'approche participative

Souvent, le système de prise de décision au sein de la communauté reste entre les mains d'un groupe restreint : les leaders ou sages. En dehors de ce groupe, les autres sont plus ou moins exclus de l'analyse des problèmes et la prise de décision à cause du sexe, de la couche sociale, du statut, de l'éthnie, de l'analphabétisme, etc.

Pourtant, toutes les populations ont un mot à dire quand il s'agit de décider des choses qui les concernent. Il est alors essentiel de les impliquer dans les processus de prises de décision. Une difficulté est certes d'identifier qui impliquer et comment le faire. Seulement, pour profiter de solutions locales déjà expérimentées, tout acteur de développement doit se donner les moyens d'y arriver. Les méthodes participatives de recherche avec les communautés se sont révélées très utiles à ce sujet.

Le LOHU est un exemple de maîtrise endogène de ces méthodes a révélé plusieurs avantages. Entre autres, les animateurs qui avaient une posture de chercheurs ont unanimement bénéficié d'une valorisation sociale chez eux sans distinction de statut et d'origine. L'utilisation des outils au sein des communautés a permis de changer non seulement le rapport des populations avec leurs ressources, mais aussi d'établir une communication plus horizontale entre les individus issus des différentes couches. Au sein des associations également, il s'est développé des capacités de diagnostic

de situations et de formulation de projets locaux. Dans le partenariat avec l'extérieur, les populations sont devenues des interlocutrices averties et capables de dialoguer d'égal à égal.

De façon générale, la finalité du processus a révélé entre autre : le besoin que les groupes de base soient informés, capables de participer activement aux réflexions, défendre leurs droits et d'argumenter leurs positions respectives, entre eux et avec l'administration ; la nécessité d'avancer vers l'établissement de relations plus égalitaires entre individus et groupes ; et la nécessité d'amorcer un dialogue avec l'ensemble des groupes présents dans la zones, y compris les groupes marginalisés.

Réussir la décentralisation en incluant les pasteurs

L'IIED travaillait déjà avec SOS Sahel un programme régional de gestion conjointe des ressources naturelles. Ce programme visait à favoriser une meilleure prise en compte de la dimension pastorale par des projets, des administrations et des associations de producteurs de plusieurs pays du Sahel. Le besoin se fit sentir de nouer un partenariat avec des experts et des organisations spécialisées pour conduire un programme de sensibilisation et de renforcement de capacités des acteurs aux différents niveaux de la décentralisation. ARED fut sollicitée pour son expertise à développer des outils pédagogiques en langues locales pour l'animation et la formation au niveau communautaire. En 2000, une nouvelle collaboration voit le jour et les ajustements sont effectués au bénéfice des populations.

Dans le cadre du programme réussir la décentralisation, un processus d'expérimentation de trois ans fut mené sur le terrain dans certains pays du Sahel, notamment au Sénégal, au Niger, au Mali et au Burkina. Il permet de concevoir et de valider un module qui est aujourd'hui largement utilisé dans ces pays³. Il fait la fierté des défenseurs de l'élevage basée sur la mobilité : « Le pastoralisme au Sahel », module d'animation et de formation de l'IIED-ARED. Dans le souci de favoriser l'inclusion à différents niveaux de la vie sociale, l'option pédagogique principale de ce module est de rassembler dans une session, des individus qui ont des profils et des intérêts différents (éleveurs et agriculteurs, hommes et femmes, membres de communautés, services techniques et décideurs locaux, etc.), pour qu'ils puissent dialoguer dans un esprit égalitaire.

Les bénéfices de l'inclusion

Le processus du LOHU a donné une certaine ouverture, qui a permis de travailler sur des activités plus spécifiques : comme la planification et la gestion des ressources naturelles, la gestion des conflits et enfin le pastoralisme. Vint alors le manuel d'animation et de formation sur le pastoralisme au Sahel. Son élaboration s'inscrit dans les difficultés que rencontrent les pasteurs dans leurs différentes localités, mais aussi et surtout de l'avènement de la décentralisation et l'adoption de nouvelles lois pastorales par certains pays comme le Mali, le Niger, le Burkina Faso.

En réalité, les éleveurs sont souvent marginalisés, mal informés, analphabètes. Leur système de production se fonde sur l'exploitation de ressources en eau et en pâturages lesquelles sont généralement partagées avec d'autres utilisateurs et souvent instables. La mobilité pastorale est souvent de règle. La gestion des ressources pastorales est donc susceptible de générer des conflits, d'autant que le statut foncier de ces ressources reste ambigu dans plusieurs pays de la sous région.

Les éleveurs continuent ainsi de projeter l'image négative de bergers errants, improductifs et peu soucieux de l'environnement. C'est surtout dans ce sens que le manuel de formation a aidé, puisqu'il a œuvré à déconstruire tous ces clichés. Les femmes en général mises en marge des débats publiques, ont pris une part très active aux formations à côté des hommes. Elles ont été par la suite celles qui ont gardé la meilleure mémoire de tout ce qui s'est dit. Les analphabètes n'ont jamais eu de mal à suivre à côté des néo-alphabètes. Cette hétérogénéité est apparue incontestablement comme très positive : loin d'être un obstacle, elle représentait un facteur de stimulation de la réflexion collective et un outil de démocratisation du savoir. Les pasteurs, dont le système de vie et les rationalités sont étalés et analysés sans complaisance, ont fini par remettre en question et bannir les clichés qu'ils avaient intériorisés à force de les entendre des autres.

Pour preuve : lors d'une évaluation, des éleveurs qui avaient été formés au module ont lâché, la fierté au cœur : « pour la première fois, on nous présentait un miroir dans lequel on voyait que notre visage n'était pas déformé ». Une phrase qui en dit long, sur le chemin parcouru et sur la souffrance jadis silencieuse d'un peuple en mal de reconnaissance. Pour une fois, ils se sont sentis valorisés. Une fierté qui se dévoile au grand jour, réveillant du coup le génie de l'audace. Maintenant, ils ont le courage de se lever et de « manifester leur désaccord, sur la base d'arguments scientifiques ». Et pourtant avant, ils avaient même honte de se présenter en faisant référence à leur statut d'éleveur.

² Il s'agissait de Dental Bambaare Tooro, Union des Associations villageoises pour la Sauvegarde de l'Environnement (UASE), Association pour le Développement de Namarel et villages environnants (ADENA), Union des Jeunes Agriculteurs de Koyli Wirndé (UJAK) et Fedde Amadou Malick Gaye.

³ Au Sénégal : quatre associations pastorales (ADID, ADENA, FBAJ et ARP) et une fédération d'association pastorale (FENAFILS). Au mali : Sahel Eco, AEN, SNV, Helvetas, InterCooperation. Au Burkina : (RECOPIA). Au Niger : CARE et plusieurs partenaires OSC.

En fait, avant chaque formation, le travail préalable est de voir comment les participants se perçoivent. Les pasteurs ont souvent tendance, presque toujours, à reprendre « les images négatives qu'on leur colle. C'est-à-dire qu'ils sont irrationnels, doivent se sédentariser ». Cette méthode permet d'évaluer l'impact de la formation. D'ailleurs après chaque formation, le langage change. Ils n'ont plus peur d'émettre une idée, de la défendre, peu importe ceux qui ne sont pas convaincus ou tout simplement pas d'accord».

Le paradoxe d'une exclusion

Pourtant, les pasteurs jouent un rôle de premier ordre au sein de leur communauté. En effet, dans les zones arides, le principal système de production demeure le pastoralisme. « *Près de la moitié des terres de l'Afrique subsaharienne étant aride, le pastoralisme revêt une importance particulière pour le continent. Dans certains pays, les pasteurs constituent même la majorité de la population. Malgré cela, les gouvernements des pays comptant des communautés pastorales hésitent la plupart du temps à investir ces systèmes de production considérés comme rétrogrades et sans grand potentiel d'amélioration* », explique Nikola Rass, dans Initiative pour des politiques d'élevage en faveur des pauvres.

On constate ainsi avec lui, d'après des données statistiques qu'il reprend de diverses sources, que le nombre de pasteurs et d'agro-pasteurs dans le monde est de l'ordre de 120 millions. 50 millions d'entre eux vivent en Afrique subsaharienne. En Afrique de l'Ouest, le nombre de têtes de bétail le plus élevé se situe au Niger qui compte 1 million de bovins, 6 millions de caprins, 4 millions d'ovins, ensuite vient la Mauritanie avec 1 million de bovins, 4 millions d'ovins et 6 millions de caprins. Pourtant, dans le monde entier, conclue-t-il, « *les pasteurs constituent l'un des sous-groupes de la population les plus pauvres. Chez les pasteurs/agro-pasteurs africains, le taux de la pauvreté extrême est de 25 à 55%* ».

Une journée de formation en bref...

Le formateur a besoin de 70 heures de présence effective et active des participants, soit une dizaine de jours de formation, voire plus, s'il s'agit d'une formation en langue locale où on invite les éleveurs à discuter en profondeur de leurs pratiques. La session est menée en deux temps. Il s'agit à un premier niveau, d'amener le groupe à retracer le système pastoral. C'est-à-dire le fonctionnement des ressources pastorales (pâturages naturels, ressources en eau ...) l'évolution du troupeau (sa structure,



ARED

son évolution dans le temps...), la famille (la dynamique entre la famille et le troupeau), les stratégies pastorales d'adaptation à la variabilité des ressources et des situations de crise, etc.

Ainsi, c'est sur la base de la compréhension commune que les participants sont amenés à analyser un certain nombre d'enjeux qui touchent, entre autre l'occupation de l'espace agricole et pastoral, les ressources partagées, la législation, la question de la privatisation des pâturages et le foncier pastoral. La démarche utilisée est participative, favorisant ainsi l'auto-découverte, l'échange et le partage et donc l'instauration d'un véritable débat.

Gros plan sur le module sur le pastoralisme

Module d'animation et de formation sur le pastoralisme au Sahel est né d'une collaboration entre ARED et IIED. Il a été élaboré entre 2000 et 2004. Il est aujourd'hui en cours d'appropriation par plusieurs organisations au Sahel, notamment au Niger, au Sénégal et au Mali. Tout est parti d'un premier partenariat entre IIED et SOS Sahel, pour la mise en œuvre du « Programme Régional de Gestion conjointe des Ressources Agro-sylvo-pastorales » durant la période 1999-2001. Ce programme financé par la coopération bilatérale britannique (DFID) avait pour objectif de favoriser une meilleure prise en compte de la dimension pastorale par des projets des administrations et des associations de producteurs dans plusieurs pays du Sahel. Dans le cadre de ce projet, les deux partenaires ont fait appel à ARED et Brigitte Thébaud spécialiste des questions pastorales. Ainsi, « *une démarche pédagogique originale fut mise au point permettant à des groupes d'une vingtaine de participants d'appréhender la question pastorale dans son ensemble* ».

Quinze sessions de formations ont été organisées au Niger, au Mali, au Burkina et au Sénégal. Les bénéficiaires sont principalement des techniciens, des

décideurs, des membres d'associations et des députés.

A la suite l'IIED, a obtenu un cofinancement (DANIDA-ASDI) pour la mise en œuvre du Programme Réussir la Décentralisation qui démarre en 2000 au Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal. L'élaboration du projet, prévoit la conception de modules de formations destinés aux communautés dans le but du renforcement de leurs capacités afin de les permettre d'aborder les questions liées à la gestion locale des ressources avec beaucoup plus d'aisance. L'un des modules devait porter sur le pastoralisme. Alors, une fois de plus, le travail est confié à ARED et Brigitte Thébaud avec l'idée de valoriser la démarche pédagogique qui avait déjà été testée auparavant.

L'objectif du module d'animation et de formation sur le pastoralisme au Sahel est d'appuyer les communautés pastorales à s'informer et à débattre de diverses questions complexes les touchant de près telles que les législations, le foncier ou la décentralisation. L'approche pédagogique du module le rend accessible à toutes les couches de la population alphabétisées ou non. Les différentes thématiques abordées par le module lui donne un caractère transversal. Il met l'accent sur la compréhension du système pastoral, la gestion de l'eau et des pâturages, la gestion des crises et stratégies pastorales, la décentralisation, le foncier et la législation.

Références

Politiques et stratégies de réduction de la vulnérabilité des peuples pasteurs en Afrique subsaharienne, Nikola Rass

Gestion de l'espace et crise pastorale au Sahel : Etude comparative du Niger oriental et du Yagha Burkinabè

Le pastoralisme au Sahel : module d'animation et de formation de IIED-ARED, note d'information

Seynabou Wade

Mamadou Ly, directeur exécutif de l'ARED

E-mail : ared-ed@enda.sn



Le maïs des élèves malvoyants est meilleur !

Humphrey Nkonde

Par le passé, les adultes malvoyants en Zambie avaient peu de choix en dehors de la mendicité. A Ndola, une école spéciale a été construite pour les malvoyants. Outre la scolarité primaire, les élèves apprennent aussi à subvenir à leurs besoins alimentaires, une compétence qui leur sera utile une fois le diplôme obtenu.

La *Ndola Lions School* pour les Malvoyants a attiré beaucoup d'élèves et a vu ses coûts en alimentation et en transport augmenter. Ses locaux accueillent maintenant 120 élèves, garçons et filles âgés de 7 à 16 ans. Dès 2006, la subvention du gouvernement, ne suffisait plus à couvrir les frais de fonctionnement de l'école. L'administration de l'école a alors décidé de lancer les élèves dans l'agriculture pour permettre à l'institution d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de générer quelques revenus.

Participation à l'agriculture

Dans les premières étapes de la mise en place des cultures, les malvoyants ne pouvaient pas être impliqués dans la culture du maïs. Ils ne parvenaient pas à distinguer la culture de l'herbe par un simple toucher. Cependant, lorsque le maïs s'est développé, les étudiants aveugles ont pu sentir la différence et donc être en mesure de pratiquer le désherbage. Une fois récolté, le maïs est transformé en farine de mealie, utilisée pour préparer l'aliment de base de la Zambie, le *nshima*, afin de nourrir les élèves. Les élèves consomment parfois de la viande provenant des porcs dont ils s'occupent avec l'aide du personnel d'appui. L'école dispose maintenant de 20 têtes environ. Les restes d'aliments complètent la nourriture provenant des meuniers et permettant de maintenir à un niveau bas les coûts de gestion de la porcherie.

Les étudiants cultivent également des bananes et des légumes, qui viennent renforcer leur sécurité alimentaire et fournir un revenu à l'école. Les élèves sont très organisés. Lorsque la cloche sonne pour aller au jardin, les élèves partiellement aveugles aident leurs camarades totalement aveugles à rester dans les rangs. Arrivés au jardin, un enfant branche le tuyau d'arrosage sur le robinet tandis que les autres remplissent les récipients et seaux en plastique pour arroser les légumes, tomates et bananes. Il y a deux

ans, l'école n'avait que cinq bananiers, mais le nombre a considérablement augmenté aujourd'hui, atteignant presque 130 plantes. Grâce à un forage sur place, il y a de l'eau en abondance pour les bananes, qui en ont énormément besoin. L'engagement des élèves est perceptible à travers les plantes qui sont toujours bien arrosées. Les problèmes éventuels qui surviennent sont résolus par le personnel d'appui.

La sagesse populaire zambienne veut que les personnes souffrant d'un handicap, y compris les aveugles, soient incapables de pratiquer l'agriculture. Chose étonnante, c'est l'école qui a enregistré les meilleures pratiques agricoles durant la saison 2006/2007 parmi plus de 50 écoles élémentaires de Ndola. Pourquoi les élèves partiellement ou totalement aveugles produisent-ils les plus grands épis de maïs à partir des mêmes semences distribuées aux autres écoles ? Il est clair que les personnes handicapées peuvent bel et bien contribuer à la sécurité alimentaire par le biais de l'agriculture à petite échelle. En fait, c'est seulement le manque de moyens financiers qui empêche les élèves de s'engager dans d'autres formes d'agriculture telles que l'aviculture ou la pisciculture

Au-delà de l'école élémentaire

Après avoir passé environ neuf ans à la Ndola Lions School, les élèves arrivent en classe de troisième secondaire. Ceux qui réussissent à passer au lycée sont orientés dans d'autres régions du pays, où l'on prévoit un enseignement spécial pour les malvoyants. Il y a aussi la Kang'onga School pour les Malvoyants à Ndola, où sont orientés d'anciens élèves pour un apprentissage approfondi de la vannerie et de l'artisanat par exemple, même si cette école souffre également d'un manque de financement. Ce qui convient le plus aux malvoyants c'est de travailler dans des centrales téléphoniques comme standardistes mais, avec l'avènement des téléphones

portables, ces emplois sont devenus rares. Grâce aux connaissances agricoles qu'ils acquièrent à l'école élémentaire, de nombreux diplômés continuent de faire du jardinage, même quand ils sont attirés par d'autres professions telles que la gestion du personnel ou l'éducation spécialisée. Certains d'entre eux ont mis en place de petites exploitations à Kang'onga, où ils pratiquent l'agriculture pour gagner leur vie.

Humphrey Nkonde. Journaliste indépendant, P.O. Box 70956, Ndola, Zambie.
E-mail: nkondey@yahoo.co.uk

Remerciements.

Cet article repose sur des entretiens avec Daniel Mwamba, directeur adjoint de la Ndola Lions School pour les Malvoyants et avec le maître d'internat, Stephen Mumba.

Photo: Humphrey Nkonde



La déficience visuelle n'a jamais été un frein à la culture de belles et succulentes bananes !



Les agriculteurs ougandais saisissent les opportunités commerciales post-conflit

Anyanzo Thomas Abbey et Azu Albert

Les longues années de troubles civils dans le nord de l'Ouganda ont empêché le développement des petites exploitations agricoles. Grâce au retour de la paix dans la région, les agriculteurs renouent avec le commerce local. Les pouvoirs publics et les ONG appuient la formation des groupements paysans pour la commercialisation en vrac et l'accès aux informations relatives au marché.

Même si l'économie ougandaise n'a cessé de croître depuis le début des années 1990, la partie nord du pays reste en retard en raison des conflits civils que cette région a connus dans le passé. Le district de Moyo au nord fait partie des plus pauvres en Ouganda. La production agricole y est limitée : les agriculteurs cultivent arachides, oignons, manioc, haricots, sorgho et légumes. Ils élèvent aussi quelques poulets, chèvres, porcs et bovins. La production est à peine suffisante pour répondre aux besoins domestiques. Il existe peu de surplus à vendre et les acheteurs sont rares. Cette situation dissuade les agriculteurs d'augmenter leur production, ce qui les maintient dans le cercle vicieux de la production de subsistance.

Dans le cadre du Plan d'action national pour l'éradication de la pauvreté, NAADS (Services consultatifs agricoles nationaux) a été chargé de renforcer les institutions agricoles, de conseiller les agriculteurs, d'introduire des technologies et de développer les relations commerciales. Le programme NAADS a débuté à Moyo en 2004. Il collabore étroitement avec des ONG comme le *Danish Refugee Council* et *Environmental Alert* dans l'appui aux agriculteurs. Durant les trois premières années, NAADS a privilégié l'augmentation de la production à travers les services consultatifs et l'introduction de technologies appropriées. En 2007, les agriculteurs ont sollicité une ouverture sur les marchés et la collaboration avec les coordinateurs et le personnel technique de NAADS en vue de l'élaboration d'un plan. Ils ont convenu d'évaluer les rendements des arachides et des oignons pour déterminer la quantité produite, dresser un répertoire et un profil des acheteurs de produits du Nil occidental, recueillir et diffuser des informations relatives au marché, organiser et faciliter les rencontres de négociation entre agriculteurs et acheteurs. Ce plan, qui vise à aider les agriculteurs à commercialiser

leur production, a été mis en œuvre entre novembre et décembre 2007. Les agriculteurs ont vendu plus de 20 tonnes d'arachides et 2 tonnes d'oignons.

La commercialisation des arachides à Moyo et à Lefori

Des réunions ont été tenues avec les producteurs d'arachides, autant ceux qui bénéficient de l'appui de NAADS que les autres. Les animateurs communautaires de base (ACB - voir Encadré) au niveau paroissial ont identifié les agriculteurs qui souhaitent vendre leurs produits. Les ACB ont compilé leurs noms, les zones, la quantité et la variété des arachides cultivées.

Parallèlement, nous avons noué des liens avec la SNV (Organisation néerlandaise de développement) qui stimulait la commercialisation des graines oléagineuses. Nous avons ainsi pu accéder à une liste d'acheteurs potentiels de la région du Nil occidental, dont la plupart envoient des intermédiaires travailler dans les villages lors des récoltes. NAADS a contacté ces acheteurs potentiels, mais les prix qu'ils proposaient n'étaient pas attrayants : nous avons eu le sentiment qu'ils ne voulaient pas traiter directement avec les petits exploitants. Les agriculteurs recevaient 600 US\$ (shillings ougandais) par kilo d'arachides non décortiquées (environ 0,40 \$ EU), alors que celles-ci étaient vendues à 800 US\$ ou plus dans la ville d'Arua à côté.

Nous avons tenu avec les agriculteurs des réunions hebdomadaires au cours desquelles nous avons étudié les quantités totales d'arachides disponibles par variété. Nous avons énuméré les noms des intermédiaires qui achètent généralement les produits locaux, et nous les avons invités à rencontrer les agriculteurs. Malheureusement, la majorité d'entre

eux ne sont jamais venus. Et ceux qui se sont présentés étaient là pour justifier les prix qu'ils proposaient : les intermédiaires passent beaucoup de temps et dépensent beaucoup d'argent dans les villages pour rechercher et collecter les arachides, ce qui augmente les coûts d'exploitation. Ils ont fait savoir que si les agriculteurs s'organisent entre eux, ils pourraient augmenter légèrement les prix.

Il a alors été convenu que les ACB aident les agriculteurs à se regrouper. Les intermédiaires et les agriculteurs se sont mis d'accord sur un prix de 700 US\$ par kilo d'arachides non décortiquées. Les agriculteurs ont fixé ensemble un point de collecte dans chaque paroisse, où tous les agriculteurs inscrits doivent apporter leurs arachides pour la vente. Les intermédiaires ont également accepté de reprendre la production de l'agriculteur depuis son domicile si cette production dépasse 50 sacs d'arachides.

Au jour et à l'endroit convenus, les intermédiaires ont acheté les arachides, préférant les variétés rouges pour le marché local. Plus de 20 tonnes d'arachides ont été vendues en très peu de temps et à un prix meilleur que par le passé.

La commercialisation des oignons à Metu

Comme pour les arachides, la plupart des agriculteurs qui cultivent l'oignon sur de grandes surfaces (environ 0,2 hectares) bénéficient de l'appui de NAADS ou d'autres organisations. Ces agriculteurs ont été ciblés pour la commercialisation en groupes. Mais ceux qui n'ont bénéficié d'aucun appui externe ont également été invités à apporter leur récolte et à se joindre au groupe. Les agriculteurs qui ont récolté tôt ont pu vendre un kilo d'oignons à au moins 1100 US\$. Toutefois, lorsque le groupe était sur pied, le prix était tombé

Animateurs communautaires de base

C'est l'une des institutions paysannes sous l'égide de NAADS. Les ACB sont des agriculteurs tournés vers le progrès, disponibles, instruits, honnêtes et disposés à partager leurs connaissances avec les autres agriculteurs. Ils sont bénévoles. Leur rôle consiste à assister les autres agriculteurs dans les questions techniques telles que l'agronomie, la mobilisation communautaire pour la formation de groupements, la facilitation de la commercialisation et le suivi-évaluation. Ils bénéficient de formations de courte durée qui les préparent aux tâches. Ils sont équipés de bicyclette pour faciliter le déplacement. Ils rendent compte mensuellement à NAADS.

à 900 US\$. En l'absence d'intermédiaires intéressés par la commercialisation d'oignons à ce moment-là, NAADS a décidé de jouer un rôle de premier plan dans le processus de commercialisation.

Cinq membres du Forum des agriculteurs du sous-comté disposent d'un « comité de commercialisation » pour coordonner l'ensemble du processus, avec l'appui des coordinateurs de NAADS et du responsable de la commercialisation du district. Ce comité tient deux réunions chaque semaine, au cours desquelles les membres discutent et analysent les informations disponibles (prix et demande). Certains d'entre eux se sont rendus à différents endroits pour obtenir plus d'informations, traversant même la frontière pour aller vers le sud du Soudan. Les informations sont également reçues via les téléphones portables et Internet (par exemple via Foodnet). Ces technologies ont permis d'obtenir des informations sur les prix des denrées alimentaires dans les principales villes d'Ouganda, offrant ainsi des éléments de comparaison utiles. Les ACB renseignent les membres du comité sur les agriculteurs qui ont des oignons en vente. Ils informent également les agriculteurs des prix et de la demande. Au bout d'environ trois semaines de réunions, le comité a finalement décidé de transporter les oignons à Nimule, au sud du Soudan où la demande est plus forte même si le prix est moins élevé.

Au cours d'une période de trois semaines, tous les agriculteurs ont apporté leurs oignons au magasin de stockage que les autorités du sous-comté ont mis gratuitement à leur disposition. Même les agriculteurs qui n'avaient que 5 kg les ont apportés. L'on a enregistré tous les noms et quantités, et toute la production a fait l'objet d'un nettoyage et d'un tri avant la pesée. Au bout des trois semaines, deux tonnes d'oignons environ ont été recueillies. Le bureau NAADS du district a dédouané l'oignon auprès du bureau de la *Uganda Revenue Authority/Immigration*. C'est ainsi qu'il a été possible de le transporter au-delà de la frontière en direction de Nimule.

Au Soudan, il n'a fallu que deux jours pour vendre tous les oignons à 1200 US\$/kg. C'était la première fois, depuis le début des troubles que les agriculteurs commercialisent leurs produits en groupe. C'était également la première fois que les agriculteurs du district frontalier de Moyo s'introduisaient sur le marché soudanais en tant que groupe. A leur retour, tous les agriculteurs qui ont participé ont été appelés et payés en fonction de la quantité d'oignons qu'ils avaient enregistrée au magasin.

Les agriculteurs ont apprécié l'initiative. Ils ont déclaré qu'en procédant à la vente en groupe, ils ont perçu l'intégralité de leur argent en même temps, réalisé

plus de bénéfices, appris mutuellement et gagné du temps. Ils ont promis de cultiver davantage d'oignons la saison suivante et se sont constitués en groupe de commercialisation d'oignons.

Constater les avantages

Les cultivateurs d'arachides ont formulé les mêmes commentaires que leurs homologues de l'oignon. Ils sont heureux depuis qu'ils ont vendu l'arachide dans un délai court et à un meilleur prix. Parmi les facteurs qui ont contribué à ces succès, l'on note l'ouverture des marchés dans le sud du Soudan et l'appui des ONG promouvant la commercialisation de la production locale. Tout aussi importants sont les niveaux de production plus élevés, résultant de l'amélioration des services de vulgarisation et de la disponibilité de variétés à haut rendement.

A l'avenir, et à l'exception de l'oignon et l'arachide, les cultivateurs de sésame de quatre sous-comtés seront également invités à participer. Pour cette année, l'objectif est de commercialiser 30 tonnes de sésame, 40 tonnes d'arachides et 5 tonnes d'oignons. En outre, NAADS souhaite associer davantage les agriculteurs afin qu'ils apprennent et s'approprient totalement les activités dans un proche avenir, en plus d'impliquer plus de parties prenantes.

Cette expérience a montré que les marchés peuvent motiver les agriculteurs, les incitant à produire plus. Il a également montré que même ceux qui ne disposent pas de ressources ou de terres suffisantes, qui obtiennent de faibles rendements ou qui produisent dans des conditions difficiles peuvent bénéficier de la commercialisation. Un des membres du comité des agriculteurs a soutenu que les agriculteurs disposent déjà des connaissances agronomiques de base : les autorités et d'autres agents de vulgarisation

doivent agir davantage pour faciliter la commercialisation de leurs produits « au lieu de distribuer des prospectus ou des intrants comme les plants ».

Potentiel d'avenir

En raison de la guerre civile qui a secoué le nord de l'Ouganda pendant plus de deux décennies, la région a accusé du retard dans son développement. Etant donné que plus de 90 % de la population active travaillent dans l'agriculture, et compte tenu du fait que la terre n'est pas un facteur limitant pour la production dans cette région, l'agriculture peut jouer un rôle central dans la réduction de la pauvreté. S'il est judicieux d'introduire et de promouvoir l'utilisation des technologies améliorées pour accroître la production agricole, la facilitation de l'accès aux marchés et l'amélioration de la commercialisation de la production locale peuvent s'avérer davantage utiles.

Dans les zones où l'agriculture est principalement orientée vers les ménages, et où les intermédiaires sont actifs, elles peuvent jouer un rôle important pour relier les petits exploitants aux marchés. Toutefois, les agriculteurs doivent savoir ce qui se passe et avoir les compétences nécessaires en matière de commercialisation de groupe pour pouvoir réussir. Au début, les pouvoirs publics et les ONG peuvent jouer un rôle actif, mais les deux doivent se retirer progressivement pour permettre aux agriculteurs d'assurer eux-mêmes la commercialisation.

Anyanzo Thomas Abbey. District NAADS Coordinator / Moyo. P.O. Box 1, Moyo, Uganda. E-mail : abbeyug@yahoo.com.

Azu Albert. Sub-county NAADS Coordinator. Metu, Uganda. E-mail : azu_albert@yahoo.com



Photo: Anyanzo Thomas Abbey

Trouver des marchés au Sud-Soudan a poussé les agriculteurs à négocier les meilleurs prix possibles et à produire davantage. Grâce à cette initiative, les agriculteurs ont gagné bien plus que de l'argent.

Soutenir les pourvoyeurs de soins au Mozambique

Simon Mukwaya

Au Mozambique, le nombre d'orphelins ne cesse de croître dans un district frappé par le VIH. Les femmes engagées veulent prendre soin d'eux, mais elles sont elles-mêmes très pauvres. Une organisation de secours soutient les pourvoyeurs de soins et les orphelins à travers un élevage de poulets destinés au marché local. « Maintenant nous pouvons offrir aux enfants des uniformes scolaires et de la nourriture ».

Irene Tivane vit à Ndonga, dans le district de Guijá au Mozambique. Au cours des dernières années, elle a vu le nombre d'orphelins dans sa communauté augmenter. Elle fait de son mieux pour fournir des soins à certains d'entre eux. Mais, disposant elle-même de peu de moyens d'assistance, la tâche s'avère de plus en plus difficile. Cette population fait partie des nombreuses communautés africaines qui ont vu croître le plus d'orphelins depuis l'avènement du VIH Sida. Les femmes de la localité ont identifié plus de 1200 orphelins qu'elles souhaitent prendre en charge.

Dès que l'un des parents tombe malade à cause du VIH Sida ou de maladies connexes, la vie des enfants bascule. L'accès à l'éducation, au logement, à l'habillement et à la santé, entre autres, leur devient difficile. Au vu de cette situation, *Samaritan's Purse* (SP), une organisation internationale de secours œuvrant dans le district, a initié une formation pour les pourvoyeurs de soins comme Irène. Communément appelés *educadores* ou éducateurs, ils rendent visite aux enfants et subviennent à leurs besoins immédiats. Après une année de travail dans la communauté, les efforts des éducateurs ont été bien reconnus. Leur influence grandissait de jour en jour. Il en allait de même pour la sollicitation de leurs services. Cette situation les a ensuite submergés car ils commençaient à faire face à de nombreuses demandes pour aider les orphelins. Ils avaient donc besoin de revenus supplémentaires pour pouvoir continuer à aider les orphelins de leur communauté. Pour répondre à ce besoin, SP a lancé, en mai 2007, un projet d'élevage de poulets de chair avec 25 femmes du district, divisées en groupes de cinq.

Apprendre à élever des poulets

Les éducateurs ont reçu une formation de huit semaines en élevage de poulets. Cette formation a abordé tous les thèmes nécessaires au démarrage de cette activité, notamment la façon de construire un poulailler, la nécessité de l'aération, les maladies et les méthodes de lutte, la tenue de données et les notions de finance. En plus de cela, les participants sont également allés visiter d'autres projets d'éleva-



Angélica Mundlovo, membre du groupe des éducateurs communautaires. Elle est passée maître dans l'art d'élever des poulets pour aider à faire face aux coûts liés à la prise en charge des orphelins.

Photo: Simon Mukwaya

ge de poulets dans le district voisin de Chokwe. Ils ont pu ainsi apprécier les questions pratiques relatives à la gestion de l'activité. Après la visite, SP a aidé les participants à construire les poulaillers, en mettant à disposition du matériel et un ouvrier formé. Les participants se sont chargés de la main d'œuvre et des autres coûts non financiers. Le choix du site du poulailler a tenu compte de plusieurs facteurs, notamment la proximité de l'eau propre, de l'alimentation, des bénéficiaires et du marché.

Avant de recevoir les poussins, certaines conditions devaient être réunies, notamment la litière, une lanterne pour l'éclairage, un four à charbon de bois pour élever la température ambiante en cas de besoin, des mangeoires et abreuvoirs. Une fois les poussins reçus, les participants ont effectué un décompte des sujets avec le personnel de SP et ont enregistré le nombre de poussins reçus ainsi que leur état. Au total, l'on a distribué 1300 poussins âgés d'un jour. C'est le début d'un cycle qui s'étend sur 35 jours. Pendant la phase de croissance, le vétérinaire du projet a aidé les éducateurs à effectuer un contrôle régulier pour surveiller la gestion des poussins. L'alimentation, les quantités consommées, l'hygiène, les vaccins, les maladies et les décès font l'objet d'un suivi.

Les poulets sont prêts pour la vente après le 35^e jour. Ils sont vendus au sein de la communauté grâce à la méthode du bouche-à-oreille et par le biais de voyages de reconnaissance dans les marchés voisins. Après la vente, le personnel du projet tient une réunion avec les participants pour examiner les revenus du cycle précédent, mettre de côté des fonds pour le prochain cycle, mais également partager les bénéfices entre les participants. Les résultats ont été encourageants jusqu'ici. Les

25 femmes ont réussi à mobiliser 4940 \$ EU par cycle. Soixante pour cent (60 %) de cette somme sont réinvestis dans le projet, tandis que les quarante pour cent (40 %) restants sont partagés comme bénéfices. L'impact à court terme sur la vie de plus de 114 orphelins qu'ils prennent en charge a été considérable. Les pourvoyeurs de soins peuvent maintenant satisfaire sans problèmes les besoins financiers des enfants. Les familles autrefois démunies reçoivent aujourd'hui des uniformes scolaires, cahiers, stylos, nourriture et soins de santé.

Un rôle de mari...ou presque

Après trois cycles, l'expérience prouve jusqu'ici que le petit bétail constitue une source viable de revenus pour les personnes démunies telles que les familles comptant des orphelins. L'un des principaux enseignements tirés est que les groupes communautaires peuvent gérer les projets de poulets de chair avec un appui limité de SP. Les pourvoyeurs de soins peuvent gagner un revenu dans une période courte et répondre aux besoins immédiats des enfants sous leur garde. Les produits sont non seulement utiles pour les orphelins mais aussi pour leurs pourvoyeurs de soins, tous les deux ayant eu du mal à joindre les deux bouts avant de commencer cette micro-entreprise. Selon Irène, « je n'ai plus de mari pour subvenir à mes besoins. Il est mort depuis longtemps. Mais grâce à cette activité, c'est comme si j'avais un nouveau mari. Cette opportunité nous rend très heureux. Nous réalisons aujourd'hui quelques économies, ce qui nous permet de développer l'activité ».

Simon Mukwaya. Chargé de programme, Samaritan's Purse. Rua 1.301 Sommerschild, 35 Bairro da Sommerschild, Maputo, Mozambique.
E-mail : simonmuk@tdm.co.mz

L'agriculture bio : une thérapie pour les jeunes en difficulté en Indonésie

Ngalim

La fondation Karang Widya au centre de l'Indonésie tente de faire face à l'augmentation du nombre de jeunes en difficulté vivant dans la rue. Elle a mis en place un programme de thérapie qui stimule le changement de comportement par le biais de la pratique de l'agriculture bio. Cette initiative a créé de nouvelles opportunités pour ces jeunes, qui mènent une vie meilleure.

Ari, Joko, et Slamet sont des jeunes en difficulté : usage de stupéfiants ou d'alcool, commerce du sexe, violence. Ils vivent généralement (mais pas toujours) dans la rue. Ari est originaire de Bogor, tandis que Joko et Slamet sont de Yogyakarta, deux villes situées à Java, en Indonésie. Ils ont terminé un programme de thérapie dirigé par la fondation **Karang Widya**. Avant de se joindre à ce programme, ils gagnaient de l'argent en chantant dans les rues et en faisant de petits métiers. Toutefois, à un moment donné, ils ont pris conscience de la nécessité de changer leur vie. C'est ainsi qu'ils ont rejoint le programme de thérapie par « l'apprentissage de l'agriculture » de *Karang Widya*.

Une thérapie en deux volets

Le programme *Karang Widya* dure au moins quatre mois et comporte deux volets. Plutôt que de se focaliser sur les consultations psychologiques, les participants font des activités qui les rapprochent de la nature. Ils développent une bonne attitude et changent leur comportement à travers le dur labeur, les responsabilités et la discipline. Les animateurs et les participants établissent ensemble les règles et le calendrier. Ensuite, ils s'y conforment et ne peuvent les modifier. Les participants sont également répartis en groupes, pour aider à renforcer l'empathie envers les autres. Si un membre du groupe ne respecte pas les règles, c'est l'ensemble du groupe qui est pénalisé. Ainsi, ils apprennent que tous leurs actes affectent en même temps les autres. On demande également aux participants de faire des projets pour l'avenir. On leur demande, par exemple, comment ils s'éloigneront de leur ancienne vie, quel type de travail ils exerceront ou quels types de moyens de subsistance ils souhaitent. Les animateurs orientent ensuite les participants vers la réalisation de leurs projets.

La deuxième partie du programme enseigne l'agriculture bio. *Karang Widya* estime que la meilleure façon d'enseigner aux gens passe par « l'apprentissage par la pratique ». Les participants commencent à travailler à l'exploitation agricole de 6 heures du matin à 22 heures. Tout d'abord, ils pratiquent les méthodes agricoles bio, ensuite ils tiennent un forum pour discuter de leurs observations avec un instructeur à l'aide de jeux.



Des participants au programme de thérapie de Karang Widya ont utilisé *SALAM*, une des éditions régionales du Magazine *LEISA* pour rehausser leurs discussions sur les pratiques de l'agriculture bio.

Dans d'autres programmes de thérapie de jeunes, tous les participants reçoivent de l'argent de poche. Toutefois, nous constatons que de nombreux jeunes intègrent ces programmes uniquement pour l'argent de poche. Par conséquent, dans le programme de *Karang Widya*, la seule source de revenu pour les participants provient de la vente des produits de l'exploitation agricole. Les bénéficiaires, qui ne sont pas très importants, sont ensuite équitablement répartis entre les participants.

Impact de la thérapie

La Fondation *Karang Widya* a entrepris de travailler avec les jeunes en difficulté parce qu'elle s'inquiète des proportions terrifiantes que prend ce groupe vulnérable. Divers programmes de thérapie ont été lancés par le gouvernement et d'autres ONG, mais beaucoup de jeunes retournent à la rue et restent dépendants de l'aide. Il est fort probable que la plupart de ces programmes ne puissent doter les jeunes de compétences nécessaires pour commencer une nouvelle vie ou encore moins les aider à changer de comportements. La Fondation *Karang Widya* a choisi l'agriculture bio comme un moyen de subsistance efficace. En effet, l'Indonésie est un pays agraire, mais la plupart des agriculteurs pratiquent des méthodes non durables. Par conséquent, en formant les jeunes aux pratiques bio, ils peuvent également contribuer à l'amélioration de l'agriculture en général en Indonésie.

Joko explique l'impact du programme sur sa vie : « Lorsque j'ai intégré le programme, je me suis rendu compte du plaisir que je prenais à travailler dans une exploitation agricole. Travailler des demi-journées ne suffisait pas pour moi ; je travaillais aussi en début de soirée et pendant mes jours de repos. J'ai commencé à rêver d'ouvrir ma propre exploitation agricole bio et de vendre des produits aux restaurants

végétariens de Yogyakarta ». Joko et Slamet ont réussi à lancer une nouvelle exploitation agricole bio en avril 2007, dans un village à proximité. Ils bénéficient de l'appui total de *Sanggar Milas* (une organisation de Yogyakarta qui les avaient inscrits, pour commencer, dans le programme de thérapie) vu qu'ils montrent de la passion, font preuve de responsabilité et disposent de compétences solides en matière d'agriculture bio. Ari a également collaboré avec Joko et Slamet dans l'agriculture pendant presque une année, mais il a ensuite décidé de travailler dans l'artisanat, en indépendant, pour le compte d'un restaurant et d'un atelier artistique à Yogyakarta. Etant donné que la Fondation collabore la plupart du temps avec d'autres organisations qui soutiennent les jeunes vulnérables, elle peut veiller à ce que les participants continuent de bénéficier d'un appui à la fin du programme. Les participants sont ensuite encouragés à réintégrer leurs communautés, ou encore (ce qui est généralement le cas) à chercher à intégrer des groupes pratiquant l'agriculture bio.

La Fondation Karang Widya a dirigé jusqu'ici cinq sessions de son programme. Dans le premier groupe, 18 des 30 participants (la plupart provenant de zones urbaines) ont changé de style de vie. Dans les deuxième et troisième groupes, 16 et 27 participants respectivement ont terminé le programme, la majorité provenant du milieu rural. Se basant sur deux évaluations, les animateurs ont conclu que les participants de la ville s'en sortent généralement mieux que les jeunes du milieu rural, parce qu'ils étaient mentalement plus solides et avaient appris à se battre plus pour survivre.

Ngalim, Assistant Manager for the Programme, Yayasan Karang Widya, Yogyakarta, Central Java, Indonesia.

Les champs-écoles dans les sociétés traditionnelles : Du technique au social

Hans Feijen

28



Photo: Hans Feijen

les productrices de Fayoum exhibent fièrement leur carte nationale d'identité obtenue en partie à travers le nouveau programme de Champs Ecole.

Dans une région traditionnelle d'Égypte, les agricultrices ont commencé à participer aux activités des champs-écoles (CE) pour subir une formation en matière de lutte contre les ennemis des cultures. C'est lorsque des animatrices ont été recrutées que des champs-écoles uniquement réservés aux femmes ont démarré leurs activités alors que, par la suite, même des écoles mixtes ont vu le jour. Les thèmes examinés sont passés lentement de l'agriculture à la santé et aux questions liées à la reproduction, aux droits et à l'alphabétisation. "Mon mari ne m'a jamais écoutée. Maintenant il veut que je lui dise

ce que j'ai appris au cours des séances de formation."

Le Fayoum est une oasis du Sud du Caire, longue de 90 km, qui couvre environ 1500 km² de terres agricoles et compte une population totale de 2,5 millions habitants. Entre 2001 et 2008, un Projet de lutte intégrée (IPM) a été mis en œuvre avec l'appui du Ministère égyptien de l'Agriculture et l'Ambassade des Pays-Bas au Caire. Le Projet s'est focalisé au départ sur la promotion de la lutte intégrée (IPM) et la réduction de l'utilisation des pesticides. Les objectifs spécifiques comprennent le

développement de la capacité de prise de décisions des agricultrices, l'amélioration du flux des informations et la participation à la résolution des problèmes écologiques ainsi que la sensibilisation aux questions de santé.

Le projet a adopté l'approche des Champs-écoles (CE) en tant qu'outil principal de formation des agricultrices. Les sessions sur différents thèmes ont été organisées en séances hebdomadaires pendant toute une année. Parallèlement au programme extensif des CE, le projet a examiné les capacités et connaissances des animatrices. Il a entre autres dispensé

une formation de base, une formation en cours d'emploi, organisé en permanence des activités hebdomadaires et d'autres formations techniques spécifiques.

CE pour les agricultrices

En sept ans, nous avons réalisé plus de 2000 CE. La plupart d'entre elles ont été créées pour des agriculteurs; cependant, 423 écoles ont été également organisées pour des agricultrices et 83 pour des groupes mixtes. Le projet était particulièrement intéressé par les CE pour les femmes et les jeunes filles, puisqu'en général, elles ont moins d'opportunités au plan pédagogique, social ou économique. De plus, dans la pratique, de nombreuses petites exploitations sont dirigées par des femmes soit en permanence ou temporairement la plupart des hommes travaillant à l'étranger ou au Caire. Toutefois, il n'était pas possible de recruter suffisamment d'animatrices et par conséquent il y avait peu de CE pour les femmes. De plus, ces écoles exigeaient également un dispositif logistique comme le transport des animateurs. Les écoles mixtes se sont développées de manière spontanée à partir de 2003 et bon nombre d'entre elles ont été créées après 2006.

Chaque CE comptait 25 participants environ, soit plus de 48.000 agriculteurs participant directement au projet pendant une année ou plus. Les écoles ont différents centres d'intérêt: arbres fruitiers, plantes condimentaires ou cultures organiques. D'autres écoles ont élaboré un programme spécial pour ce qu'il est convenu d'appeler les "nouvelles terres". En dehors du programme, il y avait beaucoup de similitudes pour la plupart des écoles. Il existait également, sans aucun doute, des différences culturelles entre les différentes régions du Fayoum. Cela peut clairement se remarquer dans la répartition des écoles "mixtes". Dans certaines régions, l'existence de ces écoles mixtes était tout à fait normale alors que dans d'autres régions elles n'existaient tout simplement pas.

On comptait, au total, 47 animatrices et 200 animateurs. Ils ont subi une formation de base de plusieurs semaines, suivie d'une formation en alternance. Une journée était réservée chaque semaine pour une formation complémentaire, souvent dispensée par l'un des animateurs principaux mais également par des spécialistes extérieurs. Des cours spécifiques (de plus de deux semaines) ont été dispensés sur un large éventail de thèmes, notamment les droits

de la femme, la santé reproductive, la commercialisation des récoltes, la prévention de la grippe aviaire, les opérations post-récolte, l'apiculture et même l'anglais et l'informatique. En outre, 150 animateurs agricoles étaient formés chaque année. En principe, les animateurs agricoles ont, pendant un an, servi d'assistants aux animateurs dans leurs propres CE. Cependant, les meilleurs animateurs agricoles ont exercé d'autres fonctions comme alphabétiseurs ou animateurs pleins. Bien d'autres étaient également restés actifs dans les ONG ou autres organisations communautaires.

Elargissement du programme

Bien qu'étant à l'origine un projet axé sur la lutte intégrée, nous avons, dès le départ, adopté une approche générale. La protection des plantes a été placée dans un contexte de gestion intégrée des cultures et d'une agriculture à faibles apports externes. Les mêmes exigences visant un programme de lutte intégrée réussi (capacité de prise de décisions améliorée et flux d'informations dans les deux sens) ont été de plus en plus utilisées pour beaucoup d'autres questions pertinentes. Dans les premières années de création des CE des femmes, jusqu'à 40% des séances ont été consacrées à des thèmes comme les droits découlant de la loi, les options de crédit, l'obtention de cartes d'identité et l'alphabétisation. Une attention particulière avait également été accordée aux "industries artisanales", activités pouvant être menées à l'intérieur ou aux alentours de la maison (poterie, vannerie, fabrication de fromage ou de yaourt). Après 2005, le programme des CE s'est diversifié encore davantage au niveau d'écoles destinées aux hommes pour inclure les problèmes et défis majeurs en milieu rural. Le projet est passé de la lutte intégrée axée sur l'agriculture pour se focaliser sur l'information et les activités de sensibilisation. Tournées vers le nouvel objectif, les activités devaient également être adaptées.

Le réseautage a constitué un élément essentiel de l'approche des CE: la collaboration avec des OG et des ONG concernant divers thèmes a été mise en relief. L'établissement de réseaux avec les groupes d'intérêts locaux a permis de renforcer le sentiment qu'il s'agissait de "leur" projet et non d'une initiative extérieure. Du point de vue culturel, il était également très important que les familles sachent qu'elles pouvaient confier leurs femmes et leurs filles à nos écoles.

Le projet a exploré un certain nombre d'options pour soutenir l'approche, intégrer et promouvoir les associations d'agriculteurs. Le personnel avait reçu une bonne formation en matière de collecte, de traitement et de partage d'informations relatives aux communautés rurales, grâce aux moyens numériques modernes. Ayant consacré beaucoup de temps aux thèmes non agricoles, deux questions spéciales sont devenues des volets importants du projet, à savoir la sensibilisation à l'environnement et les questions de genre.

Sensibilisation à l'environnement et questions de genre

Nous avons dû étudier le fait que les agriculteurs investissent un matin par semaine pendant toute une année dans les CE et qu'ils ne le font que si cet investissement produit un gain direct. Autrement dit, vous pouvez traiter un certain nombre de questions sans bien-fondé économique direct, mais ne jamais perdre de vue certaines questions économiques. Sinon, le pourcentage de fréquentation en souffrirait de manière certaine. C'était particulièrement important pour ce qui nous concerne dans la mesure où nous avons catégoriquement refusé de payer un perdiem, comme cela se fait dans beaucoup d'autres projets.

Concernant la sensibilisation à l'environnement, l'accent est progressivement passé des campagnes générales comme celles sur les dangers des produits chimiques agricoles, à une approche beaucoup plus élargie comprenant des thèmes comme l'enlèvement des déchets solides, la protection de la nature et les aspects nocifs du tabac. Parallèlement, l'accent est passé de la phase de sensibilisation à des campagnes pragmatiques telles que la mise en place de systèmes de collecte d'ordure durables. Ces projets ont été mis en oeuvre en étroite collaboration avec les unités locales et des ONG.

Une approche de style campagne a été également utilisée pour d'autres thèmes comme les enfants de la rue, le travail des enfants et la grippe aviaire, ou même (depuis 2007) contre les pratiques de mutilation génitale des femmes. Ces thèmes ont souvent été associés à des activités traditionnelles des CE. En bref, celles-ci visaient à améliorer le niveau de vie et le statut des agricultrices, en garantissant un rôle plus important aux femmes de la société rurale. La santé constituait un point essentiel du

programme des CE, particulièrement dans ceux des femmes qui développent des thèmes tels que la santé reproductive, la planification familiale ou les maladies sexuellement transmissibles. Le rapport entre la santé et l'environnement a constitué un autre thème. Nos campagnes en faveur de l'environnement visaient les écoliers qui ne participaient pas aux CE, dans le but d'atteindre ainsi un grand nombre de personnes en peu de temps.

La promotion de hauts niveaux d'alphabétisation a été l'un des volets les plus réussis du programme. En collaboration avec les autorités nationales pour l'éradication de l'analphabétisme, nous avons développé l'option d'introduire des cours d'alphabétisation dans les CE. Sur les 2037 CE mis en œuvre, 333 avaient introduit un cours d'alphabétisation avec un programme séparé et un alphabétiseur. Un certain nombre d'animateurs agricoles ont été formés pour devenir des alphabétiseurs. Les cours d'alphabétisation ont adopté l'approche «Concentrated Language Encounter» [Approche CLE] qui allie les cours d'alphabétisation à l'acquisition de connaissances pratiques de telle sorte que la lecture et l'écriture ne sont pas considérées séparément des réalités et priorités de la vie. L'Autorité nationale était si enthousiasmée par cette approche des cours d'alphabétisation qu'elle a décidé de l'utiliser dans d'autres gouvernorats d'Égypte.

Des résultats concrets

L'approche des CE et la collaboration avec les institutions ont donné les résultats suivants :

- Onze mille sept cents (11 700) agricultrices ont participé directement au programme des CE, ce qui a entraîné le renforcement des capacités en matière de résolution de problèmes et de prise de décisions et accru le réseautage, favorisant ainsi une meilleure compréhension entre les agriculteurs et des niveaux d'innovation élevés ;
- Deux mille cinq cent cinq (2505) agricultrices ont obtenu une carte/numéro national d'identité ;
- Six mille sept cents (6700) agricultrices du CE ont participé aux cours d'alphabétisation ;
- Une plus grande sensibilisation en matière de santé, surtout de santé génésique ;
- Une plus grande sensibilisation à l'environnement ; et
- Une production accrue d'objets d'art locaux comme source supplémentaire de revenu familial.

Le résultat le plus intéressant est peut-être la grande importance accordée actuellement aux agricultrices des CE au sein de leurs familles et de leurs communautés. Nous les avons souvent entendues dire : "mon mari tient à présent compte de mon point de vue sur l'agriculture et d'autres questions". Nous pouvons donc sans aucun doute en conclure que les femmes et les jeunes

filles sont plus actives et qu'elles jouent différents rôles. Les visiteurs (notamment les ministres du gouvernement) ont été impressionnés de constater combien les femmes du CE sont devenues prolixes. Un groupe comme celui des jeunes femmes célibataires, qui se contentaient souvent de rester à la maison, est devenu actif et participe en tant qu'alphabétisatrices ou animatrices et s'investissent dans les ONG et petits projets.

Une réaction partagée à la fin de l'année scolaire a été la volonté des participants de poursuivre leurs activités. Par ailleurs, les hameaux qui n'étaient pas encore couverts ont fait clairement savoir que c'était maintenant "leur tour". Malheureusement, l'ambassade des Pays-Bas a supprimé progressivement les activités agricoles, le projet tire donc à sa fin. Cependant, l'ambassade a tellement été impressionnée par les résultats du projet des CE qu'elle a approuvé un travail de suivi qui va encore insister davantage sur les questions de genre et sur le développement des communautés rurales en général. Ayant commencé plus tôt cette année "il ne s'agit pas d'un projet agricole mais d'un projet pour les agriculteurs".

Hans Feijen. Team leader. Piet Heinlaan 5, 2341 SG Oegstgeest, the Netherlands.
E-mail : hansfeijen19@yahoo.co.uk

Mme Naglaa Houssein, animateur agricole et alphabétiseur

Mme Naglaa a été choisie comme animateur agricole en raison de ses titres universitaires et de son dynamisme. Par la discussion, elle essaie de créer un esprit de collaboration entre les agricultrices, lesquelles lui font totale confiance. Elle a commencé à jouer le rôle d'animateur agricole sous la supervision d'un animateur. Elle a également été choisie pour recevoir une formation d'alphabétiseur. Naglaa déclare : "l'analphabétisme se développe dans mon village. Pour pouvoir aider, j'ai participé à un cours de 12 jours où nous avons étudié la grammaire arabe et l'arithmétique. Il y avait d'autres matières comme les techniques de communication et la prise en charge des apprenants adultes. Mon cours d'alphabétisation avait lieu quatre jours par semaine de 14h30 à 17 h. Sur la base des thèmes

abordés dans le CE, je discute avec les participants de questions comme la pollution alimentaire, le régime équilibré et les questions touchant les femmes.

"J'accepte les critiques sans me fâcher et je mène les débats, permettant à toutes les voix de se faire entendre. J'ai beaucoup profité des cours, non seulement dans mon travail, mais aussi dans ma vie privée. Je respecte les autres points de vue et me sert de mes compétences pour convaincre les autres. Par ailleurs, j'ai remarqué que pour ce qui concerne le niveau d'alphabétisation, les garçons traînent à présent derrière les filles. En conséquence j'ai décidé, à la fin de mes cours actuels, d'en ouvrir un pour les garçons. Ensuite, je voudrais être un superviseur pour aider les stagiaires femmes."

**Visitez
la page web
de AGRIDAPE
<http://agridape.leisa.info>**

Les jardins potagers sont à la portée des personnes marginalisées

Rojee Suwal, Bimal Raj Regmi, Bhuwon Sthapit et Arjina Shrestha

Au Népal, les projets de développement sont souvent axés sur les questions de politique telles que les approches fondées sur les droits, accordant moins d'importance aux moyens de subsistance. L'impact d'une telle approche sur les pauvres n'est souvent pas visible tout de suite. Cet article décrit comment une ONG aide les ménages ruraux à se lancer dans le jardinage à domicile et à briser la dépendance vis-à-vis des propriétaires terriens locaux ou des marchés éloignés.

Le jardinage domestique constitue une alternative en matière de moyens de subsistance pour les groupes vulnérables. Sur les parcelles de terre autour des maisons, les gens peuvent faire pousser une grande variété de légumes, de fruits, de fourrage et de plantes médicinales, mais également élever du bétail, de la volaille, développer de petits étangs à poissons et faire de l'apiculture. On peut même expérimenter la domestication des espèces locales rares et s'échanger des semences et du matériel de plantation. La taille varie entre 20 et 500 mètres carrés. Le bétail local constitue la principale source d'engrais organique, et la main d'œuvre familiale est suffisante pour le système de production d'un jardin potager. Près des trois-quarts des personnes pauvres et des ménages exclus ont accès à des parcelles pour le jardinage domestique. Ils peuvent y produire de la nourriture et se libérer ainsi de la dépendance vis-à-vis des propriétaires terriens ou des marchés locaux. Un peu de main d'œuvre et un appui technique ont suffi pour transformer une femme consommatrice en fournisseuse : « Avant, je tendais ces mains pour recevoir les légumes des autres. Aujourd'hui je les tends pour en donner. »

Cibler les groupes exclus

Une fois que les gens en perçoivent l'opportunité, ils sont partants pour développer un bon jardin potager. En 2002, les ONG népalaises (telles que LI-BIRD - Initiatives locales pour la recherche et le développement de la biodiversité), ainsi que Bioversity International, le gouvernement népalais et la Coopération suisse ont entamé des recherches sur la place des jardins potagers dans les moyens de subsistance en milieu rural. Elles ont étudié les groupes exclus et le mode d'exclusion. Il peut s'agir par exemple des femmes, des personnes ne parlant pas le sanscrit, des non-hindous et des basses castes ou intouchables (Dalits). Ils n'ont pas suffisamment accès à la production ou manquent d'assurance. Les femmes, par exemple, ne peuvent pas quitter la maison en raison des tâches liées à la

prise en charge des enfants ou des malades. Elles sont donc peu enclines à participer aux initiatives de développement. Un autre fait qui complique davantage la situation est que tous les Dalits d'une communauté ne sont pas économiquement pauvres, mais ils ne sont pas considérés comme des membres importants de la communauté locale et ne peuvent bénéficier des initiatives de développement.

Durant la phase initiale de la recherche-action, il était difficile d'impliquer des personnes qui ne participent pas généralement aux initiatives de développement. Le projet a donc mis au point une approche « porte-à-porte », dans laquelle les membres du groupe du projet visitent les ménages et leurs jardins potagers et plantent différentes espèces de légumes.

Groupes de femmes et groupes mixtes

Le programme a formé des groupes autour du jardinage domestique. Certains étaient composés uniquement de femmes. Dans certains ménages, les hommes émigrent pendant de longues périodes. Etant donné que ce sont eux qui se chargent le plus souvent de la vente des cultures commerciales, ils gèrent les revenus obtenus. Les femmes gèrent souvent leur propre revenu tiré du jardin potager.

Les groupes d'agriculteurs mixtes stimulent l'apprentissage mutuel et le partage des connaissances et expériences. Les programmes et normes des groupes sont conçus pour assister le processus d'inclusion sociale : des réunions sont organisées à des moments opportuns, et les membres de groupes pauvres bénéficient de matériaux de culture subventionnés pour le jardinage domestique. La mise en place d'un fonds en faveur des pauvres renforce leur confiance : ils savent à partir de là qu'ils pourront également bénéficier d'activités rémunératrices. L'élite de la communauté fait office de banques de connaissances et de semences pour les autres. Les leçons particulières qu'elle fournit sont d'une importance stratégique. Sans elles, les castes supérieures exercent une discrimination à l'encontre des castes inférieures. Ainsi, au niveau communautaire, les jardins potagers deviennent un élément important pour le renforcement des relations sociales.

Le jardinage domestique seul ne suffit pas

Les groupes vulnérables manquent généralement de terres pour développer les cultures vivrières, mais bon nombre d'entre



Photo: Rojee Suwal

Les femmes allient soins aux enfants et exploitation de petites parcelles non loin de la maison, afin de gagner leur propre revenu

Gagner notre propre pain

Sumitra Nepali est une veuve vivant dans le village de Hardineta à Gulmi. Elle a une fille et deux fils. Avant le projet, Sumitra recevait un revenu irrégulier en travaillant sur la terre des autres et ses fils lui envoyaient également un peu d'argent. La famille possède un petit lopin de terre aux alentours du domicile (250 m²), resté inexploité pendant presque toute l'année. Pour Sumitra, le repas du soir est devenu occasionnel. Après le projet, Sumitra est devenue une femme propriétaire d'une pépinière dans son village. Bon nombre d'agriculteurs lui rendent visite maintenant pour apprendre la technique de la culture des légumes en pépinière. Elle utilise plusieurs cultures, notamment : noix d'arec, goyave, choux-fleur, tomate, radis, carotte, haricots hiver, ail et fenouil. Elle a gagné 6000 Rs (environ 60€) en une saison grâce à la pépinière et à la commercialisation des légumes.

eux ont accès à de petites parcelles qu'ils peuvent entièrement exploiter. Le jardinage domestique peut être un moyen pour atteindre les personnes exclues, mais il ne peut pas résoudre tous leurs problèmes. Des moyens plus structurels tels que les approches axées sur les droits sont nécessaires pour compléter les interventions plus directes.

Rojee Suwal, Bimal Raj Regmi et Arjina Shrestha. Local Initiatives for Biodiversity Research and Development, LI-BIRD. P.O. Box 324, Gairhapatan, Pokhara Kaski, Nepal. E-mail : rsuwal@libird.org ; <http://www.libird.org>

Bhuwon Sthapit. Diversity for Livelihoods Programme, Bioversity International. 3/10 Dharmashila Buddha Marg, Nadipur Patan, Pokhara-3, Nepal. E-mail : b.sthapit@cgiar.org

Une semaine au Cameroun

Safietou SALL

Lundi 8h30. Dans le hall de mon hôtel, j'attends Léopold Ewane, venu à Douala exprès pour me rencontrer. Il fait partie des quelque 300 abonnés de AGRIDAPE au Cameroun.

Après le Burkina Faso, le Niger et le Bénin en 2007, le Cameroun est le quatrième pays où se rend l'équipe d'AGRIDAPE pour rencontrer ses abonnés. L'idée est de discuter avec eux de leurs attentes par rapport au magazine et surtout de les aider à s'organiser autour d'un réseau sur l'agriculture durable.

Des rencontres intéressantes....

Léopold habite Konsamba à environ 150 km de Douala, capitale économique du Cameroun. Il est abonné à AGRIDAPE depuis le début c'est-à-dire en 2003. Après avoir longtemps travaillé dans les services décentralisés de l'Etat en tant que délégué départemental de l'agriculture, il a pris sa retraite depuis 12 ans. Il s'occupe maintenant de son exploitation agricole. Le magazine lui a beaucoup apporté, il a d'ailleurs tenté avec succès certaines expériences qui y sont relatées.

« Pour un parent, voir son enfant devenir agriculteur signifie qu'il n'a pas réussi dans la vie » nous dit-il. Selon lui, le réseau AGRIDAPE, une fois mis en place « doit aider à changer cette image, en montrant que l'agriculture peut être une bonne opportunité. » Aussi, faudrait-il que ce réseau soit le point de ralliement de toutes les organisations qui s'activent dans le domaine de l'agriculture durable.

Après cette première rencontre, beaucoup d'autres ont suivi à Douala et à Yaoundé,

capitale politique du Cameroun. Les abonnés se sont montrés très enthousiastes et certains n'ont pas hésité à parcourir 300 km pour venir discuter avec moi.

Ces rendez-vous ont été l'occasion pour eux de poser beaucoup de questions. Leur intérêt pour le magazine se manifeste à travers beaucoup de facettes. Certains lecteurs se sont étonnés du fait que nous arrivions à obtenir des articles de toutes les régions du monde alors que nous sommes basés au Sénégal.

D'autres par contre en ont profité pour faire un véritable lobbying pour que les informations contenues dans AGRIDAPE soient transmises aux paysans afin de leur éviter bien des catastrophes. Ainsi, ils racontent qu'à une certaine époque beaucoup d'agriculteurs utilisaient des pesticides. Ces pesticides ont fortement appauvri le sol et nombre d'entre eux sont morts à cause de l'utilisation de produits parfois très toxiques, ce qui aurait pu être évité s'ils étaient suffisamment informés.

Les prémices d'un réseau....

Quelques jours avant mon départ, Georges Kouna, un jeune agronome, fondateur d'une association dénommée Fondation Georgeslemaraicher a pris contact avec moi. Abonné depuis 2003, il m'a fait part de son idée de monter un comité des lecteurs d'AGRIDAPE au Cameroun. Sa structure organise souvent des séances de lecture sur certains articles du magazine. Le réseau AGRIDAPE est donc déjà en marche. Georges m'a accompagnée durant toutes les rencontres que j'ai faites. Cela lui a permis de faire connaissance avec des techniciens agricoles, des agents de

développement, des présidents de GIC (groupement d'intérêt communautaire), etc. Ils veulent que toutes les structures intègrent le réseau et mettent en place rapidement des activités pour échanger leurs expériences. Ceux qui avaient déjà reçu le manuel sur la capitalisation des expériences veulent justement en faire le point d'entrée. Car les pratiques agricoles innovantes sont légion au Cameroun, il y a urgence de les documenter pour une diffusion à grande échelle. Les lecteurs veulent organiser rapidement la réunion de lancement du réseau. Nous avons convenu de l'organiser avant la fin du mois de décembre. Georges Kouna est de toute évidence le point focal provisoire de ce réseau. Il a été chargé par les lecteurs de continuer les prises de contact et d'informer tout le monde sur l'avancée de cette dynamique

A suivre...

De belles opportunités se sont ouvertes pour AGRIDAPE au Cameroun, au-delà de l'enthousiasme suscité par notre visite. En effet nous avons rencontré Marie Martine Yobol ; la gestionnaire du système d'information et de Communication Agricole d'Afrique Centrale du SAILD (Service d'Appui aux Initiatives Locales). Ce système vient en aide aux agriculteurs en leur faisant accéder à l'information à travers de la documentation, un centre d'appel où ils peuvent poser leurs questions ainsi que des rencontres thématiques.

Nous avons décidé de collaborer ensemble pour renforcer ces informations. En 2009 un atelier thématique sera organisé en collaboration avec le réseau AGRIDAPE.

32

Quelques données sur le Cameroun

Situé au fond du golfe de Guinée, le Cameroun est à la charnière du continent africain, entre l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale. Il est limité à l'Ouest par le Nigeria, au Nord et à l'Est par le Tchad et la Centrafrique, au Sud par le Congo, le Gabon, et la Guinée Equatoriale. Il a une façade sur l'Atlantique de 280 km environ.

L'économie camerounaise repose essentiellement sur l'agriculture : elle fait vivre plus ou moins directement les ¾ de la population, représente environ 40% du PIB et fournit 70% des exportations en valeur.

Les paysans pratiquent généralement la polyculture vivrière associée sur des petites plantations. L'outillage est rudimentaire (machette, hache, houe, daba etc.). Une main d'œuvre essentiellement familiale cultive des superficies restreintes (1 à 2ha en moyenne). Cette production joue cependant un rôle économique prépondérant, car elle satisfait les besoins alimentaires du pays et fournit une grande partie des principaux produits d'exportation : cacao, café, coton, tabac.

Les exploitations capitalistes localisées dans les zones les plus favorables, emploient un outillage et des méthodes modernes.

Les moins importantes appartiennent à des particuliers ou à des sociétés privées et produisent surtout du café, du palmier à huile, de la banane ou se consacrent aux cultures vivrières pour les marchés urbains. Les plus vastes appartenant aux grandes compagnies privées européennes ou aux sociétés parapubliques sont des complexes agro-industriels exploitant souvent plusieurs milliers d'hectares.

Source : <http://www.monayah.com/economie/Agriculture.htm>

Salariés agricoles : les plus pauvres d'entre les pauvres

http://www.ilo.org/global/About_the_ilo/Media_and_public_information/Press_releases/lang-fr/WCMS_008113/index.htm

Dans ce communiqué de presse daté de 1996, le BIT nous informe que les salariés agricoles sont les travailleurs les plus pauvres du monde. Ces ouvriers perçoivent des salaires qui les classent parmi les plus pauvres d'entre les pauvres des zones rurales, ne leur apportant même pas le minimum vital. Ils sont plus de 450 millions pour une forme de « salaire » qui représente 40% de la force de travail agricole mondiale. Les femmes occupent maintenant 20-30 % des postes de travail agricoles rémunérés, bien que leur emploi soit souvent de nature ponctuelle ou saisonnière et, par conséquent, considérablement difficile à mesurer.

Les jeunes, bâtisseurs de l'agriculture de demain

<http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/GdS38.pdf>

Dans ce numéro, Grain de sel a cherché à poser la question de la motivation des jeunes agriculteurs. Face à l'enjeu d'une meilleure prise en compte des futurs agriculteurs, condition de la réussite des transitions vers des agricultures jouant pleinement leur rôle dans le développement de l'Afrique subsaharienne. L'activité des cinq cent millions de ruraux de l'Afrique subsaharienne dépend encore de système de productions agrosylvopastorales aux devenir incertains. Un des facteurs majeurs des évolutions des campagnes africaines sera la façon dont les jeunes africains considéreront le métier d'agriculteur. Les migrations, nombreuses, de jeunes ruraux vers les villes ou vers l'étranger — avec les risques pris par certains sur des pirogues ou dans la traversée du désert — et les recrutements d'enfants soldats par des chefs de guerre, conduisent à s'interroger sur les malaises dans les campagnes africaines, au sein de nombreuses familles paysannes, entre les générations, entre éleveurs et cultivateurs, etc.

Migration et féminisation de l'agriculture dans le nord de la Côte d'Ivoire

http://www.biw.kuleuven.be/ae/clo/idessa_files/Bassett1991.pdf

Ce lien présente les études récentes concernant les femmes et le développement rural dans le Tiers-Monde. Elles mettent en évidence la détérioration de leur statut dans les régions où il existe une forte émigration de la main-d'œuvre et une culture commerciale importante. Dans les réserves de main-d'œuvre au sud du Sahara, on constate une marginalisation évidente des femmes submergées par les responsabilités ménagères de production et de reproduction (Bell 1986: 168-201 ; Wisner 1980 ; Savane 1986). Dans les régions de cultures de rapport, le statut socio-économique des femmes s'est aggravé, étant donné que les hommes monopolisent le contrôle de l'accès aux ressources de production et qu'ils exigent de plus en plus qu'elles leur consacrent leurs heures de travail (Carney 1988 ; Kumar 1987 ; Mackenzie 1989). La concentration de ces études sur l'impact du développement régional inégal et des nouvelles technologies sur le statut des femmes souligne l'importance de l'examen de la division du travail d'après les sexes et les modèles d'accès aux ressources de production au niveau des ménages pour comprendre les divers chemins que la transformation agraire est en train de prendre en Afrique aujourd'hui.

Micro-Assurance Agricole, La sécurité en prime

http://spore.cta.int/index.php?option=com_content&task=view&lang=fr&id=617&id_publication=10

L'assurance agricole aide à amortir les risques, mais les polices classiques sont souvent trop chères pour les petits agriculteurs. Divers mécanismes sont actuellement à l'étude pour faciliter leur accès à ce mode de gestion du risque.

Entreprise agricole, un investissement qui profite à tous

http://spore.cta.int/index.php?option=com_content&task=view&lang=fr&id=670&id_publication=10

Le secteur privé a un rôle capital à jouer dans le développement, y compris dans l'agriculture. Il peut être le moteur de l'amélioration des conditions de vie, mais attend des pouvoirs publics un appui plus concret que de simples paroles valorisantes.

La problématique de la sociabilité et de l'inclusion sociale vue du Sénégal

<http://www.rinoceros.org/spip.php?article503>

Cet article reprend l'intervention de Sidiki Daff lors des 2^e Journées Internationales de Participation Citoyenne dans les Communes (Palais des congrès de Cordoue, 21/03). Il relate une expérience participative, s'appuyant sur l'expérience de Porto Alegre et sur les principes énoncés par la Charte Africaine du partenariat. Ce processus de participation citoyenne et d'inclusion sociale, initié par le CERPAC, a été mené avec une commune de Guédiawaye, banlieue de Dakar.

Dynamiques foncières dans l'Ouest du Burkina : de l'inclusion l'exclusion, un processus de réactivation identitaire

http://www.mpl.ird.fr/colloque_foncier/Communications/PDF/Zonou.pdf

L'Ouest du Burkina Faso présente des caractéristiques agro-écologiques et climatiques favorables à l'agriculture. Ces caractéristiques jointes au fait que pendant longtemps cette région a été faiblement peuplée et que par conséquent il y avait beaucoup de terres cultivables disponibles ont favorisé l'existence d'un front pionnier agricole suite à l'arrivée massive des migrants. Cette arrivée conjuguée avec l'expansion considérable de la culture du coton depuis 1970 a entraîné une profonde mutation des identités sociales et territoriales. Ces mouvements de population se sont développés progressivement de façon interrégionale, du nord vers le sud, mais aussi à l'intérieur même de la région.

Coalition internationale pour l'accès à la terre

www.landcoalition.org

Alliance mondiale entre la société civile et les organisations intergouvernementales, LandCoalition entend promouvoir l'accès équitable à la terre et les droits fonciers des pauvres, femmes et hommes, par le biais d'activités de sensibilisation, de concertation et de renforcement des capacités. En effet, garantir l'accès équitable à la terre et les droits fonciers permet de réduire la pauvreté et de promouvoir l'identité, la dignité et l'intégration.

La femme africaine bénéficie-t-elle au XXI^e siècle des technologies agricoles économisant du travail ?

<http://www.awid.org/fre/Enjeux-et-Analyses/Library/La-femme-africaine-beneficie-t-elle-au-XXIe-siecle-des-technologies-agricoles-economisant-du-travail>

Peu reluisante, la situation de la femme rurale africaine semble parfois...inexistante. Peu impliquées dans les programmes de vulgarisation, et pratiquement pas consultés lorsqu'il s'agit de recherche agricole, les femmes sont mises à l'écart. Cela fait que leur travail de la terre est alors moins visible que celui des hommes, impliquant par ce fait une discrimination qui les expose à la précarité et la pauvreté.

Organisations paysannes, Rapport sur la réunion du Forum Paysan

http://www.ifad.org/farmer/2006/report_f.pdf

Le Forum Paysan a tenu en 2006, à l'issue de consultations nationales et régionales, sa première réunion bisannuelle. Il a rassemblé plus de 50 dirigeants représentant des millions de petits exploitants et producteurs ruraux des 4 continents. Des discussions thématiques ont eu lieu sur l'accès des pauvres à la terre et sécurité foncière, le renforcement des capacités des institutions rurales locales et l'intégration des marchés régionaux et l'agriculture familiale. (52 p.)

Les entreprises rurales

FAO, Agriculture et développement rural durable (ADR), 2007

[ftp://ftp.fao.org/SD/SDA/SDAR/sard/SARD%20RuralEnt%20-%20french%20\(electronic%20version\).pdf](ftp://ftp.fao.org/SD/SDA/SDAR/sard/SARD%20RuralEnt%20-%20french%20(electronic%20version).pdf)

Un document très synthétique sur les entreprises rurales dans les pays en développement. On y apprend par exemple que les revenus non-agricoles représentent 40 à 45% des revenus des ménages ruraux en Afrique et 32% en Asie, ou encore que entre la moitié et les trois-quarts des personnes qui augmentent leurs revenus en travaillant dans des petites ou des très petites entreprises sont des femmes. Les principaux points de la problématique du développement de ce secteur sont abordés.

Vendre et promouvoir ses produits - Démarches et outils pour les petites entreprises agroalimentaires

http://www.hubrural.org/pdf/broutin_vendre_promouvoir_ses_produits.pdf

Un document simple et compréhensible pour aborder les éléments-clés de la vente et de la promotion des produits fabriqués par les petites entreprises agroalimentaires. Les analyses et les conseils sont adaptés à la situation des (très) petites entreprises ou des groupements de transformateurs. A lire absolument avant de se lancer dans des stratégies de « marketing » ou de « plan d'affaires ». Doc pdf, 11 pages, 338 Ko

Valorisation des productions vivrières : place et rôle dans le développement économique des savanes d'Afrique centrale

http://www.john-libbey-eurotext.fr/fr/revues/agro_biotech/agr/e-docs/00/03/FE/E7/article.md?type=text.html

Cahiers d'études et de recherches francophones / Agriculture, Claire Cerdan, Robert Ndjouenkeu, Koumarou, Mbayhoudel, Volume 13, Numéro 1, 85-90, Janvier-Février 2004

Les activités de transformation des matières premières agricoles ont toujours été importantes dans les ménages africains et sont longtemps restées essentiellement familiales. La crise économique que connaissent les savanes d'Afrique centrale a favorisé l'émergence de nombreuses activités lucratives essentiellement gérées par les femmes. Afin de mieux cerner l'importance de ces activités, un inventaire en a été fait dans six villes de régions de savanes d'Afrique centrale du Cameroun et du Tchad. Il a permis d'évaluer l'importance de ce secteur agroalimentaire dans le développement économique des savanes d'Afrique centrale et dans l'approvisionnement des villes. Près de 20 000 entreprises ont été ainsi recensées. Ces unités se situent aux différents échelons de la filière, depuis la production jusqu'aux activités de distribution finale et valorisent de nombreux produits locaux.

Etude sur les activités génératrices de revenus ruraux

FAO, 2006-2007

http://www.fao.org/es/ESA/riga/index_fr.htm

Le projet RIGA sur les activités génératrices de revenus ruraux, a pour but de créer une base de données détaillées pour révéler l'origine des revenus ruraux sur la base d'enquêtes auprès de ménages représentatifs. L'objectif premier consiste à utiliser des analyses par pays et des témoignages inter-pays sur les activités créatrices de revenus ruraux dans le but d'aider à réduire la faim et la pauvreté en milieu rural. L'étude montre ainsi que les ménages ruraux tirent une grande part de leurs revenus d'activités rurales non agricoles, souvent plus lucratives, part qui varie selon les régions et pays. « C'est la première fois que sont analysées en détail les sources de revenus agricoles et non agricoles, essentiellement grâce au vaste volume de données sur les ménages qui a été ventilé avec soin. » Sur le site du projet, outre la présentation en français, la section « publications » propose les premiers résultats de ces recherches... en anglais. A voir aussi l'article de présentation de l'étude (janvier 2006).

BIBLIOGRAPHIE

La parité hommes-femmes et l'accès à la terre

FAO Études sur les régimes fonciers n°4, janvier 2003, Env. 48p. 15x21 Broché



Le présent guide a été rédigé pour aider les organisations non gouvernementales qui cherchent à promouvoir un accès à la terre plus équitable pour les hommes et les femmes des communautés rurales. La terre est importante sur les plans culturel, religieux et juridique et assure la nourriture, le logement et les activités économiques. Dans la plupart des sociétés, l'accès à la terre favorise certains individus au détriment d'autres, les femmes constituent l'un de ces groupes défavorisés quant au nombre et à la sécurité des droits fonciers. Le guide décrit des stratégies permettant d'assurer que la parité hommes-femmes et l'accès à la terre soient pris en compte comme il convient dans les projets fonciers, tels la réforme agraire ou l'attribution et l'enregistrement des titres fonciers.

Agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar

Édité par : Bart Minten, Jean-Claude Randrianarisoa, and Lalaina Randrianarison



Ce livre est téléchargeable sur Internet à l'adresse : <http://www.ilo.cornell.edu/ilo/bookfr.html>

Depuis le début de l'année 2000, Cornell University a collaboré avec le FOFIFA (Centre National de la Recherche Appliquée au Développement Rural) et l'INSTAT (Institut National de la Statistique) dans le cadre d'une recherche concernant les liens entre la pauvreté rurale et l'agriculture et ce que les politiques économiques pourraient faire afin d'améliorer la situation. La recherche s'est basée sur des données primaires qui ont été collectées par le projet. Le livre «agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar» est une collecte des synthèses des études basées sur ces données uniques.

Accorder l'accès à la terre

Cridev, Pekea, Frères des Hommes, septembre 2007, 126 pages. Un CD-Rom accompagne l'ouvrage. Ce CD regroupe des textes du livre dans leur intégralité originale et d'autres inédits

Près d'un milliard de ruraux vivent aujourd'hui dans le monde sans pouvoir se nourrir correctement du fait de la difficulté, voire l'impossibilité, d'accéder à la terre. Posséder une parcelle de terre, c'est disposer d'une source de richesse. Les activités liées à la terre sont à la base même des moyens de subsistance, d'emplois, de revenus et de gestion durable de l'environnement. Le contrôle de la terre est donc un enjeu politique et économique majeur et ce dans toutes les régions du globe. Du Brésil à l'Indonésie, en passant par le Zimbabwe, cet ouvrage vise à faire un point sur la situation de l'accès à la terre dans le monde et à exposer les enjeux politiques, économiques et sociaux de ces luttes.

Pression foncière et nouvelles normes d'accès à la terre : vers une déféminisation de l'agriculture au sud du Niger ?

DOKA, Marthe; MONIMART, Marie - programme zones arides, n°128, 2004/03, 18 p. www.iied.org

Au Sud-Niger, faisant suite à des déséquilibres écologiques ainsi qu'à un fort accroissement démographique, un déséquilibre s'est fait jour dans l'accès et le partage des ressources naturelles. Des changements dans les responsabilités alimentaires intra-ménages assurées majoritairement par les femmes sont alors apparus. On assiste à un mécanisme

d'exclusion des femmes de la propriété foncière, phénomène renforcé par des pratiques relatives à la religion musulmane. En dehors des activités agricoles, quelles perspectives leur reste-t-il pour garantir leurs moyens d'existence ?

Désintensification de l'agriculture

Questions et débats, Coordination éditoriale de Daniel Barrès, Collection Les Dossiers de l'Environnement, Inra, ISBN-10 2-7380-1150-0, janvier 2003

La désintensification de l'agriculture est le thème du premier séminaire INRA/Confédération paysanne, dans le cadre de la convention qui lie ces deux partenaires (26 et 27 novembre 2002, Paris). Ce thème a permis à des chercheurs et des agriculteurs de confronter leurs analyses sur l'évolution des techniques de culture ou d'élevage, sur l'utilisation des facteurs de production, sur la valorisation des produits, sur le niveau d'emploi dans le secteur et sur la viabilité des exploitations de petite taille économique. Des questions à la fois pertinentes au plan scientifique et au cœur du débat social sur l'évolution de l'agriculture.

Accompagner des groupes vers l'agriculture durable

EDUCAGRI, 224 p, ISBN : 9782844442574, 2003



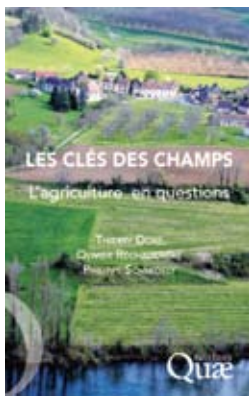
Cet ouvrage collectif présente tout d'abord le guide de suivi-évaluation élaboré à l'occasion de l'action TREFLE, pilotée par la Bergerie nationale de Rambouillet dans le cadre du «Programme national agriculture durable 1999-2002» de la DGER. La formalisation des principales étapes de l'accompagnement vers l'agriculture durable doit faciliter sa mise en oeuvre à tous niveaux (conception, déroulement, évaluation). Quatre expériences sont présentées : CTE collectif, aménagement

BIBLIOGRAPHIE

cynégétique d'une commune, équilibre ville-campagne, réseau agriculture durable. La troisième partie présente des outils concrets.

Les clés des champs L'agriculture en questions

Thierry Doré, Olivier Réchauchère, Philippe Schmidely, Quae, ISBN-13 978-27592-0163-1 septembre 2008



Agriculture biologique, sécurité alimentaire mondiale, OGM, qualité des aliments, pollutions, agrocarburants... Les évolutions de l'agriculture et les enjeux auxquels elle doit répondre donnent matière à de nombreuses interrogations. Le Grenelle de l'Environnement en France, ou les émeutes de la faim qu'a suscitées la hausse brutale du prix des produits agricoles dans le monde ces dernières années, sont deux événements parmi d'autres qui ont remis les questions agricoles au premier plan des préoccupations de la société. Pour ceux qui ne sont pas spécialistes du domaine, il est cependant difficile de s'y retrouver dans la multitude des points de vue, parfois contradictoires, qui sont exprimés. Cet ouvrage aidera chacun à se construire ses propres avis, sur la base des connaissances actuellement disponibles.

Séminaire régional sur les dynamiques d'économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest et du Nord, Economie sociale, développement local, cohésion sociale Ouagadougou, 2 au 4 mai 2006

Les actes de ce séminaire sont téléchargeables à : www.polesud.ulg.ac.be/site_grap/PDFs/actes-ouaga-v-finale.pdf

Dans le cadre du «Séminaire régional sur les dynamiques d'économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest et du Nord», organisé conjointement par le projet ECOSOC (Ministère de l'Agriculture-CTB) et l'Université de Ouagadougou dans le cadre du projet FIRDES (CUD) en collaboration avec le GRAP-OSC (CUD), séminaire qui s'est tenu à Ouagadougou (Burkina Faso) du 2 au 4 mai 2006, trois principales thématiques ont été développées :

Thème 1 : Economie sociale, décentralisation, développement local

Thème 2 : Micro-finance et micro-assurance santé : un champ diversifié, de nouvelles problématiques ?

Thème 3 : Economie sociale et cohésion sociale.

Foncier, transformation de l'agriculture et conflits en Afrique de l'Ouest : enjeux régionaux soulevés par les cas de la Sierra Leone, du Liberia et de la Côte d'Ivoire

www.oecd.org/dataoecd/44/54/39496045.pdf

Cette étude identifie l'hypermobilité des jeunes ruraux démunis comme facteur commun des conflits armés survenus dans trois États voisins (Liberia, Sierra Leone et Côte d'Ivoire) de la région des forêts de Haute Guinée. L'hypermobilité peut se définir comme l'incapacité de s'établir et de bâtir des attaches professionnelles, familiales et sociales stables en milieu rural ou urbain. Sans être une cause suffisante d'explication des conflits armés, la disponibilité des jeunes hypermobiles pour le recrutement des milices, faute d'autres possibilités d'emploi, constitue un facteur majeur d'exacerbation des conflits armés dans ces trois pays. Supprimer le réservoir de recrues des milices par la mise en place de perspectives d'emplois mieux adaptées et plus intéressantes pour ces jeunes populations favoriserait la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest.

L'agriculture et les services agricoles sont le plus grand pourvoyeur de travail indépendant chez les jeunes faiblement qualifiés et peu formés. Cette étude se penche sur les raisons pour lesquelles l'emploi agricole n'est pas parvenu à créer la structure d'opportunités durables nécessaire aux jeunes populations hypermobiles des trois pays considérés.

Atelier régional sur l'agriculture et les nouvelles dynamiques urbaines en Afrique Centrale : « Sur le chemin de la paix: agriculture urbaine, gouvernance et inclusion sociale »

Les actes de cet atelier sont téléchargeables à <http://www.ruaf.org/files/Pages%20from%20RAPPORT%20FINAL%20BUKAVU%20SEPTEMBRE%202007-2.pdf>

Dans son dernier rapport sur l'insécurité alimentaire dans le monde, la FAO estimait que l'insécurité alimentaire, la faim et la mal-nutrition continuaient d'augmenter en Afrique Centrale. En même temps, la violence et sa conséquence, l'exode rural, se sont accompagnés au cours de l'année dernière d'une montée de la pauvreté urbaine, surtout de celle des femmes.

En réponse à ces tendances, de nombreuses villes et organisations de la région ont, depuis la moitié des années 90, encouragé le développement de programmes d'agriculture urbaine.



OPINION

La révolution verte en Afrique : un désastre en perspective

Un rapport récent de la Banque mondiale a fait des vagues autour du monde parce qu'il attribue la montée en flèche des prix des aliments à la production d'agrocarburants des États-Unis et de l'Europe, au commerce spéculatif et aux interdictions à l'exportation de vivres et conclut que ces facteurs ont provoqué une hausse de 70-75%.

Et pourtant, le rapport ne fait qu'égratigner la surface des véritables causes profondes de la crise alimentaire actuelle. Il faut une analyse d'une franchise bien plus brutale pour démanteler l'effondrement structurel qu'ont provoqué des politiques comme celle de la Révolution Verte, qui a transformé la nourriture sacrée en produits destinés à la spéculation et au marchandage. En effet, la multiplication des émeutes de la faim a été précipitée par la frustration et le mécontentement croissants de beaucoup de pauvres du monde face aux dommages collatéraux causés par les forces mondialisantes du capital. Ces mêmes forces sont maintenant exercées pour accélérer le développement agricole en Asie et en Amérique latine, et pour ressusciter le secteur agraire de l'Afrique. Autrement dit, ce sont les moteurs de la nouvelle révolution verte.

Lorsque les leaders du monde se sont réunis à la hâte dans la Conférence de haut niveau de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin de répondre à la crise alimentaire mondiale, ils ont accouché d'une déclaration lamentable qui prescrivait une fois de plus les habituelles solutions économiques et techniques, dont l'avancement de la nouvelle révolution verte de l'Afrique. Pendant la Conférence, les trois institutions des Nations unies basées à Rome, à savoir la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM), ont signé un protocole d'accord avec l'Alliance des fondations Rockefeller et Gates pour une révolution verte en Afrique, afin d'accélérer la mise en œuvre de cette initiative.

Le 12 septembre 2006, la fondation Rockefeller et la fondation Bill et Melinda Gates se sont associées dans l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Basée à Nairobi, au Kenya, l'AGRA a pour but d'aider des millions de petits agriculteurs à sortir de la pauvreté et de la famine en accroissant considérablement la productivité par l'application des technologies qui ont caractérisé la révolution verte. À cette fin, la Fondation Gates va investir 100 millions \$EU,



Photo: Awa Faly Ba

et la Fondation Rockefeller 50 millions, pendant les cinq prochaines années.

La propagation de la Révolution verte est fondée sur la tendance à considérer la pénurie d'aliments comme un manque de disponibilités alimentaires, alors qu'il s'agit d'un phénomène complexe et qu'il faut une approche bien plus holistique et qui tienne compte de nombreux facteurs pour comprendre pourquoi les gens n'ont pas assez de nourriture.

La nouvelle Révolution verte pour l'Afrique est une révolution de base scientifique qui vise à transformer une agriculture arriérée et peu performante en une agriculture qui réponde à des critères modernes.

L'AGRA s'est fixée un objectif ambitieux en ce qui concerne la sélection de variétés agricoles : en cinq ans, il faudra obtenir 100 nouvelles variétés de produits de base, tels que le maïs, le manioc, le sorgho et le millet. L'AGRA a été inscrite aux États-Unis comme organisation de bienfaisance et elle joue le rôle de principal organe administratif, chargé de fournir des avis en matière de politiques et de mobilisation de ressources, en particulier pour ce qui est du déboursement de la somme initiale de 150 millions \$ EU.

En juin 2007, l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a été nommé président de l'AGRA. On prévoit que l'une de ses fonctions principales sera de mettre à profit ses nombreux liens politiques, ses multiples contacts et toute son influence pour promouvoir l'adoption de mesures nationales, régionales et mondiales en faveur de l'AGRA et de ses programmes.

L'AGRA de Kofi Annan n'est rien d'autre que la façade philanthropique d'un vaste réseau d'entreprises de semences, de produits chimiques et d'engrais, et d'institutions qui

cherchent à industrialiser l'agriculture africaine. La forte campagne de l'AGRA pour une nouvelle Révolution verte vise à attirer les investissements privés, à engager les gouvernements et à convaincre les agriculteurs africains d'acheter des semences et des engrais nouveaux. L'AGRA est en train de préparer les chercheurs, les institutions et les agriculteurs africains à l'introduction des cultures OGM, non seulement le riz, le blé et le maïs mais aussi le manioc, le plantain et d'autres produits alimentaires africains. L'idéologie qui sous-tend l'AGRA dans son ensemble vise à frayer le chemin à l'industrialisation des cultures alimentaires africaines, pour que les grandes agro-industries puissent pénétrer dans les systèmes agricoles et les dominer.

La révolution verte menée par l'AGRA est une menace pour la richesse de l'agriculture traditionnelle africaine. Le contraste est frappant avec les nombreuses alternatives qui ont réussi en Afrique, l'agriculture biologique, l'agriculture durable, l'agroforesterie, le pastoralisme, la gestion intégrée des ravageurs, l'obtention de variétés par les agriculteurs, la gestion durable des bassins hydrologiques et bien d'autres approches agro écologiques. La Révolution verte conspire contre les systèmes alimentaires et contre la souveraineté alimentaire de l'Afrique : le droit des peuples à disposer d'aliments nourrissants et culturellement appropriés, produits par des méthodes écologiquement rationnelles et durables, et leur droit à définir leurs propres systèmes agro-alimentaires.

Résumé de l'article de **Mariam Mayet**, ACB - African Centre for Biosafety (Afrique du Sud)
<http://www.infosdelaplanete.org/4362/une-revolution-verte-pour-l-afrique-un-desastre-en-perspective.html>

La journée mondiale de l'alimentation 16 octobre 2008

La Journée mondiale de l'alimentation a offert l'occasion d'attirer l'attention sur les souffrances des 862 millions de personnes sous-alimentées que compte la planète. La plupart d'entre elles vivent en milieu rural où le secteur agricole constitue leur principale source de revenu.

Le thème de cette année, « **La Sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bio-énergies** » met en lumière les enjeux et les multiples implications de la crise alimentaire que le monde entier connaît.

Loin de n'être qu'une crise conjoncturelle, la situation actuelle est la conséquence d'une série de facteurs énergétiques, climatiques, et environnementaux. Il convient de citer l'augmentation des coûts de production résultant de la hausse des prix du pétrole, des baisses de production imputables aux conditions climatiques dans certains grands pays exportateurs et une forte poussée de la demande, y compris de matières de base destinées à la production de biocarburants.

Cet enchaînement étant le résultat des évolutions technologiques en matière d'agriculture et de leurs impacts discutables sur l'environnement, la sécurité alimentaire n'en devient que plus problématique.

Dans le monde entier, de nombreuses actions sont menées afin de marquer l'évènement. Oxfam a profité de cette journée pour organiser au Sénégal une réflexion sur l'impact de la hausse des prix en Afrique de l'Ouest et proposer des solutions de sortie de crise en partenariat avec des membres de la société civile, les autorités gouvernementales et des chercheurs. A ce titre, Oxfam a sorti un rapport intitulé : « Crise alimentaire : Que



Photo: Bara Gueye

faire ? » Ce rapport, qui est un diagnostic sans complaisance de cette crise dont les victimes se trouvent principalement dans les pays en voie de développement, formule dix actions que les pays en développement devront mener pour sortir de cette situation.

La forte hausse récente des prix des denrées alimentaires aurait dû profiter à des millions de personnes démunies qui tirent leurs moyens d'existence de l'agriculture. Cependant, les politiques peu judicieuses mises en œuvre depuis des décennies par les gouvernements des pays en développement dans des domaines tels que l'agriculture, le commerce et les marchés intérieurs (souvent promues par les Institutions financières internationales et appuyées par les pays donateurs) ont empêché les agriculteurs et les travailleurs ruraux

défavorisés de tirer profit de la hausse des prix des produits de base. En conséquence, la crise affecte tant les producteurs que les consommateurs peu fortunés, menaçant d'inverser dans de nombreux pays les progrès réalisés récemment dans l'éradication de la pauvreté. Pour aider les agriculteurs à sortir de la pauvreté tout en protégeant les consommateurs défavorisés, les gouvernements des pays en développement devraient, avec l'appui des donateurs, investir de nouveau dans l'agriculture à petite échelle et dans la protection sociale.

Une synthèse de ce rapport est disponible sur le site : www.oxfamfrance.org/pdf/rapport_oxfam_desprixadoubletranchant.pdf

37

Pour la création d'une plateforme des innovations au Bénin

« Les chercheurs cherchent mais ne trouvent jamais... ». C'est en ces termes que s'exprimait un producteur participant de l'atelier de « Concertation pluri-acteurs pour l'identification des domaines prioritaires d'innovation et de recherche agricole... » qui s'est tenu à Abomey-Calavi du 3 au 5 Novembre 2008. C'est pour finir avec cette assertion très courante chez les producteurs que les Enseignants et chercheurs de la Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université d'Abomey-Calavi (FSA/UAC) et ceux de l'Ecole Polytechnique d'Abomey-Calavi (EPAC) ont initié cette rencontre d'échange avec les utilisateurs des produits de recherche. La finalité est d'aboutir à la création d'un cadre de concertation périodique pluri-acteurs.

Plusieurs communications ont meublé cette rencontre. Même si les recommandations étaient plutôt pertinentes, les producteurs continuent de se plaindre, soit de la qualité des produits de recherche, soit de l'absence totale de la recherche dans tel ou tel domaine de plus ou moins grande préoccupation. Une des réponses probables aux interrogations des uns et des autres serait, a déclaré le Professeur Rock MONGBO de la FSA, « la création imminente de la Plateforme Nationale des Innovations dans le Secteur Agricole (PNISA) » dont il est le Président du comité préparatoire de l'Assemblée Générale Constitutive (AGC).

La PNISA, une opportunité pour les OP et les institutions du secteur agricole

Au-delà des activités purement scientifiques, la PNISA est un cadre de réflexion pluri-acteurs sur des sujets aussi variés que la régulation des marchés, la structuration et le fonctionnement des organisations, les cadres juridiques, le règlement des conflits etc. Le tout premier dossier à traiter par la PNISA dès sa création sera certainement l'élaboration du projet de loi d'orientation agricole et le plaidoyer pour son vote par l'Assemblée Nationale. En effet, une des tâches assignées aux groupes de travail était « l'identification des domaines prioritaires d'innovations matérielles, institutionnelles, sociales, organisationnelles, politiques, endogènes et exogènes et de recherche stratégique ».

Joachim SAIZONOU

Sénégal, naissance d'une fédération pour l'agriculture bio

Du 27 au 28 mars 2008, s'est tenue à Thiès, l'Assemblée générale constitutive de la Fédération Nationale des Agriculteurs Biologiques, en abrégé (FENAB).

La FENAB est une association apolitique, non confessionnelle et sans but lucratif. Elle est ouverte à toutes les organisations de producteurs et organisations d'appui qui s'activent pour le développement de l'agriculture biologique au Sénégal. La FENAB compte 18 organisations paysannes et 5 organisations d'appui. Elle s'est fixée un défi : la promotion et la restauration de l'agriculture biologique.

Depuis l'indépendance, la recherche agronomique conventionnelle s'est donnée pour objectif d'augmenter la productivité en intensifiant l'agriculture pour résorber les déficits alimentaires de notre pays. A l'application, cette option a montré ses limites. En effet, les résultats ainsi trouvés, n'étaient pas en concordance avec les aspirations et les moyens des paysans. Cet échec se justifie par une connaissance trop superficielle des structures paysannes et système de production, de leurs besoins et fonctionnement. Cela entraîne une inadéquation des propositions techniques faite aux paysans, ainsi qu'une faible participation des paysans à la définition de leurs voies de développement

Au Sénégal, les modes d'exploitation et les méthodes culturales s'appuyaient sur les «possibilités et les contraintes de l'environnement». En règle générale, les systèmes traditionnels de production agricole faisaient un usage responsable et durable des ressources naturelles (sols, végétation, lumière, eau, substances nutritives, biomasse, etc.) Ces systèmes agricoles endogènes correspondaient également aux capacités des paysans et s'adaptaient parfaitement aux normes et coutumes de consommation, aux relations hiérarchiques, à la structure du marché, etc. Les systèmes agricoles traditionnels avaient une certaine flexibilité et garantissaient dans la mesure du possible un environnement naturel et agricole sain, une sécurité alimentaire, ainsi qu'un bien-être relativement bon des populations rurales. Il existait toujours un équilibre entre l'exploitation agricole et la capacité de charge de l'environnement naturel (possibilités offertes et contraintes imposées).

L'agriculture biologique familiale durable est un système agricole qui met l'accent sur une gestion rationnelle des ressources naturelles (utilisation, conservation, renouvellement des sols, des eaux, des forêts, de la biomasse, des ressources

halieutiques et animales). Elle cherche à collaborer avec la nature, au lieu de la dominer. L'agriculture durable pousse à une forte intensification des systèmes agricoles, combinée à une forte diversification des productions végétales et animales.

La FENAB constitue donc un nouveau départ pour le développement de l'agriculture biologique au Sénégal. Autour d'elle, les organisations de producteurs et les organisations d'appui, vont travailler ensemble pour l'avènement d'un véritable développement de l'agriculture biologique comme base fondamentale de la sécurité et de la souveraineté alimentaires au Sénégal et en Afrique. Aujourd'hui, il s'agit de réhabilitation, d'amélioration et de complémentarité de ces systèmes traditionnels de production agricole avec les techniques modernes appropriées pour arriver à une agriculture économe, tenant compte de l'homme et de son environnement.

Contact : Ibrahima SECK

FENAB
iseck@yahoo.fr

38

CONTRIBUTIONS

L'année 2009 marquera la célébration du 25ème Jubilé du Magazine LEISA. A cette occasion, nous insisterons toute l'année sur l'importance de l'agriculture familiale comme forme particulière d'agriculture. Pour chaque numéro, la thématique embrassera les dimensions écologiques, économiques, sociales et culturelles des systèmes agricoles à faibles apports externes. La première thématique sera axée sur la diversité entre et au sein des petits systèmes agricoles. Nous présenterons de manière plus détaillée les célébrations de notre Jubilé dans le prochain numéro.

Systèmes agricoles diversifiés

Au cours des 50 dernières années, on a assisté au développement extraordinaire de l'agriculture entrepreneuriale et de marché, avec l'aide des paquets technologiques issus de la "révolution verte". Au même moment, les petits exploitants ont continué à développer et à adapter leurs divers systèmes agricoles. Dans les endroits peu amènes tels que les zones montagneuses et sèches, les systèmes des petites exploitations restent encore dominants, alors que dans d'autres zones, ils ont été remplacés essentiellement par l'agriculture de marché plus spécialisée.

L'agriculture familiale reste une source cruciale de moyens de subsistance et de sécurité alimentaire pour environ 600 millions de familles. Elle abrite et entretient la biodiversité, elle assure la résistance des systèmes agro-écologiques contre les catastrophes naturelles et anthropiques et elle sert de dépositaire des traditions culturelles

et fournit une main-d'œuvre souple. Les exploitants de fermes familiales ont trouvé des moyens de maintenir leurs communautés soudées et unies, même lorsque les autres les abandonnaient.

Les politiques publiques savent souvent les systèmes agricoles diversifiés à travers, par exemple, des subventions des technologies qui ne profitent pas aux petits exploitants, ce qui favorise une inondation des marchés par des produits trop bon marché, ou en refusant aux nouveaux arrivants le droit à la propriété et à l'utilisation en l'absence, par exemple, des enfants des agriculteurs qui auraient émigré. Les petits exploitants souffrent également des politiques axées sur le marché qu'imposent les grandes multinationales de l'industrie alimentaire, du fait par exemple de la perte des droits fonciers ou des droits à l'eau.

Comment les exploitants de fermes familiales vont-ils conserver leurs savoirs et leurs modes de vie dans ces conditions ? Comment, dans

ces conditions, vont-ils s'adapter, rester indépendants ou alors succomber aux évolutions générales que sont, entre autres, les phénomènes de fluctuation perpétuelle des marchés mondiaux, de subventions des intrants ou de migration ? Comment aider les exploitants de fermes familiales à conserver leur mode de vie tout en s'adaptant aux conditions en constante évolution ? Nous cherchons des articles portant sur des initiatives qui reconnaissent de manière explicite la valeur d'écopaysages diversifiés, de modes de vie diversifiés, de systèmes culturaux et agricoles diversifiés et qui s'opposent à des politiques et développements qui sapent le mode de vie d'un exploitant indépendant de ferme familiale. Les articles doivent être soumis au plus tard

Le 1^{er} février 2008 à l'adresse suivante :
agridape@orange.sn ou
contact@iedafrique.org

Une foire des semences paysannes, par des paysans.

**27-28 février et 1er mars 2009-
Djimini, Vélingara, région de Kolda,
Haute Casamance, Sénégal.**

La semence, premier maillon de la chaîne alimentaire, est en Afrique « culturelle et culturelle ». La diversité de variétés végétales et de races animales a été adaptée et conservée par les communautés paysannes pendant des millénaires.

Aujourd'hui, le paysage semencier mondial est en mutation et l'Afrique de l'Ouest n'est pas écartée. La stratégie de promotion de semences améliorées, hybrides voire Ogm souvent privatisées et combinées aux paquets technologiques d'une agriculture non durable (pesticides, monocultures intensives) constitue une menace pour les pays africains et les petits producteurs.

L'autonomie semencière des paysans est mise à mal. La biodiversité cultivée qui permet à une diversité d'agricultures autonomes d'exister est menacée.

Pourtant, il existe au Sénégal et en Afrique de l'Ouest, un patrimoine semencier local avec une diversité de variétés paysannes. Elles sont des atouts pour des agricultures diversifiées grâce à leur capacité d'adaptation, leur rusticité, mais aussi grâce à leurs importantes valeurs culturelles et nutritionnelles. Les paysans qui travaillent à leur reconnaissance sont porteurs d'innovations dans le domaine. Ainsi ces expériences méritent d'être partagées, valorisées et diffusées.

C'est dans cette optique que l'Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes -ASPSP- organise une seconde édition en collaboration avec la coalition nationale pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN) une foire paysanne nationale des semences avec la participation d'acteurs de la sous région.

Cette grande rencontre d'échanges et de capitalisation aura lieu dans un environnement rural et écologique les 27-28 février et 01 mars 2009 au village de Djimini situé à moins de 2 kilomètres de Vélingara dans la région de Kolda en Haute Casamance.

Les objectifs affichés: échanger les variétés locales et les savoirs paysans associés, informer les paysans et les paysannes sur les enjeux de la biodiversité semencière, promouvoir les produits de la biodiversité paysanne.

Cette 2ème édition à Djimini doit permettre de renforcer les acquis de 2007. Elle organisera non seulement un



Photo: Anne Berson

espace de foire d'échanges de semences locales paysannes mais aussi des espaces de débat et d'information sur les sujets d'actualité liés aux semences et plus largement à l'agriculture ouest africaine (foncier, législations sous-régionales, souveraineté alimentaire). Les ateliers permettront de partager les idées de manière plus approfondie. Cette année le thème particulier du riz, culture d'enjeux dans la sous-région, sera traité. Les produits locaux dans la consommation sont les invités d'honneur, une case d'information sur le sujet sera mise en place aussi pour partager les valeurs culinaires et culturelles de la biodiversité cultivée. Un cinéma rural sera installé, une case sera dédiée à la communication et à la documentation. Enfin, un espace ferme et terroir permettra des échanges pratiques sur les techniques agro écologiques.

Pour obtenir plus de renseignements contacter l'ASPSP

**Association Sénégalaise des
Producteurs de Semences Paysannes**

BP 3288A THIES
00221 33 951 00 46 / 00221 77 517 25 25
aspsp2003@yahoo.fr / biopatelin@yahoo.fr



Photo: Anne Berson

Du terrain au Partage...

Serie d'ateliers de capitalisation avec AGRIDAPE

Alors que les médias connaissent un essor sans précédent, en Afrique, la diffusion des expériences agricoles et/ou agro écologiques pertinentes reste un défi majeur. Les informations accessibles présentent le plus souvent des expériences venant d'autres parties du globe comme s'il n'y avait pas ou peu d'innovations paysannes en Afrique.

En réponse à ce défi, AGRIDAPE mène depuis 2007 un projet de capitalisation des expériences agro écologiques en Afrique francophone pour renforcer les capacités des porteurs d'expériences dans la dissémination des leçons tirées. Ce projet s'appuie sur l'approche développée par le réseau LEISA

Pour l'année 2008, deux ateliers de formation ont été organisés sur la capitalisation des expériences.

Le premier a eu lieu au début du mois de novembre. Il était destiné aux acteurs du programme PROFEIS (Promotion de l'Expérimentation et l'Innovation Paysannes au Sahel). Onze personnes ont été formées dont neuf sénégalais

et deux maliens. Ils sont chercheurs, représentants d'une grande organisation paysanne ou membres d'organisations paysannes. Ils ont travaillé pendant 3 jours pour capitaliser leur innovation paysanne.

A la suite de cet atelier, nous sommes partis au Niger. Après le lancement du réseau AGRIDAPE en 2007, les membres avaient, dans leur plan d'action, décidé de commencer leur activité par une formation sur la capitalisation des expériences. Organisé par la Plateforme des organisations paysannes du Niger, point focal du réseau, la formation a vu la participation de vingt-deux acteurs du développement dont les représentants de la fédération de la filière riz, ceux de la coopérative des maraichers, et de la filière oignon.

Ils pensent que cette formation doit être mieux adaptée pour les organisations paysannes. A cet effet, ils veulent collaborer avec AGRIDAPE pour la traduction du manuel dans une de leurs langues locales. Pour nous, il ne s'agit pas uniquement d'organiser des formations, mais plutôt d'enclencher une dynamique dont le résultat serait le développement d'une

masse critique de personnes capables non seulement de démultiplier la formation mais aussi



de conduire le processus à la base.

En attendant, de ces deux ateliers, nous avons tiré une quinzaine d'expériences. Nous nous sommes fixés comme défi de les finaliser ensemble pour pouvoir les diffuser à grande échelle.

40

Toute l'équipe d'AGRIDAPE enfin réunie !!

AGRIDAPE est une longue chaîne de production ! De la traduction à la distribution en passant par la rédaction, l'édition, l'impression et l'emballage, une dizaine d'acteurs constituent l'équipe du magazine.

Cependant, tous travaillent de leur côté et souvent par le biais d'Internet. Nous avons trouvé une belle opportunité de réunir tout ce beau monde à l'occasion de la visite au Sénégal de Edith Van Walsum la directrice de ILEIA et de Wilma Roem la chargée d'information.

Elles ont pu échanger avec les membres de IED Afrique, l'équipe de traduction, notamment Bougouma Mbaye Fall qui nous accompagne depuis le début : 5 ans déjà !!!

Le doyen Zidouemba premier et sage éditeur qui nous a beaucoup soutenu était aussi présent. Mais la « star » de cette rencontre a été incontestablement Omar, qui a réalisé une machine très innovante pour emballer le magazine.

Merci à tous, l'aventure continue pour une agriculture alternative et durable.

